

# Le Monde

**Directeur : André Laurens**

Algérie, 2 04; Maroc, 3 00 dr; Tunisie, 200 s.  
 Allemagne, 1 50 DM; Autriche, 15 sch; Belgique,  
 26 fr.; Espagne, 1,10 s.; Côte d'Ivoire, 275 F CFA  
 Cameroun, 350 K; Égypte, 80 pas; G. B., 45 p.  
 Italie, 50 sc; Libye, 0,250 D; Irlande, 70 p.  
 Israël, 1 000 l.; Liban, 250 p; Luxembourg, 27 s.  
 Malaisie, 500 R; Mexique, 17,17 n; Portugal,  
 50 esc; Royaume-Uni, 200 F CFA; Tunisie, 5 000 Kr.  
 Suisse, 2 00 l.; É.-U., 25 cent; Yougoslavie, 36 d.

**Tarif des abonnements page 2**

**5. RUE DES ITALIENS**  
 5437 PARIS CEDEX 05  
 Télux PARIS n° 694572  
 C.C.P. 1207 21 PARIS

**Tél. : 246-72-23**

## Une nouvelle victoire de Mme Thatcher

Beste que Mme Thatcher a toujours le vent en poupe. On peut s'en étonner, dans une telle situation économique et sociale (encore que l'importance du chômage puisse tendre à réduire la combativité syndicale), mais on ne peut sérieusement le contester. Pas plus que ne peut être mise en doute sa capacité à gagner la bataille sur bataille, sans concession ni déviation. A quoi l'on peut répondre que, des Malouines au climat social de l'Irlande du Nord, la Grande-Bretagne est le premier ministre britannique d'illustre devise dans les victoires poncnelles que dans la recherche de solutions aux problèmes de fond.

- «Yasser Arafat ne tardera pas à être liquidé», déclare M. Begin
- L'Iran veut «ouvrir de nouveaux fronts» en Irak

Toutefois, aucune décision ne devrait être prise avant que ne soient connus les résultats des

**Page 9**

**Trois nouveaux projets**

**Après Saint-Nicolas  
Hérouville-Saint-Clément**

**En évoquant la création d'une cinquième chaîne, M. Fillioud met la France en concurrence avec le projet luxembourgeois**

Quatrième, cinquième chaîne ? Publicité ou péage ? Programmes culturels ou grand public ? Pour comprendre le débat qui agite aujourd'hui pouvoirs publics et « spécialistes » de la communication, il convient de se situer dans son contexte technologique et politique.

**aire : Paris**  
**air, ile d'Oléron**

## Les noires étroites

J.-M. Q.  
(Lire la suite page 14.)

mons qui, il est vrai, avait triple  
entre le fin de la guerre et la  
de la période de pointe des  
70. Un récent sondage effectué  
par le ministère de la justice  
révèle de dix cours d'appel fail-  
lites, apparemment qu'entre 1970 et  
1980 ces juridictions avaient rendu  
cinquante-deux décisions pénales,  
dont vingt-quatre révoques et pro-  
cès au cours desquels quatre-vingt-  
sept arrestés dont quarante-trois  
avaient débouté les demandeurs,  
soit un tiers des cas qui avaient assis-  
té un médecin.

(Lire la suite page 8.)

**AU FESTIVAL D'AVIGNON**

11 12 13 14

## *L'action culturelle en débats*

Chaque année, le Festival d'Avignon est l'occasion de rencontres

Ces colloques sont placés pour la plupart sous le signe de la décentralisation et, pour certains, directement liés aux orientations du minis-

Deux journées du Fonds d'Interculturelle (F.I.C.), les 19 et 20 juillet, et, pendant la même temps, l'assemblée générale de l'Union des écrivains de la culture, l'association de la culture.

la culture, au lieu de les remettre sous la tutelle de la direction du théâtre, c'est en effet la nature même de l'action culturelle qui peut se trouver modifiée et amplifiée. — Cl. D.

(Lire, page 12, l'entretien avec M. Dominique Wallon, directeur du développement culturel au ministère de la culture.)

## Blouses blanches et robes noires

### I. — La hantise du prétoire

C'est étrange. En Grande-Bretagne, la gauche n'est pas au pouvoir, et, pourtant, le chômage atteint des sommets. En France, la droite n'est plus au pouvoir, et, pourtant, le chômage continue de monter.

Comment l'électeur flottant se prononcera-t-il, demain, de l'heure des bilans? Comme d'habitude : il choisira entre des inconvénients. Avec les uns, il aura la certitude que la crise continuera de ne pas cesser. Et, avec les autres, il aura l'assurance qu'elle ne cessera pas de continuer.

**BRUNO FRAPPAT**

« Le médecin ne reconnaît pour lui-même après Dieu que ses pairs et accepte parfois d'autre responsabilité que celle toute morale de sa conscience. » Voilà au moins ce qu'il était pour Virgile de Meaux, le docteur d'Orne) qui, embarrassé d'avoir à juger un médecin, sollicitait en 1829 l'avis de l'Académie de médecine se trouvant tenu pour dit. Cela n'empêcha pas pourtant, le 18 juin 1835, la Cour de cassation de rejeter son premier arrêt retenant la responsabilité médicale pour le fondement d'une faute purement délictuelle. Ainsi était définitivement condamné le docteur

par J.-M. THÉOLLEYRE

Thouret-Noroy pour avoir pratiqué en 1832, sur un patient nommé Guigne, une saignée malhabile entraînant une tumeur du bras.

Cent cinquante ans après l'acte d'audace, les affaires dites de responsabilité médicale sont devenues sinon monnaie courante, du moins sujet d'un droit particulier qui n'a cessé d'évoluer au fur et à mesure qu'évolue elle-même la médecine.

se s'affirmaient ses techniques et ses spécialités. Chaque année les tribunaux civils et correctionnels sont saisis d'environ cent assignations ou plaintes visant des chirurgiens, des anesthésistes.

nésistes, des syncrétiques et  
 ésotériques, des généralistes ou  
 des psychiatres. Toutes ces vomi-  
 nes à leur terme judiciaire le  
 transactions, les non-lieux le  
 lassements, montrent à l'évi-  
 dence que les procès faits aux  
 médecins au cours desquel-  
 les le doute des articles 1382 et  
 1383 du code civil (1) ; au pé-  
 nalisent une application des articles 311  
 et 320 qui répriment l'homicide  
 et les blessures par imprudence  
 de l'article 65 visant la non-  
 assistance à personne en dan-  
 ger — tiennent peu de place dans  
 le volume des affaires.

De même, en regard du nombre des médecins, cent vingt mille plus encore de celui des millions d'actes accomplis, on peut considérer qu'il n'y a pas de raison de s'étonner. D'autant plus qu'on dit de chacun on ne constate plus depuis quelque

(1) Article 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

Article 1383 : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

**AU FESTIVAL D'AVIGNON**

## ***L'action culturelle en débats***

Chaque année, le Festival d'Avignon est l'occasion de rencontres sur l'action culturelle. Vieille habitude : le théâtre s'est pendant longtemps au centre des expériences cherchant à rapprocher la collectivité sociale de l'expression artistique.

Deux journées du Fonds d'Interculturelle (F.I.C.), les 19 et 20 juillet, et, pendant la même temps, l'assemblée générale de l'Union des écrivains de la culture, l'association de la culture.

la culture, au lieu de les remettre sous la tutelle de la direction du théâtre, c'est en effet la nature même de l'action culturelle qui peut se trouver modifiée et amplifiée. — Cl. D.

(Lire, page 12, l'entretien avec M. Dominique Wallon, directeur du développement culturel au ministère de la culture.)

**JOHN IRVING**

**L'Hôtel  
New  
Hamp-  
shire**

par l'auteur de  
**Le monde  
selon Garp**

**Roman**

Par l'auteur du  
**Mondeselon Garp**,  
la saga, à la fois  
touchante et  
drôle, d'une  
famille pour le  
moins  
excentrique.

480 pages - 67 F

# AU SEUL

\_\_\_\_\_



Le Monde

# idées

## Mutation dans les universités européennes

par CHRISTOPHE CAMPOS (\*)

### ENSEIGNER LE FRANÇAIS

Depuis le 17 juillet se déroule à Lomé, au Togo, la troisième rencontre mondiale des départements d'études françaises des universités, dont Michel Tetu, professeur à l'université Laval, à Québec, préside le comité international. Mariva Mahasseni voit dans la langue française un « véhicule culturel total » à traiter comme tel, et s'inquiète, ainsi que Youssef Elias, de la voir trop souvent considérée, en Orient, comme une langue purement littéraire. Christophe Campos estime qu'en Europe, au contraire, l'enseignement du français est en train de s'émanciper de ce qu'il appelle des « allégeances ambiguës ». Quant à Robert Mallet, il pense que le français doit être non pas un lien entre les peuples, mais un « liant ».

ÊTRE professeur de français dans une université européenne, ce n'est plus répandre les lumières françaises ni se faire l'écho des grands philologues et critiques de la Sorbonne. C'est être médiateur de la perception de la culture et des réalités françaises dans son pays. Cette mutation s'est faite de façon progressive au cours des vingt dernières années : d'une idée centralisée, voire impérialiste, des cultures nationales, on va vers la conception d'une ouverture consciente aux langues et aux fonds culturels qu'elles véhiculent. Cela se fait sentir à propos de toutes les langues. Cependant, le phénomène est plus sensible en ce qui concerne la langue française, qui appartient à des régions géographiques et sociales définies, et qui est de celles dont l'étude à l'étranger est depuis longtemps développée. Contrairement à ce que croient certains Français, les enseignants de la langue anglaise ne se réjouissent pas tous de son succès : ils se désolent de l'appauvrissement qu'apporte l'engouement des élèves pour le savoir du commerce, de la chanson et des moyens de communication internationaux.

### Des choix plus subtils

L'existence d'un département d'université consacré à une langue étrangère peut être un vaccin, non un virus. Elle permet de rassembler les missionnaires culturels envoyés par le pays voisin, de constituer un ensemble de théories sur celui-ci qui reflète la langue étrangère devient, entre les mains d'universitaires à l'esprit méticuleux et analytique, objet de curiosité, riche d'enseignement mais impossible à savoir parfaitement : les autochtones apparemment n'y arrivent que par miracle. C'est la gymnastique intellectuelle qu'exige l'étude d'une langue, non le fait de l'acquiescer, qui compte : aussi l'étudiant déjà bilingue sera-t-il l'objet de méfiance. On pourrait même se demander si les pays qui craignent un voisin trop dominant n'arrivent pas à créer des

circuits intellectuels qui servent à en faire mal apprendre la langue : ainsi l'Angleterre à l'égard du français, source d'idées révolutionnaires au siècle dernier, ou la France à l'égard de l'allemand, enseigné comme une langue « difficile » entre les deux guerres.

Il en est de la littérature comme de la langue. Tout en rendant officiellement hommage à la littérature nationale telle que l'université française l'a érigée, il est possible d'introduire des choix plus subtils. Pour les Tchecoslovaques, Romain Rolland remplace Valéry au palmarès de la littérature du vingtième siècle ; on continuera à lire Céline à l'étranger pendant une période où il est au purgatoire en France ; un peu partout on étudie Diderot et son entourage avant qu'il ne soit reçu en Sorbonne.

L'étude des institutions est, elle aussi, influencée par la culture locale : l'enseignement centralisé et le pouvoir préfectoral français exercent sur les universités britanniques une fascination qui ne sera ébranlée en Grèce que par les mouvements féministes, ou par les Scandinaves par les querelles des catholiques et des laïques. Cela conduit à affirmer sa propre identité culturelle par opposition à l'exemple français que pour l'adapter. On a vu, en 1972, le mouvement d'opposition à l'adhésion de la Norvège au Marché commun trouver un ferme soutien intellectuel au sein du département de français de l'université d'Oslo... à l'encontre de ses intérêts matériels, puisque des professeurs de français en Norvège ont évidemment basés après le résultat négatif acquis au référendum.

En Europe, les études françaises n'étaient donc pas de vrais moyens d'influence, comme elles pouvaient l'être dans d'autres régions du monde. Pourtant, les pratiques universitaires demeurent ambiguës. En Angleterre travaillant côte à côte des universitaires fiers d'avoir constitué un corpus complet de commentaires sur la littérature française, pouvant à la rigueur se passer d'apports critiques français, et des Français en exil, coupés de leurs propres traditions et mal intégrés à l'intelligibilité du pays. C'est au Danemark, où fleurissaient les études linguistiques les plus aptes à rivaliser avec les grammaires officielles de français, que l'on accueillait le plus chaleureusement les lecteurs détachés des cadres français. Tel professeur recevait des maîtres de l'ambassadeur un ruban de chevalier d'académie, qui ne participait jamais aux travaux des congrès scientifiques en France même.

### Un triple processus

La mutation ressentie actuellement libère les études françaises de ces allégeances ambiguës. Elle s'opère grâce à un triple processus. D'une part, on accueille même au sein des universités de nouvelles méthodes d'enseignement des langues, basées sur la communication fonctionnelle plutôt que sur l'analyse grammaticale, et qui ont vu le jour au sein d'instituts de technologie ou d'écoles de langues. La mobilité géographique de la nouvelle génération d'étudiants ainsi que certains réticents militaires hérités de 1968 ont facilité ce changement. L'énorme développement des moyens de communication aidant, c'est désormais en dehors de l'université que se décide le degré d'ouverture d'une culture nationale à une culture voisine : à l'université de rendre la langue étrangère accessible à ceux qui le désirent, non d'entretenir sur elle un discours secret.

D'autre part, on assiste depuis une génération déjà à l'effritement du concept, d'origine romantique, de littérature nationale. Remplacement des belles lettres par les paratextes, contestation de l'innocence du choix des auteurs du programme officiel, impact de la « nouvelle histoire » sur les catégories de l'histoire littéraire : autant de facteurs qui desserrent les liens entre les départements d'études françaises et les programmes français exprimés par Lanson, Castex et Sarrailh, ou Lagarde et Michard. A l'université College, à Dublin, Cynsno de Bergerac a remplacé Bossuet ; à Copenhague, il arrive qu'on préfère San Antonio à Proust ; à Bratislava, les *Misérables* occupent la place que partout ailleurs on accorde à Stendhal. L'étude de la littérature se fera désormais par des exemples, des œuvres individuelles, des thèmes abordés en profondeur, choisis en consultation avec les étudiants, plutôt qu'en vertu d'une liste d'œuvres agréées. Dans ces conditions, l'enseignement de français est plus sensible à l'impact de nouvelles approches critiques, extra-universitaires, qu'au corpus des commentaires académiques, qu'elles proviennent de la France ou de son propre pays.

Enfin, les attitudes plus souples des enseignants de langue et de littérature, et les motivations nouvelles

des étudiants, permettant à l'étude de la « civilisation » française — prise au sens du mot anglais « culture » — de quitter la place de second rang qu'elle occupait, pour rejoindre les disciplines nobles. Le document de civilisation, désormais aussi accessible que l'était seule naguère la littérature, peut désormais servir autant que le document littéraire à comprendre les résonances de la langue. Un renouveau d'intérêt — dont André Reboullet, Guy Michard, Jean-Claude Beacco, se sont déjà fait l'écho en France — tend à donner à l'étude de la civilisation une base théorique qu'elle n'avait pas lorsqu'elle se bornait à la description des institutions françaises. La lecture (bien conduite mais non pas dirigée par un enseignant) d'une page d'offres d'emploi, d'un faire-part de mariage, d'un imprimé de la Sécurité sociale, est désormais une activité acceptée à l'université : à un niveau différent, mais pas forcément plus avancé, l'étudiant étranger essaiera d'acquiescer, non pas des connaissances sur l'histoire politique de la France, mais une compréhension des discours tenus par les sciences politiques en français. Là encore, l'étudiant, témoin de la culture de son propre pays, demande à l'enseignant de lui servir de médiateur, non de maître.

Il a suffi que l'AUPELF prenne l'initiative de créer un comité régional de l'Europe non francophone, et celle de réunir des représentants des pays concernés en Pologne en 1979, pour qu'apparaissent ces changements : dans ce congrès, et pour la première fois, les participants français n'étaient ni coordinateurs d'offices ni invités de complaisance. Ils ont pu assister à la prise de conscience d'un fait intéressant et au contraire désagréable à l'intellectuel français : que la langue, la littérature et la civilisation françaises ont des significations et des résonances très vives mais très différentes selon le pays récepteur ; que les manuels et les universitaires venus de France en sous-estiment nécessairement la richesse et l'importance aux yeux des étudiants de pays aussi différents que le Portugal et la Finlande ; que la langue française et les idées qui la sous-tendent (même, au besoin, sans la présence des Français eux-mêmes, sans Bossuet et sans Valéry) est de ces foyers qui rassemblent les hommes en les aidant à comprendre leurs différences.

(\*) Professeur à l'université de Londres, directeur de l'Institut britannique de Paris.

## Un liant plus qu'un lien

par ROBERT MALLET (\*)

PLUSIEURS langues connaissent de nos jours un triple destin : être parlées par ceux qui les ont reçues de naissance dans l'hérédité la plus directe, par ceux qui les ont reçues en même temps que leur langue maternelle, comme un héritage de l'histoire coloniale, et par ceux qui, sans la moindre assujettissement, les ont choisies, en plus de leur langue maternelle, pour commercer (au deux sens du terme) avec autrui.

Dans des champs d'action très différents, quant à l'étendue et quant à la nature, c'est le cas de l'anglais, de l'espagnol, du français et du portugais. Le bilinguisme des Républiques soviétiques est d'un autre type, car le russe, érigé en langue commune, à côté des langues de chaque République, ne s'est pas imposé par le phénomène du colonialisme occidental mais par celui d'une politique fédérative.

L'usage de ces langues, dans les trois domaines énoncés, correspond à des pédagogies qui ne sauraient être identiques, même si le résultat final est comparable, c'est-à-dire la maîtrise d'un parler.

Le professeur de français en France, en Belgique wallonne, au Québec ou en Suisse francophone ne s'adresse pas aux mêmes scolaires que le professeur de français au Cameroun, au Sénégal ou en Tunisie. Dans ces derniers pays, l'enfant doit faire effort pour acquiescer le français en plus de sa langue maternelle, et sa filiation, liée à des concepts, à des réflexes et à des modes de vie actuels, ne le prépare pas à accueillir cette seconde langue aussi aisément que peut le faire un francophone de naissance. Il en va de même pour son professeur, s'il est lui aussi d'origine autochtone. Il a conquis ses diplômes d'enseignant avec plus de difficulté et de mérite que l'enseignant de souche française.

La pédagogie du français dans les pays francophones d'Afrique ne peut donc obéir à des règles semblables à celles dont se prévaut la pédagogie en France, même si des personnalités aussi douées que le président Senghor, et quelques autres, semblent apporter un démenti à cette affirmation. L'idéal, et le problème, de l'enseignement — faut-il le rappeler ? — consistent à donner toutes leurs chances aux individualités exceptionnelles, en même temps qu'à prendre en considération la moyenne des ca-

pacités pour les élever à un niveau convenable.

Il est tout aussi évident que les jeunes qui auront choisi d'étudier le français dans un pays non francophone ne pourront être soumis aux mêmes méthodes d'enseignement que les Français ou francisants d'Afrique. Ce n'est pas un paradoxe d'avancer que, très souvent, la volonté et le goût, étant chez ces élèves francophones sans option à se faire entendre et apprécier de son auditoire.

Le bon professeur de langue ne peut se comporter, ici et là, d'une manière invariable. Non seulement il doit adapter son enseignement à des conditions spécifiques, mais il lui faut comprendre ses élèves pour être compris. Il sait faire participer parce qu'il participe. Plus il est renseigné, mieux il enseigne. Le professeur de français en Afrique francophone doit connaître le passé de la communauté nationale et la consistance de la langue ou des langues vernaculaires qui sont parlées, avec l'instauration d'un bilinguisme officiel où le français jouera un rôle de complémentarité et non de substitution.

Il est nécessaire que les enseignants d'une même langue à travers les différents cheminement et buts de leur pédagogie, se réunissent pour comparer leurs besoins, leurs méthodes, leurs expériences. De telles rencontres permettent de réaliser les plus fructueuses opérations interculturelles. Car il ne s'agit surtout pas de revenir à une uniformisation des démarches, sous le couvert d'un ratio d'universalisme. Moins encore de favoriser une sorte d'empire linguistique. La langue française voudrait s'honorer d'être un liant et non un coercit. C'est précisément parce qu'une forme d'humanisme est inséparable de son histoire, que, sans contredire le principe de la différenciation des enseignements, les professeurs de français, quelles que soient leurs appartenances nationales, peuvent se retrouver dans la pratique d'une langue où chacun se réfère à une commune filiation de l'esprit.

(\*) Recteur honoraire de l'Académie de Paris, président d'honneur de l'AUPELF.

## Transfert des connaissances et « dialogue des cultures »

par YOUSSEF ELIAS (\*)

Le transfert des connaissances techniques, conçu dans le cadre d'un nouvel ordre culturel international, se double d'une dimension linguistique. Parallèlement à la problématique de l'adaptation de ces connaissances aux besoins et aux spécificités des pays d'accueil, se pose la question de la place et des fonctions d'une langue étrangère sur la carte culturelle nationale, voire régionale. Dans de nombreux pays arabes et africains, le français, en dépit d'un potentiel considérable et d'un important capital de sympathie, est perçu avant tout comme une langue littéraire. Cette conception trouve un argument de taille dans l'ensemble des pays francophones où le français scientifique et technique est en train de céder aux formidables pressions de l'anglais.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75277 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 963 F 1 391 F 1 820 F  
ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F  
II - SUISSE, TUNISIE  
386 F 667 F 949 F 1 230 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Il n'est pas dans notre propos de lancer une croisade contre l'anglais qui est, tout comme le français, une langue de grande communication internationale. Il nous semble cependant que dans le domaine des échanges scientifiques et techniques entre le monde francophone, le monde arabe et l'Afrique, le français scientifique et technique pourrait apporter une contribution précieuse dans des secteurs qu'il convient de déterminer avec rigueur et précision. En d'autres termes, l'enseignement du français scientifique et technique, dans le cadre d'un transfert des connaissances, doit répondre à des besoins réels et se faire en harmonie avec la langue nationale pour éviter les risques que la marginalisation de cette dernière implique.

La nécessaire identification des domaines d'intervention des langues nationales et des langues étrangères, dans une perspective d'échange et de complémentarité, appelle une politique concertée de traduction à l'échelle nationale ou régionale. Instrument privilégié de la diffusion des connaissances et des idées, la traduction est aussi une immense école d'initiation à l'interdépendance culturelle des peuples et des cultures. Mais la traduction à grande échelle est une opération dont le coût matériel et humain est prohibitif. Il serait intéressant d'envisager la création de structures chargées de la sélection et de la traduction des œuvres les plus significatives et les plus aptes à promouvoir le dialogue selon des critères précis.

La traduction peut aussi être porteuse d'équilibre et d'harmonie. Fondée sur les principes de la réciprocité et de l'égalité, elle permettrait de rééquilibrer les échanges, de dissiper les malentendus et de dépasser les préjugés. Elle se doit, en tout état de cause, d'accorder aux langues nationales une place égale à celle des grandes langues internationales.

Au-delà de ces structures opérationnelles, l'enseignement de la traduction scientifique et technique participe activement à l'enrichissement mutuel des langues en présence et rend possible, pour certaines langues, la prise en compte des langages de spécialité qui ne bénéficient pas, généralement, d'un enseignement spécifique et structuré.

Un examen attentif de l'activité traductrice révèle une grande disparité dans les échanges culturels. L'essentiel de la traduction scientifique et technique se fait dans le sens Nord-Sud. La traduction d'œuvres littéraires semble suivre la même courbe. Cette situation est en train de se modifier lentement en ce qui concerne l'arabe, dont l'importance sur la scène internationale est de plus en plus évidente. La balance, dans ce domaine, reste cependant déficitaire pour le monde arabe. Si l'on déplace l'angle de vue pour examiner la situation entre le monde arabe et l'Afrique, on est frappé par le peu d'intérêt accordé à la traduction, qu'elle soit littéraire ou scientifique, de part et d'autre. Il est regrettable de constater qu'au moment même où les relations arabes se renforcent, l'activité de la traduction, indice de l'échange et du dialogue, est reléguée au second plan.

Centre de formation, laboratoire d'idées et lieu d'expression de la diversité, l'Université est, autant par tradition que par vocation, un carrefour du dialogue et de l'échange. Il en est de même pour les associations d'universités dont les réseaux d'échange sont des instruments précieux de la compréhension et de l'entente mutuelle. Dans l'environnement international actuel, les grandes rencontres internationales sont indispensables à la promotion du « dialogue des cultures » parce que libératrices d'idées et initiatrices de projets élaborés en commun par des hommes respectueux à la fois de leur spécificité et du patrimoine culturel commun de l'humanité.

(\*) Professeur à l'université de Khartoum.

## Un véhicule culturel total

par le docteur MARIVA MAHASSENI (\*)

Le français est-il vivant ? En reprenant, après plus de vingt ans, cet itinéraire unique au monde qu'est celui des châteaux de la Loire, je me pose cette question.

D'écarter en étape, et d'une demeure à l'autre, j'ai pu suivre dans les yeux de mes enfants le reflet de leur émerveillement devant tant de beauté, devant ces palais déguisés en forteresses, ces manoirs cernés de culture et de savoir-vivre, devant tant de goût raffiné dans l'architecture ; et, surtout, cette harmonie qui régit entre l'art et la nature qu'il embellit et est très bien sentie.

Des jeunes de vingt ans, dont c'est la première visite en France, et que l'on sent vibrer face à ces édifices et cathédrales qu'un levain spirituel a fait ériger dans un grand élan du peuple vers un infini univers ; c'est leur connaissance de la langue qui permet ce contact immédiat et profond. En cela le français est bien vivant comme langue de culture, comme véhicule d'un humanisme plusieurs fois séculaire et toujours présent en France.

Mais que répondre à mes jeunes scientifiques qui font leurs études en anglais, comme partout dans l'Orient arabe ? Les Français participent-ils activement à l'essor scientifique du monde moderne ? Certes, les Lavoisier, les Berthelot, les Ampère ou les Curie sont bien connus et reconnus, et la France est toujours riche en prix Nobel. Mais qui connaît le système français de l'enseignement supérieur, que j'essie depuis trente ans d'expliquer à mes collègues, à mes élèves et à mes autorités, tout en essayant de m'y retrouver moi-même, à travers le labyrinthe des troisième cycles et des maîtrises.

On ne connaît que très peu, en dehors de la sphère française, les noms prestigieux de Polytechnique, de Centrale, des écoles d'agronomie et des Mines, et encore moins ceux de l'E.N.A. et de H.E.C. ; quant à la médecine parisienne ou lyonnaise, ses écoles si bien établies ont-elles hors

de France le retentissement qu'elles méritent ?

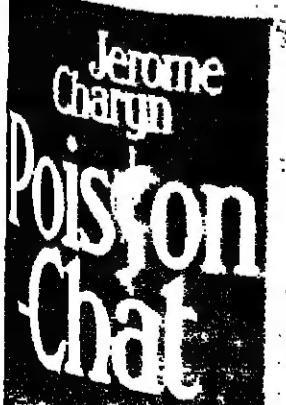
Nous autres, non français, avons aussi vu au chapitre, et il est nécessaire de susciter les actions ou les réactions nécessaires. La défense de la langue française ne consiste pas à l'argotisme, elle réside beaucoup plus en une illustration de la langue française comme véhicule culturel total, pouvant résister aux assauts de la marée anglo-saxonne, surtout dans ces pays d'Orient où existe une affinité réelle pour cette culture française si proche de nous ; l'expérience a montré les difficultés de nos jeunes, revenus d'outre-Atlantique, à se retrouver dans cet Orient si méditerranéen et à se réintégrer dans leur propre culture.

C'est seulement par une action concertée entre les universités, les relations culturelles, le ministère de la culture et les organismes de défense de la langue française que l'on peut essayer de remédier à cette carence.

Si la France d'aujourd'hui est une puissance moyenne, du point de vue politique et économique, elle peut certainement aspirer au rôle de grande puissance scientifique, technologique et culturelle, ayant un rayonnement dont le contenu humain est inégalable. Que ce soit dans l'Orient ou l'Occident arabe, il se trouve des affinités naturelles, aux racines multiples, qui pourraient être le fondement d'échanges culturels profondément enrichissants entre la culture française et la culture arabe ; mais c'est aussi dans le monde de la recherche scientifique et technologique que ces échanges sont essentiels. Quand la conjoncture semble faciliter ces échanges, au travers de brèches béantes, il serait vraiment impardonnable de ne pas bénéficier de ces affinités.

(\*) Membre de l'Académie arabe de Damas, cardiologue au département de chirurgie de l'université King Abdul-Aziz à Djeddah.

## Du côté de



Jerome Chagnon  
**Poisson Chat**  
LE T...



Le Monde

## étranger

## LA GUERRE DU GOLFE

## Téhéran menace de mener son offensive jusqu'à Bagdad

Téhéran a ouvertement menacé, dimanche 18 juillet, de conduire son offensive Ramadan « jusqu'à Bagdad » et d'ouvrir de nouveaux fronts. « Non seulement Bassorah sera encerclée mais nous pourrions aller jusqu'à Bagdad... Si nous n'obtenons pas satisfaction de nos droits, nous ne tarderons pas à attaquer sur d'autres fronts », a déclaré le colonel Sayad Chirazi, commandant en chef de l'armée de terre. « Nous irons aussi loin que possible pour établir une ligne de défense solide qui assure la protection et l'intégrité du territoire iranien », a-t-il ajouté.

Les forces iraniennes avaient réussi dimanche à contenir deux grandes offensives irakiennes lancées à quarante-huit heures d'intervalle. Les communications militaires des deux pays restent toujours très vagues pour ce qui est des localisations géographiques. Il semble acquis cependant que le premier objectif de Téhéran soit d'isoler Bassorah sans

tenter pour le moment une attaque frontale.

La principale percée irakienne paraît avoir été réalisée à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Bassorah et à une distance égale au nord du Chatt el Arab, dans une région plate et désertique. Une des seules indications fournies par Bagdad faisait état samedi soir d'une attaque lancée en direction d'Al Hira, localité située sur la rive ouest du Chatt, à une quinzaine de kilomètres au nord de Bassorah, mais sans préciser si le fleuve avait été franchi.

## Encercler les Iraniens puis les anéantir

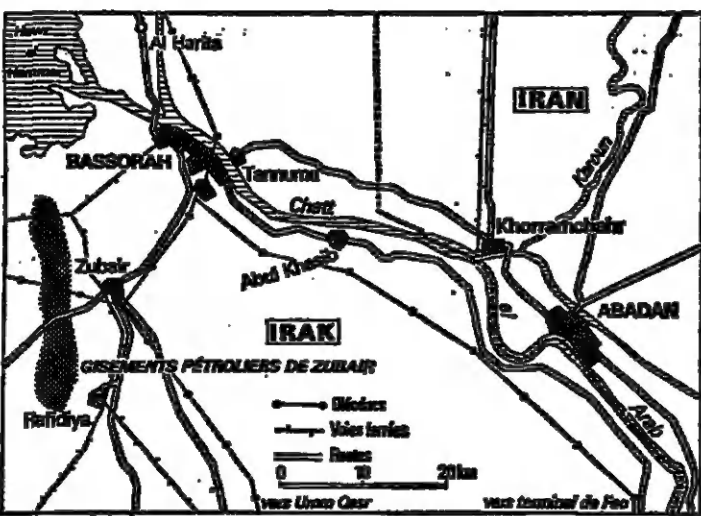
Le fait que les forces iraniennes progressent plus vers l'est que le sud-est permet de penser qu'elles pourraient essayer de couper la route principale Bagdad-Bassorah, qui longe le Tigre avant qu'il ne devienne Chatt el Arab. Un mouvement tournant entre le lac Hawr et Hammar et Bassorah leur permettrait ensuite de couper la voie ferrée et la deuxième route conduisant à la capitale mais en longeant cette fois l'Euphrate. Un tel mouvement les mettrait à portée de la première région économique du pays avec ses industries et les champs pétroliers de Zubair et de Rumaila.

Les communiqués irakiens ne font plus état de « nettoyage » du territoire national de ses « agresseurs » iraniens et reconnaissent implicitement que les combats se déroulent bien en Irak. Mais les renseignements qu'ils apportent montrent que la tactique irakienne consiste apparemment à laisser venir les unités ennemies dans un certain secteur, puis à essayer de les encercler et de les anéantir.

Rapportant les propos d'un officier irakien, des journalistes, qui se sont rendus sur le front, précisant que six divisions iraniennes — chacune de 12 000 à 13 000 hommes, mais dont quatre sont composées de conscrits — avaient été massées à la frontière le 13 juillet. L'officier a précisé que la première vague d'assaut a été anéantie à 80 ou 75 % avec son matériel. Les journalistes ont pu voir une partie du matériel et quelques huit cents prisonniers dont certains âgés de quatorze à seize ans.

La tactique des irakiens offre, pour le moment, l'avantage d'allonger les lignes de communications de l'ennemi alors que les leurs sont plus courtes, ce qui est important pour les hélicoptères, gros consommateurs de carburant. Les irakiens utilisent, en effet, intensivement des Mig-24 soviétiques, véritables « croiseurs de l'air », munis de canons, de tubes lance-roquettes et de missiles anti-chars, qui constituent une arme redoutable contre les blindés iraniens.

Les forces irakiennes semblent en revanche impuissantes contre les bombardements de l'artillerie irakienne sur Bassorah, qui se sont intensifiés depuis samedi. De plus, des tirs iraniens contre des villes frontalières plus au nord semblent destinés à étendre le front et à alléger la pression irakienne dans la région des combats. L'aviation irakienne poursuit un objectif analogue en bombardant aussi des villes frontalières et les installations pétrolières de l'île de Kharg qui, selon Téhéran, continueraient cependant de fonctionner. Enfin, Bagdad a annoncé dimanche avoir fait 3 479 tués au cours des vingt-quatre heures écoulées. Un bilan donné par Téhéran faisait état de 850 soldats irakiens tués ou blessés, de 800 prisonniers et de 116 chars et véhicules blindés détruits. — (A.F.P., Reuters.)



## L'Irak appelle les Arabes à se montrer plus solidaires

Les dirigeants irakiens et iraniens ont multiplié, samedi 17 et dimanche 18 juillet, les déclarations pour préciser leurs intentions quant à l'évolution du conflit du Golfe mais aussi pour rassurer ou mettre en garde les pays de la région.

À TÉHÉRAN, M. Mir Hossein Mousavi, premier ministre, qui devait partir le même jour pour Alger a déclaré que l'Algérie ait entrepris une nouvelle médiation. Il a déclaré qu'il souhaitait « l'accélération des opérations offensives pour que soit portée, le plus vite possible, le coup final au régime pourri du Baas irakien ». Toutefois, le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a réaffirmé à la conférence des non-alignés à Nicose, que la chute du régime du président Saddam Hussein n'est pas une condition à la fin de la guerre.

## Une mise en garde

M. Mousavi a également déclaré que « les pays du Golfe ne doivent absolument pas avoir le sentiment d'être en danger ». Il a toutefois fait une différence entre l'état des Emirat arabes unis qui « a une tendance positive dans sa politique » et les autres pays du Golfe qui « ne se trouvent pas dans la même situation ». Cependant, le président du Parlement irakien, M. Ali Akbar Rafsanjani, a tenu, dimanche, un langage plus ferme : « L'Irak, a-t-il dit, n'a pas pour ambition territoriale mais, si des camions d'armes continuent de pénétrer en Irak, alors nous serons le droit de prendre les mesures appropriées ». Il a formulé cette mise en garde après le départ de M. Taha Yassin Ramadan, premier vice-premier ministre irakien, pour Ryad et Koweït.

● RECTIFICATIF. — L'absence d'une virgule dans l'article consacré aux intérêts français en Irak (Le Monde daté 18-19 juillet) a accru considérablement le montant du contrat de Saint-Gobain-Pont-a-Mousson pour le réseau d'assainissement de Bagdad. Ce contrat rapporte à la firme française 4,5 milliards de francs et non 45.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée  
à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

## A HAMADAN

## « Ce bombardement ne nous fait rien »

Hamadan (A.F.P.). — Les obus, dimanche 18 juillet, des quatre-vingt-trois victimes, dont vingt enfants, du bombardement aérien irakien de Hamadan ont été l'occasion pour la population de cette ville du centre de l'Irak de crier sa détermination à poursuivre la guerre. « Ce bombardement ne nous fait rien », scandaient des milliers de personnes en suivant les cercueils que les hommes portaient à bout de bras sous une pluie d'eau de rose.

« Hamadan est devenue Karbala », la ville sainte du chiisme au sud de Bagdad, venant s'ajouter au traditionnel « Mort à Saddam ! » (M. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien). Le grondement des réacteurs répercutés par la montagne, confirmait que la ville était protégée pendant toute la cérémonie par la chasse irakienne. Ce n'était pas le cas vendredi matin quand, par trois fois, les appareils irakiens ont frappé cette ville de près de deux cent mille habitants. Machant huit bombes d'assez forte puissance dans quatre quartiers différents, loin de tout objectif militaire ou économique.

Sur son lit d'hôpital, s'exprimant avec difficulté après avoir eu la joue déshabillée par un éclat, le même, un jeune étudiant, se souvient : « Je participais à la manifestation et à la prière. Nous avons entendu les premières bombes et l'alerte presque en même temps, mais pour nous tous, il n'était pas question que les irakiens interrompent la prière. La bombe est

tomber sur la pelouse, là où se tenaient les femmes et les enfants. Cela a été terrible », poursuit l'étudiant. Dimanche, cette maigre pelouse était encore jonchée de chaussures, de tchadors, de sacs de femmes et de centaines de pierres de Karbala, ce petit carré d'argile que tout chiite doit toucher du front pendant la prière.

Dans la chambre voisine de celle d'Imani, un dialogue dramatique s'engage. Une jeune femme amputée au-dessus du coude apostrophe six pilotes irakiens, prisonniers de guerre depuis plusieurs mois, amenés spécialement par les autorités pour constater « les crimes de l'aviation irakienne de Saddam ».

« Vous n'êtes pas-musulman, alors vous ne nous attaquez pas comme ça, vous attaquez les irakiens », lance la jeune femme. « Nous sommes tous deux musulmans mais c'est la guerre, je ne suis qu'un militaire, j'obéis aux ordres », se défend un pilote.

À la morgue de l'hôpital, devant les cadavres dont on a défilé le lincaut, le gène des pilotes ne trouve plus de mots. « C'était peut-être une erreur ou alors les ordres sont nouveaux. Je ne sais pas, il y a plusieurs mois que j'ai été saisi ».

« Pourtant jamais, au cours de ces confrontations dramatiques, ils ne seront menacés par les parents des victimes, et les douze hommes armés qui les gardent n'auront pas à intervenir ».

## Égypte

Après 453 nouvelles libérations

## UN MILLIER D'OPPOSANTS SERAIENT ENCORE EMPRISONNÉS

Le ministère de l'intérieur a annoncé samedi 17 juillet un arrêté ordonnant la libération de 453 détenus, arrêtés en septembre 1981, par ordre de Sadate, ou en octobre suivant, à la suite de l'assassinat du roi et dont la plupart sont des intégristes islamiques. Ce chiffre porte à quelque 2 000 le nombre de personnes élargies depuis l'accession au pouvoir du président Mubarak.

Parmi les nouveaux libérés, l'agence égyptienne MENA cite le père de l'assassin de Sadate, l'avocat à la cour d'appel, l'imam d'une mosquée d'Alexandrie, le cheikh Ahmed El Mahallawi, et un prêtre copte, le père Zakaria Boutros, responsable d'une institution religieuse. Avant ce nouveau train de libérations, l'avocat marxiste, Nabil El-Hadi, estimait à 3 000 le nombre de détenus dont le sort n'était pas fixé. Aucun chiffre officiel n'a été publié à ce sujet. La personnalité la plus en vue demeurant privée de liberté est le pape copte, Chénouda III, relégué dans le désert libyque depuis septembre 1981.

D'autre part, trois mois après l'exécution des assassins du roi, un penseur musulman, M. Mohamed Elmaras, a pu publier une étude sur « l'obligation islamique » (notion de guerre sainte « civile » absente du Coran) de l'idéologue du groupe, Abdessalam Farag, qui a été exécuté.

## Du côté des romanciers et des romans étrangers

<p><b>Jerome Charyn</b> <b>Pois, on Chat</b> Seuil</p> <p>Dans cette autobiographie imaginaire, Charyn s'octroie une vie aussi inextricable que celle de ses personnages. Michèle Hechter Libération 67 F</p>	<p><b>Angela Carter</b> <b>La passion de l'Ève nouvelle</b> Seuil</p> <p>Un roman qui fait froid dans le dos. 198... Une nouvelle ère glaciale commence... 58 F</p>	<p><b>ANGELA CARTER</b> <b>La passion de l'Ève nouvelle</b> Seuil</p> <p>Un roman qui relève de la Néo-Science-Fiction anglo-saxonne, à la fois terrifiant et drôle. 58 F</p>	<p><b>STRATIS TSIRKAS</b> <b>Printemps perdu</b> Seuil</p> <p>Le dernier roman de l'auteur de Cités à la dérive. 58 F</p>	<p><b>EDUARDO MENDOZA</b> <b>Le mystère de la crypte ensorcelée</b> Seuil</p> <p>Un roman picaresque dans la Barcelone de l'après-franquisme. Une révélation ! 55 F</p>	<p><b>JUAN GOTTISOLO</b> <b>Makbara</b> Seuil</p> <p>Le double drame du travailleur immigré et du travesti dans la langue admirable d'un conteur de Mar-rakech. 58 F</p>
---	---	---	---	---	--

**LE TEMPS DE LIRE AU SEUIL**



# PROCHE-ORIENT

## L'impasse diplomatique au Liban

La conférence des pays non alignés réunie à Nicosie a demandé, samedi 17 juillet, au Conseil de sécurité des Nations unies d'imposer des sanctions « globales et obligatoires » contre Israël tant qu'il n'appliquera pas les résolutions de l'ONU sur la Palestine. Condamnant, à cet égard, l'usage qu'a fait Washington de son droit de veto dans la crise libanaise, les non-alignés n'ont pas été, cependant, jusqu'à proposer que des sanctions internationales soient également prises contre les Etats-Unis, ainsi que le demandaient plusieurs membres du mouvement, notamment Cuba, la Syrie, l'Algérie, l'Iran et l'O.L.P.

Les non-alignés se sont d'autre part prononcés pour l'envoi sans délai au Liban d'une force de paix internationale à laquelle les pays membres du mouvement sont invités à participer, et ont demandé la convocation avant la fin du mois de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur la question de la Palestine. Ils ont décidé d'envoyer à Beyrouth une commission d'enquête de neuf membres (Cuba, Inde, Sri-Lanka, Bénin, Sénégal, Guyana, Nicaragua, Yougoslavie et Chypre), qui aura la tâche de définir les mesures d'assistance aux Palestiniens et aux Libanais.

### M. Shultz pourrait confier une « mission spéciale » à M. Kissinger

Correspondance

Washington. — Quelques heures après avoir pris officiellement ses fonctions, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a pris l'initiative, samedi 17 juillet, d'une grande réunion d'information sur le Proche-Orient réunissant ses plus proches collaborateurs, des membres du Conseil national de sécurité et de la C.I.A., ainsi que trois personnalités spécialisées dans les problèmes du Proche-Orient, dont M. Kissinger.

La participation de l'ancien secrétaire d'Etat à la discussion entretient les spéculations sur l'intention de M. Shultz de lui confier une mission au Proche-Orient. Cependant, le président Reagan, de retour de sa résidence de Camp David, a déclaré qu'aucune décision n'avait été prise concernant M. Kissinger. Mais il n'a pas formellement démenti les rumeurs, laissant ainsi les observateurs dans la perplexité.

Certes, M. Shultz et M. Kissinger se tiennent régulièrement dans la plus grande estime, mais le nouveau secrétaire d'Etat doit tenir compte des réserves de l'état-major de la Maison Blanche sinon du président lui-même à l'égard de M. Kissinger. Des amis politiques du président, situés à la droite du parti républicain, éprouvent quelque méfiance à l'égard de M. Kissinger, coupable à leurs yeux d'avoir favorisé la détente et le rapprochement avec la Chine. D'autre part, M. Kissinger a récemment critiqué l'action diplomatique américaine à Beyrouth et notamment la décision de principe d'envoyer un contingent de marines pour faciliter l'évacuation des combattants palestiniens.

Il faut tenir compte également des nombreuses obligations de M. Kissinger de nature à l'empêcher de partir en mission et, d'autre part, du soul de la Maison Blanche de ne pas court-circuiter M. Habib, envoyé spécial du président au Proche-Orient, unanimement loué pour ses efforts de médiation. Dans ce contexte on n'exclut pas qu'une mission spéciale pourrait être confiée non pas à une seule personnalité mais à plusieurs, parmi lesquelles celles convoquées par M. Shultz, à savoir : M. Lawrence Silberman, un banquier qui collabore avec M. Shultz dans l'administration Nixon avant d'être nommé ambassadeur en Yougoslavie, et M. Irving Shapiro, un homme d'affaires, ami personnel de M. Shultz avec lequel il vient d'y a plusieurs années les pays du Proche-Orient.

En tout état de cause, M. Shultz semble vouloir prendre son temps avant de décider quel que ce soit. Cet ancien professeur veut d'abord apprendre, et la réunion de samedi, d'une durée de six heures, prit la forme d'une sorte de colloque où chacun exprima librement ses idées et suggestions au nouveau patron de la diplomatie américaine.

A deux reprises, le secrétaire d'Etat abandonna la discussion pour s'entretenir séparément avec les ambassadeurs d'Israël et d'Egypte. Les milieux officiels ne cachent pas que les négociations difficiles de Beyrouth et à plus forte raison les hostilités entre Israël et l'Irak obligent le gouvernement à repenser sa politique au Proche-Orient. En tout cas, sous la pression des événements, M. Shultz devra sortir des ambiguïtés délibérées de ses déclarations devant la commission des affaires étrangères où il ne voulait mécontenter personne.

En ce qui concerne le conflit entre l'Iran et l'Irak, M. Shultz devra également tenir une position plus nette et arbitrer entre diverses tendances au sein de l'administration. Les uns pensent que, au lieu de la neutralité annoncée immédiatement après l'ouverture des hostilités, Washington devrait prendre parti pour l'Irak qui a le soutien des pays arabes modérés. D'autres, au contraire, comme le sénateur Jackson à la télévision, pensent que la diplomatie américaine doit avoir pour objectif de ne pas s'aliéner définitivement les Iraniens et en tout cas de ne pas les rejeter du côté de Moscou.

Dans l'immédiat, le premier objectif de la diplomatie américaine est de désamorcer le bûil de poudre de Beyrouth. A cet égard, on espère que les conversations prévues mardi 20 juillet entre le président Reagan et les ministres des affaires étrangères de Syrie et d'Arabie Saoudite, chargés de mission par la Ligue arabe, aboutiront à lever un des derniers obstacles. Le monde arabe, dit-on, se doit de trouver un ou plusieurs pays d'accueil pour les combattants palestiniens. En tout cas, on souhaite que la visite de M. Khadham, le ministre syrien des affaires étrangères, améliore les relations américano-syriennes passablement détériorées, ou au tout cas rétablisse une certaine cordialité dans les rapports entre les deux pays.

D'autre part, pour ne pas compliquer la tâche de M. Habib, le gouvernement n'a pas encore décidé d'aller ou non empêcher l'envoi d'Israël de bombes à fragmentation. La réponse d'Israël attendue depuis longtemps sur l'utilisation de ces bombes est à l'étude, et les officiels refusent d'en révéler le contenu. Au Pentagone et au Congrès, on note que l'utilisation des bombes à fragmentation ne conviendrait pas seulement aux restrictions sur l'emploi des armes américaines, mais violerait aussi les accords israélo-américains, stipulant que ces bombes ne peuvent être employées que comme les forces régulières d'une nation souveraine. D'après la radio de Jérusalem, le gouvernement israélien spécifie que l'intervention de la Syrie a transformé les opérations au Liban en une véritable guerre. L'emploi des bombes à fragmentation est donc conforme aux conditions imposées dans les accords israélo-américains. Il précise d'autre part que ces bombes n'ont été utilisées qu'à des fins défensives et contre des objectifs militaires seulement.

■ Un « lobby palestinien » aux Etats-Unis ? Vingt-trois personnalités palestiniennes réunies du 9 au 11 juillet à Londres ont décidé de mener « la bataille de la Palestine aux Etats-Unis » et de collecter à cette fin 100 millions de dollars, rapporte l'hebdomadaire de langue arabe publié à Londres Al-Misriya. Une réunion de trois cents Palestiniens formés serait convoquée dans ce but à la fin août dans une capitale européenne. — (A.F.P.)

■ LA JORDANIE ET LE SOUDAN ont répondu favorablement à l'appel du président Mubarak pour la tenue d'un sommet arabe sur la situation au Liban et dans le Golfe, a déclaré dimanche M. Kamal Hassan Ali. Le chef de la diplomatie égyptienne a condamné de nouveau « l'invasion israélienne » du Liban, dans un message adressé à son collègue israélien. M. Itzhak Shamir. M. Hassan Ali a d'autre part affirmé dans une interview publiée par la revue « Rosa et Youssef » que les relations égypto-israéliennes avaient été « affectées par l'agression israélienne ». Il a toutefois écarté l'éventualité d'un rappel de l'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv, estimant qu'une telle mesure ne serait pas « positive ».

■ A AMMAN, M. Adnan Abou Andeh, ministre jordanien des affaires étrangères, a jugé dérisoire l'appel lancé samedi soir par M. Menahem Begin en vue de la création d'une « confédération libre » entre les deux pays. « Il s'agit, a-t-il dit, d'une manœuvre ridicule pour détourner l'attention générale du projet de liquidation du peuple palestinien. » — (A.F.P., Reuters.)

### « Yasser Arafat ne tardera pas à être liquidé »

DÉCLARE M. BEGIN

(Suite de la première page.)

M. Sharon n'a pas été oublié par le foule qui scandait : « Sharon c'est la sécurité », « Nous sommes corps et âme avec toi ». Se référant aux propos des dirigeants palestiniens qui ont mis M. Sharon au défi de venir à Beyrouth-Ouest, M. Begin a déclaré, dans un tonnerre d'applaudissements : « Prenez garde, Arafat, si vous n'êtes pas prêts à accepter l'invitation... » Il signifiait ainsi que l'armée israélienne n'avait pas renoncé à investir le camp retranché palestinien.

M. Begin a rappelé qu'il était convaincu que le Liban conduirait bientôt à la paix avec Israël et il a proposé au roi Hussein de créer avec la Jordanie une « confédération ». Ce n'était pas la première fois que le premier ministre lançait une telle idée, et elle n'a guère été prise au sérieux dans les milieux politiques israéliens, par plus que la proposition du ministre de la défense offrant un « cesse le feu » en Israël à « tout terroriste qui n'aurait pas comme d'habitude quitté l'O.L.P. pour se rendre ».

■ Un fonctionnaire israélien tué à Bethléem

En Cisjordanie, la tension s'est de nouveau aggravée après l'assassinat à Bethléem le 17 juillet d'un fonctionnaire israélien en service dans les territoires occupés. M. Yaacov Kor, quarante ans, qui se trouvait sur la place du marché, en compagnie de sa femme et de ses enfants, a été tué par un inconnu, à coup de revolver. Le couvre-feu a été aussitôt imposé dans toute la ville et l'armée a procédé à de nombreuses arrestations de interpellations. Une centaine de personnes étaient encore détenues lundi matin.

■ Les habitants de Cisjordanie redoutent une répression accrue, surtout dans la région de Bethléem où, le mois dernier, un colon israélien avait déjà été assassiné. De pareilles agressions étaient rares depuis le début de l'occupation en 1967.

■ Les délégués de la Croix-rouge internationale ont, pour la première fois, dimanche, été autorisés à rendre visite à des « détenus » que les autorités israéliennes se refusent à considérer comme des prisonniers de guerre. Les délégués de la Croix-rouge se sont rendus dans l'un des camps établis maintenant au Sud-Liban, non loin de la ville de Nabatieh. Environ deux cents enfants et adolescents de moins de quinze ans ont été libérés et remis à la Croix-rouge. Ils avaient été capturés parce que soupçonnés d'avoir été enrôlés par l'O.L.P.

### 200 enfants bientôt libérés

Bien qu'il ait toujours été considéré comme modéré par le gouvernement de Jérusalem, il est d'autant moins l'objet d'une telle mesure que le maire de Gaza, M. Rachad Chawra, lui aussi bénéficiant de la même réputation, vient d'être récemment limogé.

Les arrestations qui ont été effectuées à Bethléem s'ajoutent à toutes celles qui ont été ordonnées depuis plusieurs semaines dans l'ensemble des territoires occupés — plusieurs centaines, dit-on de source palestinienne. Il semble qu'il y ait eu dans les informations recueillies lors des interrogatoires de certains des neuf mille Palestiniens capturés depuis le début de l'invasion.

■ Dans un style différent, l'Algérie-Information, organe de l'Association France-Algérie 21, publie un numéro spécial de 68 pages, centré sur les relations franco-algériennes, le développement de l'Algérie, le rôle de la France, des contributions de ministres français et algériens, d'universitaires et de journalistes.

# AFRIQUE

## Guinée-Bissau

### Les malheurs du « Capitaine-Cook »

De notre envoyé spécial

Bissau. — Depuis plus de quatre mois, le Capitaine Cook, chalutier de 680 tonnes de jauge brute, de l'armement Jago-Quéré de Lorient, reste bloqué dans le port de Bissau. L'affaire s'envenime et menace d'altérer les rapports entre la France et l'ancienne Guinée portugaise.

Arrivé le 15 avril dernier près d'une zone maritime contestée, revendiquée concurrentement par la République de Guinée et la Guinée-Bissau, le chalutier, qui possédait une licence de pêche délivrée par le premier des deux pays, était condamné huit jours plus tard par le second à une amende « extravagante », eu égard aux normes ouest-africaines, de 320 millions de centimes, soit de plus de huit fois supérieure à celles infligées d'ordinaire par le Sénégal en de telles circonstances. En outre, la cargaison, soit 240 tonnes de poisson, d'une valeur d'environ 80 millions de centimes, ainsi que le matériel de pêche étaient saisis.

Aussitôt averti par l'armateur, dont l'embarque, qui emploie environ quinze cents personnes, se trouve être en équilibre financier précaire, les pouvoirs publics français, ministère de la mer en tête, prennent fait et cause pour celui-ci. Des instructions étaient donc données à l'ambassadeur de France à Bissau pour amener les autorités guinéennes à une conception plus normale des choses. A priori, on estimait d'ailleurs ne pas manquer d'arguments pour parvenir à ce résultat : le chef de l'Etat guinéen avait été reçu en décembre dernier à Paris, et la Calise centrale de coopération économique et le Fonds d'aide et de coopération s'approprièrent

à octroyer respectivement un prêt de 800 millions de centimes et une subvention de 400 millions de centimes à une société d'économie mixte franco-guinéenne de conservation et de commercialisation des produits de la mer.

Malgré, bien que les deux conventions de financement aient bien été signées à la date prévue, les autorités de Bissau n'accusaient que de retard de 49,5 % l'emprunt imposé. Celle-ci demeurait donc à un niveau encore exorbitant, et l'armateur, qui, entre-temps, a eu pour plus de 400 millions de centimes de manque à gagner du fait de l'immobilisation forcée de son bateau, demandait incapable de payer sans une aide publique substantielle.

Et puis, alors que, de guerre lasse, on envisageait à Paris de se résigner à passer sous les fourches caudines guinéennes, pour ne pas compromettre l'avenir de notre présence à Bissau pour un différend relativement mineur, l'affaire a subitement rebondi récemment, à la suite d'une rixe entre le commandant du bateau, M. Jean Guizot, et son mécanicien, de plus en plus exaspéré d'être tenu en garde à vue dans un hôtel de la ville, et les policiers préposés à leur surveillance. L'un et l'autre se trouvent maintenant en prison, où, selon des témoignages dignes de foi, ils auraient été « passés à tabac » à plusieurs reprises, en attendant d'être à leur tour jugés et très probablement condamnés. Bref, une seconde affaire se greffe sur la première, et la situation échappe de plus en plus aux représentants français locaux.

PIERRE BARNES.

## Algérie

### DEUX NUMÉROS SPÉCIAUX DE REVUES

La revue Les Temps modernes (1) consacre un substantiel numéro (448 p.) à l'Algérie vingt ans après l'indépendance. Sous le titre : « Algérie, espoirs et réalités », elle expose le long silence qu'elle a observé : « Nous considérons, dit-elle, que c'était aux Algériens de parler, et nous avons attendu qu'ils nous disent la vérité et le désir ». Ce numéro double, daté juillet-août 1982, est divisé en cinq parties : « Pouvoir et forces sociales », « Le quotidien », « Les voix de l'Algérie », « Écriture, représentation et parole berbère ». Les articles, agrémentés de dessins de Slim, rédigés en majeure partie par des Algériens, abordent des questions dans leur pays ou vivant en exil, apportant à la fois des éléments d'information, d'analyse et de réflexion.

Dans un style différent, l'Algérie-Information, organe de l'Association France-Algérie 21, publie un numéro spécial de 68 pages, centré sur les relations franco-algériennes, le développement de l'Algérie, le rôle de la France, des contributions de ministres français et algériens, d'universitaires et de journalistes.

(1) 24, rue de Condé, 75002 Paris, 10001 Paris.

## Le conflit somalo-éthiopien

### ÉCHEC DE L'APPEL AU CESSÉ-LE-FEU LANCÉ PAR L'O.U.A.

De source somalienne, on affirme que le conflit qui oppose depuis plus de deux semaines l'Éthiopie et la Somalie a été marqué par de nouvelles attaques éthiopiennes repoussées avec succès. L'Agence somalienne de presse affirme notamment, sans précision complémentaire, qu'une attaque menée dimanche 16 juillet contre la ville de Gologob, s'est soldée par la mise en déroute des troupes éthiopiennes. L'Agence somalienne fait également état d'importantes sautes d'armes et de matériel par les soldats somaliens et affirme qu'un avion éthiopien a été abattu samedi par la D.C.A.

Sans tenir compte des dénégations des dirigeants d'Addis-Abeba, qui affirment toujours ne pas participer au conflit armé qui, selon eux, oppose les autorités de Mogadiscio aux guerilleros du Front démocratique du salut de la Somalie (F.D.S.), M. Arap Moï, président du Kenya et président de l'Organisation de l'unité africaine, a demandé à l'Éthiopie, comme à la Somalie, d'arrêter un cesse-le-feu immédiat. L'addis-Abeba a réagi en affirmant que nouveau qu'il n'y avait pas eu de soldat éthiopien impliqué dans ce conflit. — (A.F.P., Reuters.)

# A TRAVERS LE MONDE

## Cambodge

■ LE PRINCE NORODOM Sihanouk, président de la coalition cambodgienne anti-vietnamienne, est arrivé samedi 17 juillet à Pékin pour discuter d'une aide supplémentaire chinoise. Le prince a réaffirmé sa détermination de s'opposer au « processus de colonisation » du Cambodge par le Vietnam, jugé « inacceptable ». Il doit se rendre ensuite en Corée du Nord, en Yougoslavie, en Roumanie, puis à l'Assemblée générale des Nations unies. Il s'agit de enfin reprendre le siège du Cambodge au sein du mouvement non aligné, déclaré vacant en 1973. — (A.F.P., A.P.)

## Espagne

■ ATTENTATS AU PAYS BASQUE. — Le sénateur majoritaire de l'organisation autonomiste basque E.T.A. politico-militaire (E.T.A.-P.M.) a fait sa réapparition au Pays basque après

plusieurs mois de l'exil en perpétrant, dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 juillet, vingt et un attentats à la bombe à Bilbao, Saint-Sébastien, Vittoria et Pamplune. Les bombes ont endommagé des bâtiments dépendant des ministères de la justice, des finances et de la santé, ainsi que les bureaux de l'agence d'information espagnole S.F.I. et la Capitainerie maritime de Saint-Jacques. — (A.F.P.)

## Népal

■ SÉCHÉRESSE ET DISETTE. — Le prix du riz est en hausse et tout l'ouest du pays est frappé par une pénurie de céréales qui a déjà fait quarante-neuf victimes. Les conditions climatiques défavorables font craindre une prochaine famine. La majorité du Parlement a voté en faveur du gouvernement de M. Thapa, accusé de ne pas prendre les mesures suffisantes pour enrayer la disette. — (A.F.P.)

Les Brigades rouges...  
prépare ?

Les Brigades rouges...  
prépare ?

**JEAN-MARIE PELT**  
L'homme qui...  
faire parler les...

Le prodigieux...  
aventure des plantes

Les plantes...  
civilisations végétales

Le prodigieux...  
aventure des plantes

Les plantes...  
civilisations végétales



# EUROPE

# DIPLOMATIE

## Un conseiller d'Etat succédera à un magistrat comme juge français à la Cour européenne de Luxembourg

Le Conseil de la Communauté européenne a désigné, dernièrement, les membres de la Cour de justice européenne de Luxembourg dont le mandat arrive à expiration le 6 octobre prochain. La Cour est composée de onze juges et de cinq avocats généraux nommés pour des mandats de six ans d'un commun accord par les gouvernements et en principe indépendants de ceux-ci. Les gouvernements sont convenus, bien que cette précision ne figure pas dans les traités, que les dix nationalités soient représentées parmi les juges et que le onzième poste (créé pour que la Cour adhère au nombre des juges après l'adhésion de la Grèce) soit occupé par rotation par un juriste d'un des quatre « grands » États membres : France, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A. Les mêmes « grands » ont chacun un siège d'avocat général. Le cinquième étant occupé par rotation par un juriste d'un des six « petits ».

Les juges britannique, italien, néerlandais et ouest-allemand ont été prorogés pour un nouveau mandat de six ans (M. Bosco, juge italien est âgé de soixante-dix-sept ans). Un nouvel avocat général italien, M. Mancini, succède à son compatriote M. Capotorti. L'équilibre entre les démocrates-chrétiens et les socialistes, fondement de la politique transalpine, mais nullement équilibré dans les institutions européennes, est même contraire à l'esprit des traités, est, disent les mauvaises langues, respecté. Le mandat de l'avocat général français, Mme Simone Rossa, a été également renouvelé. L'ancien président du tribunal de grande instance de Paris avait été nommé l'an dernier à ce poste pour achever le mandat de M. Mayras, conseiller d'Etat, démissionnaire pour raisons de santé.

Le seul problème qui se posait et qui a été résolu dans la discussion, comme il convient aux gens de robe, a été la succession du juge français, M. Adolphe Tournier, au terme d'une longue carrière (il a soixante-quinze ans). M. Tournier, qui a occupé les plus hautes postes dans les cabinets ministériels et dans la magistrature française et européenne, veut prendre sa retraite.

La perspective de sa succession ainsi que le poste de onzième juge, tous deux très convoités, avaient déjà été l'objet d'une bataille féroce mais suivie (le Monde daté 1<sup>er</sup>-3 février 1981) entre deux grands corps de l'Etat, la magistrature et le Conseil d'Etat, qui se disputent l'unique « corps » (l'Etat) libre-corporatif (lui aussi contraire à la lettre et à l'esprit des traités), avec ses implications politiques, soit maintenant.

Le gouvernement français de l'époque souhaitait élire au tribunal de grande instance de Paris, Mme Rossa, dont il n'appré-

chait pas l'indépendance. Il lui offrit le poste d'avocat général à Luxembourg jusqu'alors occupé par un conseiller d'Etat, M. Tournier, fait aussi un magistrat. Le Conseil d'Etat, français, suggéra au gouvernement de revendiquer pour la France le poste de onzième juge. L'opération était d'un intérêt douteux : le mandat de ce onzième juge expire en effet le 6 octobre 1982. La France aura eu deux juges pendant la peine plus d'un an, et il lui faudra attendre l'an 2000 pour que cette conjoncture se reproduise. Le prochain onzième juge sera un Allemand, M. Bahlmann, pour six ans.

Cependant, l'ancien gouvernement appréciait peu la jurisprudence, volontiers « européenne », de la magistrature et lui préférait celle du Conseil d'Etat, plus soucieux de faire prévaloir le droit français. C'est donc un membre de cette institution, M. Bernard Grévisse, qui fut nommé à Luxembourg en mars 1981, étant sous-entendu qu'il succéderait à M. Tournier quand celui-ci prendrait sa retraite et que le poste de onzième juge français disparaîtrait.

Mais, entre-temps, M. Mitterrand succéda à M. Giscard d'Estaing. Seuls les mauvais esprits verront une relation de cause à effet entre cet événement et la demande de M. Grévisse, nommé du temps de M. Giscard d'Estaing, de regagner Paris « pour convenances personnelles ». Il sera remplacé par un autre conseiller d'Etat, M. Yves Galmot, cinquante et un ans, dont les récentes fonctions montrent qu'il a toute la confiance des dirigeants socialistes. Il fut conseiller juridique du comité interministériel sur les nationalisations et chargé de mission auprès du groupe Saint-Gobain-Pont-A-Mousson quand celui-ci était nationalisable.

Il y a en tout cas continuité dans la politique française à l'égard de la Cour de justice européenne : l'ancien gouvernement, comme le présent, préfère avoir comme juge français à Luxembourg un conseiller d'Etat plutôt qu'un magistrat.

MAURICE DELARUE.

## Turquie

## Le projet de nouvelle Constitution renforce l'exécutif

De notre correspondant

Ankara. — Le projet de nouvelle Constitution turque, comprenant quelque deux cents articles, fruit de dix-huit mois de travail, a été rendu public samedi 17 juillet. Ce texte semble surtout avoir été préparé en réaction contre la « paralysie chronique du pouvoir » qui a caractérisé la période antérieure à l'intervention de l'armée, le 12 septembre 1980. En outre, en réaction contre le « mauvais usage » des libertés politiques et syndicales durant ces deux dernières décennies troubles, « Le projet constitutionnel vise à combler les lacunes de la précédente Constitution de 1961, à l'esprit général de laquelle on est resté fidèle », précisent les auteurs.

Le renforcement du rôle de l'exécutif, et surtout de celui du chef de l'Etat, est le trait marquant du projet. Le président de la République se verra confier de nouvelles responsabilités. Il est, en effet, prévu que le chef de l'Etat, toujours élu pour sept ans par l'Assemblée nationale, la majorité des deux tiers (au-delà du quatrième tour de scrutin, la majorité simple suffit), ne porte pas la responsabilité de ses actes, contrairement par le gouvernement, mais soit néanmoins

habilité à faire des choix importants. Notamment lorsqu'il désignera tous les membres de la Cour constitutionnelle, les membres du Conseil du contrôle d'Etat (chargé de veiller au bon fonctionnement de toutes les institutions), le procureur en chef de la République et son adjoint, le directeur de la radio-télévision, et, enfin, le gouverneur de la banque centrale. En outre, le chef de l'Etat pourra prononcer la dissolution du Parlement en cas de paralysie, après avis du président de l'Assemblée nationale et du Conseil consultatif d'Etat. Ce dernier organe est une institution nouvelle, composée à la fois de membres de droit nommés à vie (anciens présidents de la République, anciens présidents de la Cour constitutionnelle et anciens chefs d'Etat-major des armées) et de vingt personnalités désignées par le chef de l'Etat, ainsi que de dix autres cooptées. Le Conseil, uniquement consultatif, assistera le chef de l'Etat, notamment en étudiant diverses questions à sa demande.

Afin d'éviter que le pouvoir civil ne se décharge trop facilement sur les militaires, comme par le passé, en cas de troubles « menaçant le régime démocratique », de ses responsabilités relatives au maintien de l'ordre public, en décrétant l'état de siège, le projet constitutionnel introduit l'insubordination de l'état d'urgence. C'est le conseil des ministres qui sera habilité à le décréter. Le gouvernement pourra alors émettre des décrets limitant les libertés et droits fondamentaux (sur la base de l'état de siège) (ou la responsabilité du maintien de l'ordre est automatiquement dévolue aux militaires) ne sera décrété qu'en cas de guerre ou de rébellion armée.

Le bicamérisme, d'autre part, est aboli : l'Assemblée nationale redevient la chambre unique, comme avant la Constitution de 1961. Elle comptera désormais 400 députés, au lieu de 450 dans le système précédent. Ces derniers seront élus lors des scrutins législatifs qui auront désormais lieu tous les cinq ans (au lieu de quatre ans par le passé).

En réaction contre les mauvaises habitudes de jadis, le projet constitutionnel prévoit que, désormais, en cas de dissolution de son parti, un élu ne peut plus figurer au Parlement que sous l'étiquette « indépendant ». S'il n'est élu qu'une seule fois, son nom ne peut être inscrit sur la liste de candidats à la législature suivante.

D'autre part, le projet constitutionnel interdit, comme on s'y attendait, la création de partis de classes ou d'obédience communiste, fasciste ou pro-islamique. Cependant, seule la Cour constitutionnelle reste habilitée à dissoudre tout parti politique ayant violé ces principes.

Dans le domaine des libertés, le projet brille surtout par son ambiguïté. D'une part, il affirme que les droits et libertés des individus sont inaliénables. Mais, d'autre part, il s'empresse d'ajouter qu'ils peuvent être « limités », voire « suspendus », par décision juridictionnelle, pour ceux qui auront œuvré en vue d'atteindre l'unité et l'intégrité de l'Etat, d'instaurer la dictature d'une classe ou de provoquer des troubles de religion sectaires.

Le projet interdit la torture et tout traitement corporel indigne. Il indique que le délai de prescription sera de quatre-vingt heures. Cependant, pour ce qui concerne les « délits collectifs », ce délai sera de quinze jours. Le projet indique également que la liberté d'opinion et d'expression sera la règle, mais pourra être limitée. Tout comme la liberté de la presse, notamment pour empêcher que « les informations étatiques secrètes ne soient révélées », ainsi que les nouvelles « erronées ou intempestives », de nature à « influencer la conscience ». Avant de motifs que leur imprécision peut transformer en armes dangereuses entre les mains d'un pouvoir partisan, craignent les observateurs à Ankara.

ARTUR UNAL.

## Italie

## L'ASSASSINAT DU CHEF DE LA BRIGADE MOBILE DE NAPLES

## Une collusion entre les Brigades rouges et la pègre ?

De notre correspondant

Rome. — La douleur mais aussi la colère ont dominé, samedi 17 juillet, les funérailles du chef de la brigade mobile de Naples, M. Antonio Ammaturo, et de son chauffeur, assassinés en pleine rue deux jours plus tôt par un commando de fous (le Monde du 17 juillet). La foule se pressait à l'église Santa-Chiara, où ont été accueillis par un brouhaha hostile le ministre de l'Intérieur, M. Rognoni, et le chef de la police nationale. Les Napolitains sont émus par la mort d'un homme qui avait estimé de tous ses vœux le pourquoi de ce double assassinat et surtout de ce qu'il y a derrière : des liens plus étroits entre criminalité organisée (la Camorra) et terrorisme, mais aussi peut-être entre ceux-ci et le monde politique ?

Selon les premiers résultats de l'enquête, il semble bien que M. Ammaturo et son chauffeur sont tombés sous les balles de terroristes. Outre les revendications formulées par téléphone au nom des Brigades rouges, le soir de l'attentat, la police a établi que la véritable plaque minéralogique de la voiture utilisée par le commando se trouvait dans une cache des B.R. découverte il y a quelques semaines. Les policiers ont d'autre part découvert l'appartement où se sont réfugiés les auteurs après l'attentat : des traces de sang confirmant que deux d'entre eux au moins ont été blessés au cours de l'échange de coups de feu avec des policiers à moto qui tentaient de les arrêter.

Un fait semble indiquer que les terroristes ont agi avec l'appui de la Camorra : leur refuge se trouvait dans le quartier de Forcella, un des repaires de « camorristes » de la « scuola famiglia ». Le chef du commando, qui a mitraillé la voiture de M. Ammaturo, pourrait être Antonio Chio-

chi, activement recherché pour l'enlèvement l'année dernière de l'assesseur régional, M. Cirillo, et pour l'assassinat, en avril, de l'assesseur municipal du travail, M. Deleogiano. La présence de Chiochi dans cette affaire tend à confirmer les liens des terroristes avec la Camorra. C'est, en effet, un membre de l'« organisation » des B.R. partisan de l'alliance avec les « nouveaux sujets sociaux », à commencer par la pègre. Cette liaison Camorra-terroristes avait notamment été réalisée dans l'affaire Cirillo.

Y a-t-il aussi dans l'assassinat de M. Ammaturo des dessous politiques, comme ce fut le cas dans l'enlèvement de l'assesseur régional ? On attache une grande importance, à Naples, aux déclarations qu'avait faites, il y a quelques semaines, M. Ammaturo affirmant que la Camorra bénéficiait d'appuis politiques. Des députés démocrates-chrétiens avaient alors demandé à Rome qu'il soit suspendu de ses fonctions de chef de la brigade mobile.

PHILIPPE PONS.

## Grande-Bretagne

## Une inculpation pour espionnage semble préfigurer à un vaste scandale

De notre correspondant

Londres. — A peine la menace d'une grave crise sociale écartée, Mme Thatcher va devoir affronter une attaque en règle aux Communes sur le fonctionnement de ses services de sécurité et de renseignements.

Avant d'entendre les déclarations

explicites du ministre de l'Intérieur sur l'affaire de la chambre de la reine, les députés interrogeront, mardi, le premier ministre sur une mystérieuse affaire d'espionnage qui concerne à faire grand bruit un « scandale » dont on sait très peu de choses mais que l'on qualifie déjà d'« énorme ».

Peudi dernier, un homme de quarante-cinq ans, M. Geoffrey Prime, parlant le russe, et ancien employé du centre de communications ultra-secrètes de Cheltenham, dans le centre-ouest de l'Angleterre, a été inculpé de violation de la loi sur les secrets d'Etat. Il est accusé d'avoir communiqué, entre 1968 et 1979, des informations à un personnel étranger, sans pour autant être allé à une puissance ennemie.

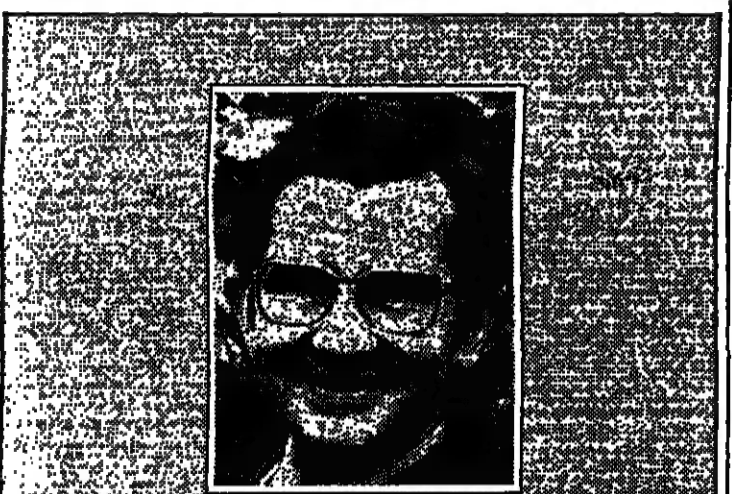
La nouvelle de son inculpation a été rapidement suivie d'un flot de rumeurs et de spéculations publiées dans la presse, et reprises par la presse. Le centre de Cheltenham, qui emploie quatre mille personnes, centralise 90 % des renseignements des services britanniques transmettant le monde à l'aide d'un équipement très complexe, et sert de relais pour certains messages secrets de l'Otan.

Une partie du personnel est de nationalité étrangère.

Le Daily Mail croit savoir que Mme Thatcher a ordonné une enquête au plus haut niveau sur cette affaire qui « pourrait se révéler la plus grande affaire de sécurité d'espionnage depuis l'affaire de l'espion soviétique Kim Philby ». L'hébergement libéral, The Observer, affirme que, pendant trois ans, Geoffrey Prime a travaillé pour les Soviétiques.

Plusieurs députés, dont le chef du groupe parlementaire libéral, et l'un des responsables du parti travailliste, demandent un débat d'urgence aux Communes.

En attendant, les parlementaires en sont réduits aux rumeurs, qui laissent à entendre à présent, dans les cercles conservateurs, comment à l'origine le gouvernement. Le député de Cheltenham, même une brève enquête et affirme que les mesures de sécurité sont très insuffisantes au centre de communications. Certains de ses collègues estiment de leur côté que l'affaire pourrait avoir été délibérément gonflée par une partie de la presse et de l'opposition pour miner la popularité du gouvernement. — (Interim.)



**JEAN-MARIE PELT**  
L'homme qui sait faire parler les plantes

La prodigieuse aventure des plantes

Jean-Marie PELT  
Les plantes : amours et civilisations végétales

Jean-Marie PELT  
La médecine par les plantes

## Pologne

## La détention du philosophe Leszek Nowak

M. Stanislas Balibar, maître-assistant de philosophie à l'université de Paris-I, nous écrit : Six mois après le coup d'Etat du général Jaruzelski, beaucoup de nos compatriotes ont tendance à oublier quelque peu la situation régnant en Pologne.

C'est aujourd'hui seulement que nous apprenons que le professeur Leszek Nowak se trouve depuis six mois en prison, pris dans des conditions particulièrement dures (puisque'il est, nous dit-on, privé de lumière). Enseignant à l'université de Poznan, où s'est créée depuis dix ans, autour de lui et de la revue qu'il édite, *Poznan Studies in the Philosophy of the Sciences and the Humanities*, Gruner Publishing, Amsterdam) toute une école de philosophie des sciences et de théorie des sciences sociales, le professeur Nowak est un marxiste indé-

pendant qui emprunte également beaucoup à la tradition logique polonaise. Il a enseigné récemment pendant un an à l'université de Francfort. A celle-ci qui lui a dressé il y a quelques semaines une nouvelle invitation, les autorités polonaises n'ont fourni qu'un refus sans explication. Les colis qu'on lui envoie sont retournés.

S'agit-il de la vengeance des traditionalistes de l'université ou du parti ? Ou tout simplement d'un des multiples cas d'arbitraire qu'a entraînés l'état de siège à l'encontre des esprits libres, intellectuels ou non ? Quelles sont les charges qu'on impute au professeur Nowak ? Ses proches, ses collègues des autres pays sont en droit de le savoir. En l'état actuel des informations fournies, ils ne peuvent qu'élever une vive protestation de principe et réclamer sa libération.

SI VOUS AVEZ UN PROBLEME

## « CHEVEUX »

pellentes, démangeaisons, cheveux gras, secs, cassants, etc., n'attendez pas qu'il soit TROP TARD pour bien les soigner

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

spécialiste des soins du cheveu

— plus de 20 ans d'expérience —

vous offre un examen-conseil de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous à :

EUROCAP : 4, r. de Castiglione, 75001 Paris. Tél. (1) 260-38-84

5, place d'Orléans, 91100 BRUNY. Tél. (2) 85-42-74

et à BOURGEOIS (33) 48-46-11 - GENÈVE (7) 40-41-41 - LAUSANNE (26) 51-54-19

LIMOGES (33) 34-15-20 - LYON (7) 833-45-75 - NANTES (33) 45-46-83 - NANCY (33) 332-41-44 - NANTES (33) 48-74-57 - NERES (33) 30-16-48 - SAINT-ETIENNE (77) 35-10-75 - TOULON (33) 83-25-30 - TOULOUSE (33) 23-23-94 - VIMES (33) 73-08-22

MARSEILLE (31) 48-25-37

## GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de dîner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se ressourcir à volonté.

Garden Buffet ?

On prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !

**150 F**  
(taxes et service compris)

Tous les jours de 12 à 15 h.

Hôtel PRINCE DE GALLES  
33 avenue George-V PARIS 8<sup>e</sup> Tél. 723 55.11

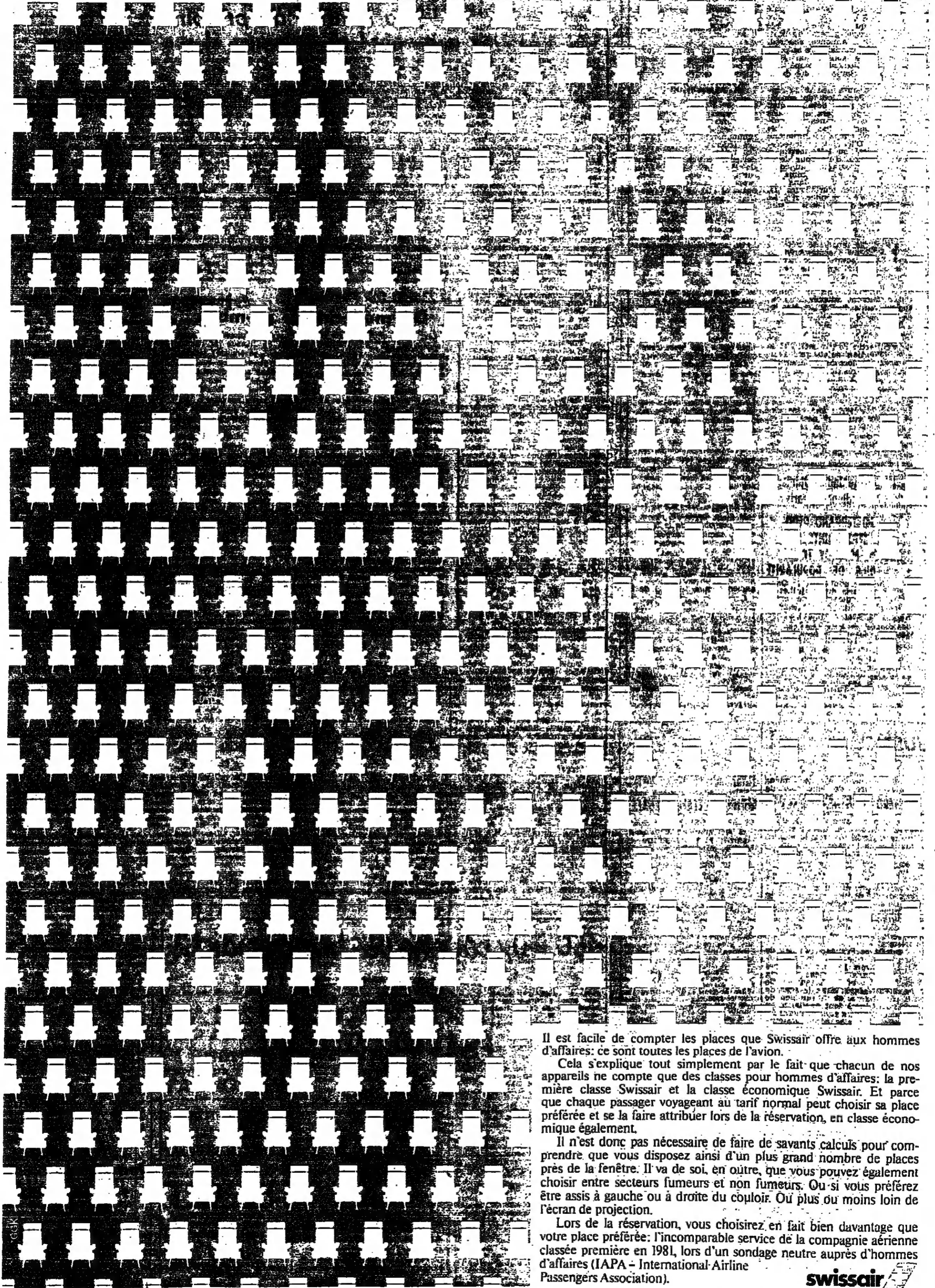






la réforme de l'ENA  
nouvelles précisions

**Dès la réservation, Swissair est en mesure de proposer aux hommes d'affaires davantage de bonnes places qu'il n'y a de places dans les classes intermédiaires des autres compagnies.**



Il est facile de compter les places que Swissair offre aux hommes d'affaires: ce sont toutes les places de l'avion.

Cela s'explique tout simplement par le fait que chacun de nos appareils ne compte que des classes pour hommes d'affaires: la première classe Swissair et la classe économique Swissair. Et parce que chaque passager voyageant au tarif normal peut choisir sa place préférée et se la faire attribuer lors de la réservation, en classe économique également.

Il n'est donc pas nécessaire de faire de savants calculs pour comprendre que vous disposez ainsi d'un plus grand nombre de places près de la fenêtre. Il va de soi, en outre, que vous pouvez également choisir entre secteurs fumeurs et non fumeurs. Ou si vous préférez être assis à gauche ou à droite du couloir. Ou plus ou moins loin de l'écran de projection.

Lors de la réservation, vous choisirez en fait bien davantage que votre place préférée: l'incomparable service de la compagnie aérienne classée première en 1981, lors d'un sondage neutre auprès d'hommes d'affaires (IAPA - International Airline Passengers Association).

**swissair**











## Lancement d'un premier programme mobilisateur pour l'essor des biotechnologies

Le programme mobilisateur biotechnologies représente un financement total de 1,1 milliard de francs en 1982, chiffre qui devrait passer à 1,4 milliard de francs l'an prochain.

Par cette comparaison est éloquentement.

**PIERRE LIMAGNE.**

(\*) 20, Avenue Victor-Hugo,  
9000 Valence.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « *Carnet du Monde* », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## BIBLIOGRAPHIE

« terroristes » : elle permet  
l'exécution de traîtres  
caractérisés.

Des manœuvres communistes  
furent l'origine de graves  
erreurs tactiques, par exemple la  
libération prématurée de l'épi-  
scopat d'Ammonay dès le lendemain  
d'un débarquement allié en Nor-

mandie.

Par cette comparaison est élo-  
quente.

**PIERRE LIMAGNE.**

2800, Avenue Victor - Hugo,  
92010 Palaiseau.

La marque du champion

[illegible]



















**L'**INDUSTRIE automobile française, qui fête alors son centenaire, a encore 100 ans à vivre. Elle n'aurait provoqué que des scepticismes.

À quelques années, esprits qui étaient alors convaincus de l'impact de l'automobile sur la vie pétrolière, les prémices du péril japonais et les prémices de la guerre mondiale.

Peugeot et Renault avaient  
mixtes dans la plupart, surtout  
la première crise pétrolière. Le  
premier, fort du renommement  
spectaculaire de Claude Lévy  
en tant que, avant de rejoindre  
un fabricant du groupe Chrysler  
ou filiales européennes. Le second  
avait aussi une longue histoire  
dans le plus pur des constructeurs  
américains, d'une autre  
manière, l'un comme l'autre  
européens à l'étranger, surtout  
en négociations... Le troisième  
avait aussi une longue histoire

Deux exemples nous le montrent que le secteur privé ne peut être que le moteur d'une politique efficace. C'est aussi une source de vigoureux efforts de qualité et de dynamisme. Prenons la première grande l'industrie automobile du monde, la Fiat. M. Agnelli a pu obtenir que l'Etat italien prêtât à l'industrie automobile grâce à un accord d'Etat, 10 % de la production financière du groupe qui l'an dernier fut de 200 milliards d'écus, s'élevant à plus de 1 000 milliards de lire. Notre correspondant Philippe Pons souligne que l'Etat a réussi en 1981, l'une des années les plus noires du marché automobile, à enregistrer un bénéfice de 17 milliards de lire (1) (pour un chiffre d'affaires de 28 000 milliards) un profit de 240 milliards en 1982.

Le cas de Volvo n'est pas moins significatif. « Une d'aviation qui est l'un des plus grands constructeurs du monde, une des plus belles, une des plus fortes », dit-il, « est plus ou moins jaloux et en fait, elle est la seule entreprise qui a poursuivi une politique originale de diversification, dans les secteurs les plus lourds et les plus dangereux pour l'Etat, en 1981, 1,4 milliard de lire de chiffre d'affaires de 10 milliards, en progression de 18 %

(1) 1981, 1982.

(1) 1 000 livres valent environ  
4,70 F.  
[ ] Une [ ] suédoise

**L**IMPACT du second choc pétrolier a fait perdre, dès 1980, beaucoup de leur superbe aux deux constructeurs français. Longtemps menacés par l'obsolescence de la concurrence japonaise, leurs faiblesses ne sont clairement apparues qu'en 1981. C'est que, en deux ans, la production avait fléchi de 23 %, passant de 3,2 millions d'unités, en 1979, à 2,6 millions, en 1981; les exportations de 319,5 (350) milliers d'unités (contre 1.697), tandis que la balance du commerce extérieur se dégradait, le solde diminuant de 7,8 %, puis de 6,5 % en 1980 et en 1981.

«**Fla.** Alors que les Français étaient parvenus, jusque-là, à contenir la part des voitures importées sur leur propre marché aux environs de 22 %, les groupes étrangers avaient réussi, d'un coup, une véritable percée dans l'Hexagone, s'adjugeant, en 1981, 29,1 % du marché. Et 1982 promet d'être pire encore, en dépit d'une reprise de la consommation, très attendue, qui permettra, sans doute, une légère progression de la production, mais a-

surout, fait la part belle aux importations. Après un léger recul, en début d'année, ces derniers ont permis de dépasser le record des ventes de voitures étrangères en 1986 (38,8 % des ventes). Les parts, pour les deux derniers mois connus (mai et juin) dépassent même 30 %, grâce à l'impact des grèves qui ont empêché Renault, puis Citroën (et bientôt Talbot) d'asseoir les livraisons nécessaires. Encore ne prend-t-on pas en compte les ventes chiffrées, mais importations réalisées par les constructeurs eux-mêmes, c'est-à-dire, les voitures fabriquées sous leur contrôle au Espagne, au Portugal, en Yougoslavie ou en Belgique : en total, l'an passé, plus de 350 000 véhicules, ce qui porterait l'ensemble des voitures étrangères à plus de 40 % du marché.

Sans doute, jusque-là, la résistance des groupes français à la pénétration étrangère était-elle exceptionnelle en Europe et même dans le monde, où, sauf au Japon, tous les grands pays producteurs subissent des taux de pénétration de 30 % et plus (1). Mais la dégradation des positions françaises n'en est pas moins inquiétante et probablement durable.

A l'origine de cette reculade, d'abord l'effondrement du groupe Peugeot, qui partage désormais, quasiment à parts égales avec les importateurs, les 60 % du marché laissés par Renault.

En rachetant, en 1978, les filiales française, britannique et espagnole du groupe américain Chrysler, Peugeot pensait acquérir pour une somme apparemment modeste 50 % du marché européen. Mais, bonjour la déconvenue ! Les conservers. Le groupe de Bocharov s'aperçut vite de la dupertise. Réseaux chancelants, équipes sous-équipées, fautes d'investissement, et un état-major déclinant, le groupe français fut contraint, alors Chrysler Europe, était mis en point. Une brève tentative de redressement autonome, à la mode Citroën, montra vite que le groupe n'avait ni le temps ni les moyens humains et matériels nécessaires - de laisser le miracle s'accomplir tout seul.

En septembre 1960, Automobiles Peugeot absorba brutalement Talbot, si brutalement qu'il prépara en fait le lit des importateurs. Traumatisés par des années de vaches maigres et de changements de marque interpestifs — Simca, Chrysler, Talbot, — les concessionnaires, menacés cette fois de disparition pure et simple, étaient contraints de se tourner vers la concurrence.

Demain, ne pouvant guère dépasser la barre des 40 % du marché, n'en abaisse qu'une petite part. Le reste alla pour l'essentiel étoffer les réseaux de constructeurs étrangers, au premier chef Volkswagen, qui, dans une moindre mesure, Plak. Résultat : une baisse des ventes de 12,7 % et de 15,5 % respectivement des marques Peugeot et Talbot et, presque parallèlement, de 10,2 % pour l'ensemble des marques étrangères avec quelques records : + 48 % chez Ford, + 31,1 % chez Volkswagen, et - 62,3 % chez B.M.W. Le phénomène s'étant reproduit dans certains pays étrangers, Peugeot rependit désormais la question : « Pourquoi ne pas aller à la source ? » lors de l'acquisition de Talbot, retombant à environ 5 % des ventes en Europe.

## Discussion

Ce n'est pas tout, hélas ! Car les difficultés de Peugeot ont beaucoup pesé dans les contre-performances françaises de ces deux dernières années. Renault et Citroën, dans de moindres proportions, y ont également contribué. « Une mauvaise passe, expliquent les constructeurs ; le manque de modèles réellement nouveaux a beaucoup joué. » Face aux Fiesta, Escort, Panda, etc., les modèles tricolores ont uris

ses dernières années un coup de  
vieur indéniable. Le moyenn  
d'âge des maîtres minimum (R.S.  
104, GS, CX, etc.) dépasse par  
ment dit ans, et les maîtres  
n'ont pas pour la plupart rem  
sont de ces maîtres assemblés, mais  
peut-être, et ce maître est  
pour Peugeot, de sa maîtrise mainten  
est la maîtrise de sa réputation  
technique, et de sa maîtrise plu  
sont les maîtrises attendues  
pour la maîtrise de sa maîtrise  
sortir d'ici deux ans ? Les pre  
mières nées de cette nouvelle  
génération, la Renault 9 et la  
Samba de Talbot, ont déjà roulé  
depuis l'automne dernier d'asse  
ces perches. La troisième, la R5  
de Peugeot, est en train d'ap  
dit-on, créer l'événement dit  
Citroën, plus que tous les autres,  
a besoin pour rejoindre sa gamme.  
Suivront une nouvelle 205 et m  
petite Peugeot. C'est la maîtrise  
de sa maîtrise de sa maîtrise de sa maîtrise  
mettre durablement à sa maîtrise de sa maîtrise  
groupes français ?

A supposer même que toutes ces voitures se révélaient de francs succès, il faudrait que les groupes français parviennent à regagner sur leurs concurrents les quelques points de compétitivité qui leur font cruellement défaut. Car, ainsi il nous reste la plus grave, les différences techniques existant entre la France et ses principaux partenaires ont creusé, surtout depuis 1979, des écarts de coûts généralement défavorables aux firmes nationales.

Forêts de ces avantages, les groupes ouest-allemands notamment ont pu depuis deux ans et demi jouer sur les prix en France, tandis que les Français s'épouvaient à l'idée d'être dévalisés par l'ouest-Rhin pour conserver leur part du marché. Il a fallu deux dévaluations pour remettre ces derniers à peu près à niveau, l'écart restant considérable par rapport aux Américains. Mais la dernière dévaluation récente (*le Monde* du 28 mai) montre que les firmes allemandes, grâce à la progression plus faible de leurs frais de fabrication et à la hausse relative des matières du DM, ont gagné du terrain, surtout, figurent désormais parmi les entreprises les plus concurrentielles du marché commun.

Les rajustements monétaires ont certes redonné une bouffée d'oxygène à Renault et à Peugeot. Mais la recette n'est pas indéfiniment renouvelable et les allemands ont une dette redoutable. Preuve en est qu'ils n'ont, pour la plupart, pas modifié leurs prix. Le seul rajustement, chez Volkswagen, qui a enregistré une hausse modérée, alors qu'ils ont déjà eu à avaler la coupe de la

même manière la première déva.

La situation des groupes français est véritablement difficile, que leurs gammes soient celles de moteurs à pistons ou de moteurs cylindres en V. La diffusion, se situe dans le créneau le plus disputé. En Europe, on ne attend une croissance au plus de 5 % l'an d'ici 1990, ils auront déjà beaucoup de mal à maintenir leur part de marché. Quant à croître, Opel, filiale de General Motors, resté jusqu'ici le leader, doit aller sur le Continent, préparer, à partir de ses nouvelles installations en Espagne et en Autriche, une vaste offensive. Même si une bonne partie de ses ventes sont destinées à des moteurs dix centimètres supplémentaires qui seront produits en Espagne dès 1983 (ont progressivement se substituer aux véhicules jusqu'ici fabriqués par le groupe en Grande-Bretagne (sous la marque Vauxhall), il est bon de doute que cette nouvelle stratégie soit suffisante pour faire depuis quelques années, risque de perdre mal, même que les autres, ce, sous forme de rabais (de 5 à 15 % en moyenne), une guerre des prix en Europe.

Quant au reste du monde, les marchés dits de grande exportation, qui ne représentent jusqu'ici que 20 % environ des ventes françaises à l'étranger, c'est plus. Là ce sont non plus les Allemands mais les Japonais que les groupes nationaux affrontent, avec des écarts de coût non plus de quelques points, mais de 20 %, 30 %, voire 40 % selon les cas !

Il est déjà quasiment éliminé toute concurrence en Arabie saoudite. Renault vient, par exemple, de perdre de haute lutte, un important contrat d'entretien pour les hélicoptères du Moyen-Orient, l'Afrique, où il était en concurrence avec Peugeot et Renault notamment, et même l'Amérique latine, où il avait perdu récemment. « Cela ne signifie pas que le pays est le taux d'intégration locale est très élevé ou lorsqu'on peut faire des accords de compensation », explique-t-on chez Renault, passé maître dans les opérations triangulaires de négociation. Selon eux, par exemple, qui ont obtenu un paiement de ses royalties du pétrole notamment mexicain, qu'elle fournit à Turquie, en contrepartie à rapatrier les bénéfices de sa filiale locale l'Annuel sur que ces opérations si les rapports des devises - un échange qui ne peut pas de orienter l'emploi national.

... leur propre territoire, contraints sur le marché traditionnel, à de lourdes taxes et à de grandes exportations. Les entreprises, les groupes, français ont une grande partie à jouer. Par conséquent, il faut attendre, depuis dix ans, au rang des meilleurs, une réduction des contraintes de lâcher prise ? La réponse dépend largement de leur attitude financière, sur il leur faudra, en fait, être de moins, dépenser moins, pour être de plus, gagner plus. Les milliards de francs par an sont-ils ce niveau un minimum pour assurer le renouvellement continu de leurs gammes, moderniser les usines afin de regagner quelques points de compétitivité, investir à l'étranger, si possible, à l'étranger, si du succès paraissant désormais être la qualité.

Renault, avantage paradoxal-  
lement par son statut d'entre-  
prise publique, qui lui assure des  
très bonnes possibilités d'em-  
prunt sur le marché internatio-  
nal, joue son va-tout en Amé-  
rique du Nord, où le lancement  
à l'automne de son nouveau  
modèle américain l'« Alliance »  
(copie de la R-9) doit lui per-  
mettre d'alimenter ses usines  
aux Etats-Unis et au Mexique.  
L'échéé entraînerait un repli en  
Europe et l'impossibilité d'assu-  
rer la concurrence.

Peugeot sure du mal à passer le cap : 3,5 milliards de francs de pertes, depuis deux ans, ont absorbé ses ressources et porté son taux d'endettement à un niveau qui serait, dit-on, supérieur à celui de la Régie; et ce n'est pas peu dire. Les investissements ont été réduits au strict minimum : (4 milliards de francs au lieu des 5 milliards prévus en 1982). Et 1982, dont on attendait de fortes améliorations, risque de connaître la grève et le blocage des prix, de réajuster le nouveau catastrophique. Or il est difficile de réduire plus avant les frais sauf à sacrifier l'essentielle : les investissements, la qualité des livraisons, du moins dans l'image qu'en a le public par la fusion avec Talbot, les stocks indispensables... On voit mal, à vrai dire, comment le groupe privé pourra, durablement, le rester sans compter de poche public. On voit mal, en rebroussement, l'Etat refuser son soutien.

L'automobile, dont Peugeot représente 10 pour cent des ventes, est en France plus de deux millions de personnes

**VÉRONIQUE MAURIS**

(1) ~~172~~ en R.F.A. et aux Etats-Unis, ~~172~~ en Italie, ~~172~~ en Grande-Bretagne et ~~172~~ % en 1981

## VOLVO : des risques bien calculés

CARTES, Fiat Auto a subi des pertes de milliards (en lire) imputables à ses usines au Brésil et en Argentine (compensées par les autres secteurs du groupe), mais elle n'a eu aucune motte reprise sur place sur le marché européen (150 000 francs par tonne). L'acier italien a bondu sa productivité de 30 % et sort tous les deux mois un nouveau modèle ou une version nouvelle d'un modèle existant. Le taux d'absentéisme ramené à un niveau «normal» alors qu'il y a deux ans on comptait 150 jours d'absence par an pour des milliers de syndicats apparemment désarmés, et qu'ils avaient déclenché une grève de trente-trois jours en automne 1980, est de quoi réfléchir. Surtout, au moment où le patronat italien pense à faire une nouvelle grève de force avec les syndicats, le dénominateur d'accord est sur l'échelle mobile des salaires.

■ Nous avons remis de l'ordre dans la maison », commente-t-on Corso Marconi, siège de la Fiat à Turin. Le ressuscitement de Fiat Auto est le fruit d'une stratégie à longue haleine **entrepris** mise en œuvre, qui coïncide avec une dissociation de la gestion et de la propriété. M. Cesare Romiti avant notamment **avait** ■

M. Umberto Agnelli, à la direction du groupe pendant l'été 1980, a vu ses problèmes : une sur-capacité des usines, une baisse d'activité, des tensions de négociation et la menace japonaise (sur les marchés tiers car l'Italie a banni les importations nippones). Dès 1976 en fait, le groupe Fiat, après quelques atterrissements au lendemain de la première crise pétrolière, avait recommencé à investir dans le secteur automobile, mais le retour pris le déservait par rapport à ses concurrents. Pour combler les investissements dans l'acier, la rationalisation de la production se sont élevés en 1981 à 128 milliards de lires et se chiffreront cette année à 1 550 milliards, la majeure partie allant au secteur automobile (40 % du total des ventes du groupe). A la recherche était consacré 2 % du chiffre d'affaires. De plus, grâce à un assainissement du budget, l'embaussement (7 500 milliards) n'a pas augmenté au cours des deux derniers mois et a été ramené à 34 % du total des ventes.

Les efforts accomplis en matière d'automatisation et de rationalisation destinés à diminuer les stocks au maximum conjugués

À une reorganisation de la sous-traitance, pour gagner sur les économies d'échelle, plaçant ainsi en bonne position pour affronter la décennie 1990, il fallait à brachier un pas décisif : imposer la stratégie patronale aux syndicats. Car cette reorganisation comportait un coût élevé : la mise à pied de quelque vingt-trois mille ouvriers. Or, disait-on, même avant la loi sur le divorce : « En Italie, il est plus facile de se débarrasser de sa femme que d'un employé. »

Dans l'expressive de force engagée avec les syndicats, le directeur d'abord fait monter les enchères en parlant de quarante mille licenciements : ce qui provoque un tollé et l'arrêt des chaînes. En fait, l'accord conclu après cinq semaines de grève, revenait, pratiquement, à ce qu'avait proposé la direction au début : vingt-trois mille ouvriers mis en cours réintégration (chômage technique). Entre-temps avait eu lieu la fameuse « marche des quarante mille », employés, petits cadres et ouvriers demandant la reprise du travail.

**PHILIPPE PONS.**  
suite page 16)

**V**OLVO ne se prive pas de le dire, il a désormais une structure « idéale » : l'automobile, secteur à haut risque, ne représente plus que 30 % de l'activité, les poids lourds 20 %. Le nouveau, c'est l'énergie, secteur où Volvo a fait une entrée en fanfare rachetant coup sur coup le groupe suédois Beijer-Anders et l'américain Hamilton, puis quelques années non négligeables, comme l'illustration, la mécanique de l'ingénierie, qui finit par se faire à l'échelle des ressources suédoises. A la suite des réflexions et tranquilles et pour tout dire déjà presque « digérées ».

On a « élagué » Betteinvest d'une douzaine de filiales indésirables, regroupé le réstructuré, mais sans vrai bouleversement d'état-major ni d'organigramme. Les hommes sont pour la plupart restés en place, de nouvelles divisions se sont ajoutées. Point d'essence pour l'instant. A après une phase de restructuration, nous avons fait gagner environ 1 milliard de couronnes aux actionnaires de Volvo, dont les actions ont doublé de valeur, explique-t-on, non sans fierté. Et nous sommes très liquides. Avec 6 milliards de couronnes, nous pou-

Il [redacted] pour  
gest. Dans un marché mondial  
plus en plus chaotique et dis-  
puté, [redacted] pouvait être l'avenir  
Volvo, spécialisés presque ex-  
clusivement dans l'automobi-  
le, (1). Trop petit pour affron-  
ter seul la concurrence mondiale,  
trop [redacted] pour [redacted] seul marché  
crucial pour la [redacted]  
exportations, [redacted]  
des dépenses en capital de  
l'industrie, etc.), [redacted]

La stratégie, aujourd'hui déportée posément par Mr. Peer Grylenhammar, le tout jeune P.-D.G. du groupe Scania (à trente-huit ans) en 1972 à la tête de Volvo et largement responsable de sa mise en œuvre, paraît, avec le recul toute simple, l'objectif : la consolidation. « Nous sommes prêts de grands risques à Volvo restait totalement dépendante de son activité voitures de tourisme », dit-il. L'année d'abord aux investissements dans les poids

(1) Les valeurs particulières des industries industrielles représentaient en 1971 respectivement 59 % et 62 % de son activité, les moteurs marins et l'aéronautique ne comptant que pour 9 %.

lourds pour renouveler la gamme ■ assise ■ activité sur des bases plus solides. « Le but était atteint de 1976 à 1982 avec une nouvelle gamme et des taux de profits très élevés. Les résultats du poids lourd ont soutenu tout le groupe ».

Devant en quelques années la quatrième producteur mondial de camions « lourds » (de plus de 15 tonnes). Volvo, avec vingt-huit mille véhicules produits en 1981, et dont 80 % ont été vendus, talonne désormais le troisième mondial, la firme suédoise nationale Haverstar, en pleine déconfiture, et peut, sans trembler, affronter les « géants » du secteur : Iveco Fiat et même Mercedes-Benz. Une réputation en acier... sans jeu de mots !... un réseau après-vente solide, et une gamme... très récente, lui permettant dans un marché aussi difficile, d'améliorer ses positions (14,2 % du marché européen en 1981 contre 12,9 % en 1980) et surtout de réaliser de coûteuses bénéfices : 730 millions de couronnes suédoises en 1981, et la moitié des résultats du groupe, qu'en danois, que 17 % du total (11 milliards de couronnes = 1 milliard).

V. M.

(Cf. p. 36 page 361.)

(Life: 13, page 16)







# Nigeria Airways vous offre maintenant un vol sans escale sur Port Harcourt et vers 14 destinations au Nigeria.

Grâce à Nigeria Airways, vous pouvez désormais prendre un vol direct pour Port Harcourt.

La compagnie aérienne la plus fréquentée et la plus dynamique d'Afrique avec plus de trois fois le trafic passagers de sa plus proche rivale.

Tout simplement parce que nous vous simplifions la vie.

Alors que ses concurrents desservent à peine deux grandes villes, Nigeria Airways vous propose quelque 14 destinations nationales.

De plus, ses vols internationaux coïncident avec les horaires des lignes intérieures pour vous offrir des correspondances avec onze autres centres d'intérêt.

Un vol Nigeria Airways vous attend au départ de Paris.

## LAGOS-PORT HARCOURT-PARIS-AMSTERDAM

VOL: WT834		APPAREIL: B707	
JOUR	ITINERAIRE		
Mercredi	Lagos (International) Port Harcourt Port Harcourt	Dép	2130
		Arr	2230
		Dép	2330
Jeudi	Paris (CDG) Paris (CDG) Amsterdam	Arr	0630
		Dép	0730
		Arr	0830

## AMSTERDAM-PARIS-PORT HARCOURT-LAGOS

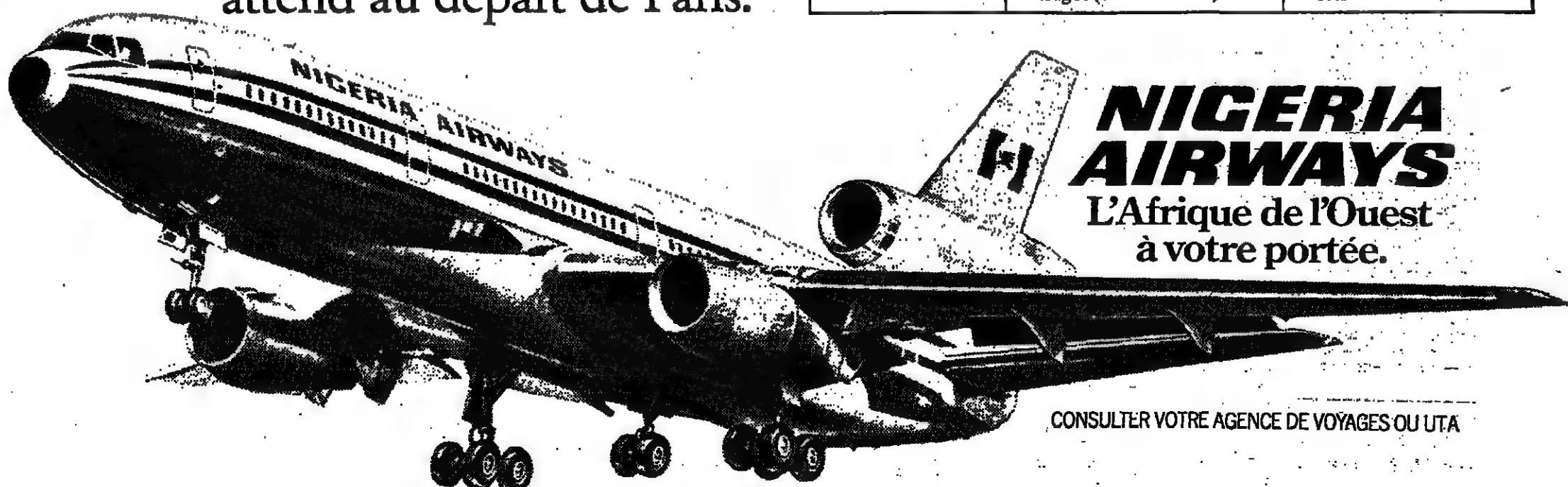
VOL: WT835		APPAREIL: B707	
JOUR	ITINERAIRE		
Jeudi	Amsterdam Paris (CDG) Paris (CDG)	Dép	2159
		Arr	2259
		Dép	2359
Vendredi	Port Harcourt Port Harcourt Lagos (International)	Arr	0500
		Dép	0600
		Arr	0700

## LAGOS-PORT HARCOURT-PARIS-AMSTERDAM

VOL: WT834		APPAREIL: DC10	
JOUR	ITINERAIRE		
Samedi	Lagos (International) Port Harcourt Port Harcourt	Dép	2130
		Arr	2230
		Dép	2330
Dimanche	Paris (CDG) Paris (CDG) Amsterdam	Arr	0630
		Dép	0730
		Arr	0830

## LONDRES-AMSTERDAM-PARIS-PORT HARCOURT-LAGOS

VOL: WT835		APPAREIL: DC10	
JOUR	ITINERAIRE		
Mardi	Amsterdam Paris (CDG) Paris (CDG)	Dép	2159
		Arr	2259
		Dép	2359
Mercredi	Port Harcourt Port Harcourt Lagos (International)	Arr	0500
		Dép	0600
		Arr	0700





# INFORMATIONS « SERVICES »

## Jeu n° 2 UN COIN POUR « L'Armada au carré » JOUER

(réponse)

1. Paquebot. - 2. Assogue (n.f. ou n.m. galion espagnol qui transportait en Amérique du Sud le mercure destiné à traiter les minerais d'or et d'argent; on dit aussi *azogue*, n.m. ce cas). - 3. Balancier (nom donné aux bateaux-foyers à mer du Nord du *du* Calais). - 4. *Am* (ou *acon*) : le fond plat par les horloges et par les pyramides; également nom d'un chaland de port en Provence). - 5. Wary (n.m., embarcation à plat pour la petite pêche à la morue sur les côtes de Terre-Neuve). - 6. Baggala (n.m., navire arabe du dix-neuvième siècle). - 7. Barge (nom d'un chaland fluvial faisant partie d'un convoi poussé, des péniches et débarquant des troupes; le mot désignait aussi les caboteurs à fond plat propres à l'embarquement de la troupe; en anglais : *barge*, l'adoption de cette graphie). - 8. Boute. - 9. Bisquine (n.f., petit bateau de la région de Cancale). - 10. Bachelot (petit bac; petite barque de rivière). - 11. Umak (grand kayak). - 12. Trincadour (n.f. ou n.m. des dictionnaires en français; il s'agit d'un *trincadour*, n.m.; forte chaloupe espagnole). - 13. Chaloupe. - 14. *Am* (n.m., pluriel; *proas* : bateau à balancier usuel dans les îles du Sud; nom générique, en anglais, des bateaux à balancier; on écrit aussi *praho*, *prahu*, *prau*, *pro* [au dix-neuvième siècle, on écrivait également *proas*]; cf. *Dictionnaire analogique* de Boissière, Larousse ou Boyer éd., Paris, 1962). - 15. Barquentin (voilier à trois mâts dit aussi *barque-gollette*). - 16. Sinagot (barque à deux mâts du golfe du Mexique qui fut utilisée pour la pêche; le mot vient du nom du village de Sene). - 17. Maone (n.f., navire du Moyen Age, à mâts arborés; il diffère de la *mahone*, chaland à port particulier à la Méditerranée, en particulier à la Méditerranée, en particulier à la Méditerranée). - 18. Catamaran. - 19. Zé (n.m., boutre yéménite). - 20. Gazo (n.m., petit voilier maltais dont le nom *Gozo* [ou *Gozzo*]). - 21. Topo (n.m., petit *topo* de pêche italien à deux voiles de l'Adriatique). - 22. Torpilleur. - 23. Caboteur. - 24. Sampan (on trouve le *graphie sampan* dans les textes du dix-neuvième siècle). - 25. Sloop. - 26. Voilier. - 27. Yawl. - 28. Bélandre (sorte de péniche d'origine hollandaise). - 29. Balou (n.m., golette des Antilles). - 30. Ram (n.m., domme, au cours de la guerre de Sécession, un *ram* était un *ram* munis d'un éperon [en anglais : *ram*]). - 31. Carbe (n.m., petit bateau de pêche du transport *Carbe*). - 32. Youyou. - 33. Yole. - 34. Thonier. - 35. *Am* (ou *acon*, *chabec*, *chabek*; petit *chabec* méditerranéen, le *chabec* est le bâtiment des pirates barbaresques). - 36. Casseyeur (bateau de pêche servant à la pose des casiers à homards, à langoustes...). - 37. Trabac (ou *trabacolo*; *trabac* de l'Adriatique - le mot *trabac* désigne aussi un filet de pêche méditerranéen). - 38. Toue. - 39. Vedette. - 40. Berthon (petite embarcation pliable en toile imperméable; du nom de l'inventeur, l'Anglais Edward Berthon). - 41. Dinghy. - 42. Taranne. - 43. Net. - 44. Cascadelle (sorte de *cascadelle*). - 45. Caraque (ancien navire de commerce). - 46. Bojer (yacht hollandais). - 47. Bette (petit bateau de la région marseillaise). - 48. *Am* (ancien *Am* de pêche; du nom de la ville de Dundee, en Ecosse). - 49. Gollette. - 50. Blain (bateau à plat utilisé dans les régions marécageuses). - 51. Gabare. - 52. Calque (embarcation des mers du Levant; sous le *français* Empire, des *calques* furent envoyés en France). - 53. Cargo. - 54. Barque. - 55. Brigantine. - 56. Caravelle. - 57. Trirème. - 58. Croiseur. - 59. *Am*. - 60. Brick. - 61. Cuirassé. - 62. Galère.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

P	A	A	S	S	O	G	B	A	L	A	N	C	B	B	W	A	R	Y	B
A	Q	U	G	H	Y	U	U	M	I	A	K	I	A	O	U	T	R	E	I
C	B	E	N	I	D	E	S	I	N	A	G	E	R	G	E	C	A	S	
O	A	B	O	T	M	A	O	N	E	T	O	R	T	T	O	R	P	A	G
N	G	B	A	R	Q	U	E	N	T	I	N	S	O	E	L	L	I	M	U
T	G	B	E	L	A	N	D	R	N	E	F	L	P	U	N	A	R	A	I
R	A	L	A	G	O	Z	O	E	L	L	E	O	O	R	A	M	Y	N	
I	S	A	C	A	S	C	A	D	E	D	G	O	P	T	O	D	T	A	E
N	B	M	P	A	C	H	A	L	A	N	O	Y	C	V	U	H	W	Z	
C	A	L	A	N	C	U	I	R	K	C	E	O	A	E	N	O	L	A	
A	O	Y	O	U	E	R	E	S	I	L	L	B	D	O	D	N	I	R	
D	U	Y	O	U	G	A	L	E	S	R	E	E	A	E	G	E	C	E	O
O	E	T	E	B	A	C	H	O	T	B	T	T	R	T	R	E	A	R	U
U	P	A	M	B	R	A	C	R	U	E	T	B	E	T	A	C	E	R	U
R	U	R	E	O	A	C	A	B	O	E	T	B	E	T	A	C	E	H	U
E	O	T	R	E	V	N	I	T	N	A	G	I	O	R	E	I	Y	E	U
P	L	A	I	J	E	E	C	A	R	E	B	E	A	U	L	E	B	E	S
R	A	N	J	E	L	L	G	A	B	A	R	E	B	O	I	U	E	S	
A	H	E	T	R	B	E	T	B	L	A	I	N	C	A	T	O	R	C	I
O	C	B	E	R	T	H	O	N	E	U	A	R	A	C	V	C	R	O	

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME n° 3235

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

#### HORIZONTALEMENT

I. Bourreau. - II. Femme à manières spécialisées. - III. Fragment de riche consonance de la couronne suédoise. - IV. Preuve d'un manque total d'intelligence. Gardien individuel. - V. T. croate. Accompagnateur des ballades de Victor Hugo. - VI. Cimetière marin breton. Ville d'eau helvétique qui, répète, devient station thermique rhénane. - VII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - VIII. Appareil administratif. - IX. Bâtiment, bouillant ou bayant. Note. - X. Désirée inscription sur un gilet, de nos jours vénérée. - XI. Immatériel. Préposition. - XII. Egaré. Résidence très secondaire.

#### VERTICALEMENT

I. Branche. - II. la zoologie traitant des animaux. - III. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - IV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - V. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - VI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - VII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - VIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - IX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - X. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XL. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - XLIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - L. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXXI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXV. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVI. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXVIII. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. - LXXXXXXXIX. On la tire à l'occasion de l'ouverture de la chasse. Note. -



## PARIS EN VISITES

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

ANNÉE 20 JUILLET

	Unité	Unité T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	71,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. CAPITAL	48,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

	Le mètre	Le mètre T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## THOMSON-BRANDT

### Ingénieur Méthodes Haute Fiabilité

(AM - ENSI - INSA)

Le groupe THOMSON-BRANDT : l'un des leaders européens de l'Électronique Grand Public ; un environnement technologique sophistiqué et une « passion » pour les unités de production de pointe.

Telle est la motivation (Allier) spécialiste de la HIFI, Collaborateur direct du patron des Méthodes, vous prendrez en charge la phase d'ingénierie de Méthodes : des choix puis la mise au point de machines spéciales à insertion ou assemblage de composants électroniques.

Ce poste - assuré d'une évolution - suppose une « haute fiabilité », confirmée par 2 à 3 ans d'expérience MÉTHODES (produits grande série) qu'une personnalité très ouverte. La vôtre si, de surcroît, vous êtes âgé d'une trentaine d'années, tenu par une opportunité en province et par l'avancée technologique d'un très grand groupe. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 82239 à :

Selecrom

225 rue du Fbg Honoré - 75001 PARIS - Tél. 755.89.36.

## Directeur Financier et Comptable

Dans une des toutes premières coopératives laitières du centre, 750 personnes, C.A. 600 millions

Cette fonction, rattachée à la Direction Générale, recouvre, dans la responsabilité/animation des services financiers et comptables, celle du service de gestion et du service informatique (environnement informatique important) ; 40 personnes. Elle est confiée à un H.E.C., ESSEC, Sup. Co... - 38 ans au minimum - ayant complété sa formation par un diplôme de gestion comptable ou l'expertise. Capacités d'organisation, une solide pratique de la comptabilité (au large du terme) acquise dans une entreprise importante, sont indispensables, ainsi que d'améliorer les procédures actuelles et de fournir à la Direction les informations utiles à la prise de décisions. Cette coopérative a de nombreuses possibilités de développement, un poste porteur. Rémunération intéressante, en rapport avec le niveau du poste et la compétence indispensable.

Adresser : manuscrite, C.V. détaillé, photo, 71825/M R. VERDET, S&B-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point de Pont-de-Sèvres, 92 BOULOGNE.

sélé  
CEGOS

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### DIRECTEUR DE CHANTIER

POUR LIGNE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE EN ARABIE SAOUDITE

We require an **EXPERIENCED ELECTRICAL DISTRIBUTION ENGINEER** to manage the construction of a complete electricity distribution system comprising overhead and underground lines from 1 kV to 33 kV, substations and related services.

The site of the work is in a rural area of the Kingdom of SAUDI ARABIA.

Applications are invited from engineers possessing a degree or diploma in electrical engineering and a recognized international plus considerable practical experience on the erection of electricity distribution system in rural areas.

During their career, applicants should have occupied positions of increasing responsibility of a managerial nature and be able to demonstrate their experience and ability to organize and control large teams of men, material and equipment for the erection of an electricity distribution system from start to completion.

Applicants must be able to speak-read and write English fluently.

It is essential that applications be written in the English language.

Those wishing to apply should forward within 15 days of the appearance of this advertisement, a completed personal history (curriculum vitae), copies of degree or diploma certificates, a recent photograph and the names and addresses of two references.

The Principal is **SAUDI ARABIA**  
**RIYADH (SAUDI ARABIA)**

Successful candidates will be required for an initial period of one year. Extension of contract is preferable but not essential and will be considered.

High salaries will be offered applicants without salary level expected.

Personal interviews will be arranged with suitable applicants at a mutually convenient venue. The successful applicant will be appointed within 4 weeks of selection.

Address for reply :

Mr. J. J. J. J. J.  
88, rue des Bruyères  
93260 LES ULAS  
Téléph. : 382-78-08

Recherche FORMATEUR + de 30 ans. Exp. confirmée de l'animation des groupes. Connaissances : Génie, mécanique, électricité. 22000 ST-DENIS, 10.

### IMPORTANTES ORGANISMES SOCIAUX (REGIONS LYONNAISE SUD-OUEST) - 300 salariés - REALISATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

### CADRE DE DIRECTION

HAUT NIVEAU  
susceptible d'assumer à long terme  
Direction Entreprise.

Adresser C.V. détaillé, photo (retournée)  
No 41.485 à Contesse Publicité,  
20, rue Opéra 75040 Paris Cedex 01  
qui transmettra

### ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) et des matériaux, agrégats et minerais (broyage et concassage). Le laboratoire d'hydraulique et de thermique de NEYTEC est l'un des principaux centres de recherche et de développement du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE. Le laboratoire NEYTEC est composé de 100 personnes et chiffre d'affaires.

### NEYTEC

recherche pour son  
Etablissement de  
GRENOBLE

### UN INGENIEUR RESPONSABLE D'AFFAIRES

qui sera chargé du suivi d'affaires d'Ensembles Industriels comportant les phases suivantes :

- Etablissement des offres
- Participation aux négociations
- Exécution de l'affaire avec coordination et liaisons entre le client et les fournisseurs.
- Suivi des plannings et budgets.

- Age minimum : 35 ans
- Formation : Ingénieur Diplômé
- Expérience : expérience de négociations, du suivi de l'exécution et de la gestion de contrats à l'exportation, d'installations industrielles
- Sociétés d'ingénierie
- Responsabilités. Bonnes relations humaines
- Déplacements : fréquents, ponctuels, mais aussi possibilité de résidence longue durée à l'étranger
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. à NEYTEC - B.P. 61X  
38041 GRENOBLE CEDEX.

### L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT RECRUTE

### Un professeur permanent en Finance

30 ans environ, diplômé d'une grande école. Expérience formation et/ou en entreprise. Spécialisation souhaitée : finance internationale, finances.

Env. C.V. + photo à M. CLERGET, Directeur du groupe E.S.C. NANTES, B.P. 72, 44003 NANTES CEDEX.



### Directeur du personnel et des relations sociales

300.000 F

Région Ouest - Société industrielle très grande notoriété (1.200 personnes), filiale d'un groupe international, se situe à tout premier plan de sa profession par ses produits, ses résultats que par sa politique sociale, généralement considérée comme l'une des plus avancées. Elle recherche en priorité la retraite du titulaire actuel, Directeur du personnel et des relations sociales qui, en tant que Directeur Général et en sa qualité de membre du comité de direction, aura à assurer et à mettre en œuvre une politique sociale de la société d'atteindre ses objectifs de développement. Son action se traduira principalement dans le domaine des relations avec les organisations syndicales, dans les disciplines de la politique sociale (embauche, formation, rémunération, communication, évaluation, développement des personnes...) dans l'assistance, les responsabilités d'unités et dans les relations avec les organismes patronaux et professionnels. Ce poste, basé dans une grande métropole de l'Ouest, convient à un candidat âgé de 40 ans minimum, de niveau supérieur et qui, grâce à ses quinze années d'expérience dans la gestion du personnel et des relations sociales, peut aujourd'hui s'affirmer comme un véritable spécialiste capable de promouvoir et d'appliquer la politique sociale d'entreprise. La pratique de la langue anglaise serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, fonction des compétences acquises sera de l'ordre de 300.000 francs. Entre J.B. FOURNIER  
Réf. A/180M

Aucun renseignement ne sera communiqué à l'acceptation préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 41.11.11

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

### SERVICES TOURS

Importante Société Secteur SERVICES recherche pour l'une de ses filiales (70 pers.) située à TOURS

### directeur de filiale

Agé au minimum de 35 ans, de formation supérieure (commerciale, gestion) possédant une première expérience dans la Direction d'Établissement commercial et possible dans le secteur de SERVICES (transports ou négoce).

Il aura à diriger et à contrôler les différents services de la Société, d'animer et de dynamiser les équipes (commerciales, techniques, administratives) en assurant les aides nécessaires aux équipes (relations publiques, contrôle de gestion, négociations particulières...).

Il aura l'opportunité de carrière pour un candidat ayant esprit d'entreprise et goût de la performance.

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 1053 M au :

Cabinet Jean-Claude VALNICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 ter, rue de l'Angirard - 75015 PARIS

### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour contrat de coopération

### ALGÉRIE

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE

NIVEAU : Docteur ingénieur ou 3<sup>e</sup> cycle minimum, avec formation mathématiques appliquées, et rompu aux calculs scientifiques.

Voyage, hébergement famille assurés.

Envoyer C.V. et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous le n° 034.730 à PARIS.

Groupe International recherche pour sa filiale en Afrique un technicien, maintenance informatique niveau BTS ou équivalent, anglais courant indispensable, expérience minimum 5 ans avec connaissance mini 6 ans pour contracter environ deux ans. Envoyer C.V. et prétentions, sous le n° 8.742 Le Monde Pub. service CLASSÉES, à Paris.

### AFRIQUE NOIRE

### 1. STATISTICIEN

CONFIRMÉ

### 1. STATISTICIEN

### INFORMATICIEN

Formation E.N.S.A.E., I.S.U.P. ou analogue.

Mission d'un an avec possibilité d'extension. Conditions favorables.

Envoyer C.V. détaillé à :

A.C.T.,

18, rue Mollien,

92100 BOULOGNE.

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés internationales de faire publier pour leur siège leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**La Ville de Lorient (72.000 habitants), recrute :**

**UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT**

Intégré dans une équipe de Direction Générale de la Ville de Lorient, le Secrétaire Général Adjoint sera notamment chargé de la mise en œuvre du fonctionnement de l'administration communale, de l'introduction de nouvelles méthodes et de la mise en place d'un contrôle de gestion.

**Qualités exigées :**

- Bonne maîtrise de la pratique réelle des problèmes de gestion et d'organisation ;
- bonne expérience des affaires communales ;
- qualités de diplomatie et de personnalité.

**Recrutement :**

Dans le cadre d'un concours au grade de Secrétaire Général Adjoint des villes de 40.000 à 80.000 habitants.

**UN DIRECTEUR**

Chargé du personnel et des relations sociales. Placé sous l'autorité du Directeur des Services Administratifs, il aura la responsabilité de la mise en œuvre de la politique municipale de personnel, s'appliquant à l'ensemble du personnel.

**Qualités exigées :**

- Expérience municipale dans le domaine du personnel ;
- aptitude à la gestion des relations sociales, humaines et les problèmes de formation.

**Recrutement :**

Opéré dans les conditions statutaires au grade de Directeur des Services Administratifs.

Adresser candidature avec curriculum vitae détaillé avec photo récente, au Secrétaire Général Adjoint, M. le Député-Maire, la Ville de Lorient, B.P. 125, 56100 LORIENT Cedex.

**elf aquitaine**

RECHERCHE POUR SON USINE DE LAZOU (64) SECTEUR INSTRUMENTS ELECTRICITE

**AGENT TECHNIQUE EN INFORMATIQUE**

**PROFIL :**

- DUT en informatique ou électronique, ayant une expérience professionnelle.
- Débutant particulièrement motivé par l'informatique et l'automatique.
- Connaissance d'un langage machines appréciée (ASSEMBLEUR TEXAS, DIGITAL EQUIPMENT).

**MISSION :**

- Maintenance et programmation de systèmes d'informatique industrielle (mini-périphériques, automates programmables...)
- Suivi des opérations de service ou d'entretien effectuées par le fournisseur.

Régime de travail : journée normale.

Première affectation : établissement Aquitaine, aptitude à l'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions à : 41641 SNEAP, DG Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 1204 - 64018 PAU CEDEX.

**RHONE-POULENC SANTE**

Usine près de ROUEN recherche

**INGENIEUR D'ENTRETIEN**

Débutant ou quelques années d'expérience. Formation type A. et M., ECP, ENSI, INSA.

Adresser CV, photo et prétentions au Service du Personnel Usine Rhone-Poulenc Santé Saint-Aubin Elbeuf - BP. 125 76410 CLEON

**Important Groupe Industriel de Mécanique Ouest de la France**

**TECHNICIEN de SÉCURITÉ**

B.T.S. - D.U.T. Hygiène et Sécurité 3 à 5 ans d'expérience souhaités.

Écrire sous le n° 11.637 à : H.A.P. Hall des Petites Annonces, 7 X 44040 NANTES CEDEX.

**Chef du service trésorerie Laval**

Pour son Trésorier, notre Groupe peut d'abord se traduire en chiffres : CA 4 Milliards de F, 30 Sociétés, 12 Banques et 90 comptes. La responsabilité de la fonction est donc élevée et se situe sur trois plans :

- la gestion (abaissement des frais financiers, optimisation des engagements, paiements, etc...)
- la gestion (abaissement des frais financiers, optimisation des programmes spécifiques de Trésorerie...)
- l'animation d'une équipe de 4 personnes.

Le poste requiert une formation comptable (BTS, BP, maîtrise de gestion...) et une expérience préalable approfondie en matière administrative, comptable, suivi de Trésorerie, conditions bancaires.

Cette compétence et les références demandées à ce niveau de délégation justifient un salaire élevé.

Sachez aussi que nous sommes installés à LAVAL et, qu'en vrais provinciaux, nous attachons une importance particulière à la simplicité et à la qualité des relations humaines. Nous souhaitons vous accueillir pour longtemps.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. BC705M à SEFOP, 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

**SEFOP** 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE SYNTET

**ENTREPRISE de distribution de matériel électrique, recherche pour région Lorraine (Nantes) : un ingénieur technico-commercial**

Rhône, Alpes, Provence : quelques années d'expérience dans la vente d'un produit technique : anglais souhaité, flexibilité, esprit d'initiative.

Adresser C.V., photo et prétentions à : YVES VERBERG, 22278 BREST cedex.

**LA COMMUNAUTE URBAINE DE BREST**

recrute un ingénieur civil de l'état pour la direction de la voirie.

Adresser dossier à : M. le Président de la Communauté Urbaine de Brest, 24, rue Coste-Ar-Guven, B.P. 814, 29278 BREST cedex. Pour le 30 juillet 1982 au plus tard.

**URGENT !** Jeune couple cadres cherche J.F. au P.A.R. période indéterminée. CHETOUT, 24, rue Harner, 44100 Nantes. Tél. 44.11.11.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE en solide expansion recherche son RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES**

Expérience indispensable - Région Est -

Adresser dossier à : 27, rue Talbot 75009 Paris, qu'il vous envoie.

**BANQUE DE FRANCE recherche plusieurs JEUNES libérés des O.M. pour postes COMMERCIAUX**

de différents niveaux, minimum BAC, D.U.T. ou formation supérieure. Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à : 3387 à R. CARRIÈRES, 48, rue de la République, 75017 Paris.

**Un Directeur général**

des services techniques appelé à la coordination générale des structures techniques (bâtiments, voirie, distribution de l'eau, architecture et bâtiments communaux, espaces verts, assainissement, etc...) et à tenir le rôle de conseiller direct de la municipalité pour toutes les questions relevant de ses compétences et de son autorité.

La poste est actuellement vacante.

Pour être autorisé à postuler les candidats doivent remplir les conditions statutaires requises par l'acte de nomination et les conditions de recrutement.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ainsi que des photocopies des titres ou diplômes doivent être adressées à : M. le Directeur Général des services techniques d'une commune de 80.000 habitants.

Tous renseignements complémentaires concernant le poste dont il s'agit peuvent être obtenus auprès du bureau du personnel de la Mairie de Lorient, au 116-401 20-94-72 ou 20-94-72.

**HOPITAL PSYCHIATRIQUE de LANGUEDOC-ROUSSILLON recherche :**

**Economiste**

homme de préférence, 30 ans minimum.

Formation supérieure, maîtrise, diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine sanitaire ou social.

Adresser dossier à : M. le Directeur, 5, rue de la République, 75009 Paris.

**MAIRIE de SAINT-ETIENNE recrute :**

**DE GESTION**

Un médecin directeur à temps plein pour centre de santé, médecine de 1<sup>er</sup> recours, appelé à animer une équipe composée de deux autres généralistes.

Adresser curriculum vitae et photo à : M. le Directeur, 1<sup>er</sup> étage, 116-401 20-94-72 ou 20-94-72.

**bec**

**BEC TRAVAUX PUBLICS**

C.A. 500 MF Effectifs : 1000 Siège : MONTPELLIER

recherche pour son département **GÉNIE CIVIL** (C.A. 60 MF)

**DIRECTEUR DE TRAVAUX**

De formation ingénieur grande école, et ayant au moins 5 ans d'expérience en travaux de génie civil ; le candidat devra :

- prendre la responsabilité de l'exploitation des chantiers de l'entreprise ;
- direction des moyens : conducteurs de travaux, équipes matériel ;
- gestion des marchés : relation avec le client, règlements ;
- participation aux soumissions ;
- sa rémunération sera de l'ordre de 200.000 F.

Les qualités humaines et techniques lui permettront dans le cadre de l'entreprise pratiquant une large délégation de responsabilité de trouver des perspectives de carrière attractives.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : BEC FRERES S.A. - Service du Personnel 8.P. 10 - 34680 Saint Georges d'Orques

**TETRAS**

**Société de Conseil en Organisation**

membre d'un réseau international recherche pour créer un Bureau d'Angers

**Consultant Organisation**

**Mission :**

- développer la clientèle existante dans les domaines de l'organisation administrative, la gestion financière et comptable ;
- constituer l'équipe destinée à l'assistance ;
- mettre en œuvre les moyens de formation pour le client.

Il utilisera le savoir-faire, les techniques et les méthodes mis au point et expérimentés par la TETRAS au plan national.

De formation supérieure (École de Gestion ou diplôme d'Ingénieur), le candidat devra avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans en qualité de Consultant.

Votre candidature (CV + photo + rémunération à envisager) sera étudiée avec la discrétion de rigueur par M. CLAM - BP 1607 75327-PARIS CEDEX 07 - sous réf. PLO5.

**Le conseil aux P.M.E. : votre objectif aujourd'hui.**

Depuis plus de 10 ans, notre équipe composée d'une dizaine de conseillers intervient efficacement auprès des PME de la région lyonnaise dans un domaine clé : la formation et l'emploi.

Pour étoffer notre structure, nous recherchons un nouveau collaborateur.

Votre pratique de l'entreprise, votre formation supérieure vous donneront à la fois l'ouverture et les techniques nécessaires pour appréhender les PME dans la très grande variété de situations qui les caractérisent.

Ces acquis vous permettront :

- d'analyser et d'identifier les besoins spécifiques de ces entreprises ;
- de concevoir des solutions adaptées ;
- d'agir avec elles pour leur développement.

Convaincu que le développement des entreprises se fait d'abord à travers les hommes qui la composent, vous interviendrez sur le terrain avec vos qualités de dynamisme et de réalisation, et votre capacité de dialogue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales, Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, 20 rue de la Bourse 69289 LYON Cedex 2.

**EFCIS Grenoble**

Circuits Intégrés MOS (Effectif : 2 personnes) RECHERCHE

**RESPONSABLE FORMATION**

Sous la supervision du Responsable des Relations Humaines, il organisera l'ensemble des actions de formation (étude des besoins, élaboration du plan de formation, gestion des budgets, recherche des consultants, définition et mise en place d'actions communes au niveau de l'entreprise).

Il pourra aussi être chargé de la gestion prévisionnelle du personnel, l'analyse, la description et l'évaluation des fonctions.

Pour mener à bien ces missions, il aura la responsabilité d'une équipe de 2 à 3 personnes.

Une expérience d'au moins 5 ans dans une formation ou une connaissance du milieu industriel sont souhaitées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à EFCIS Service Recrutement - B.P. 217 - 38201 GRENOBLE Cedex

**Un Directeur général**

des services techniques appelé à la coordination générale des structures techniques (bâtiments, voirie, distribution de l'eau, architecture et bâtiments communaux, espaces verts, assainissement, etc...) et à tenir le rôle de conseiller direct de la municipalité pour toutes les questions relevant de ses compétences et de son autorité.

La poste est actuellement vacante.

Pour être autorisé à postuler les candidats doivent remplir les conditions statutaires requises par l'acte de nomination et les conditions de recrutement.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ainsi que des photocopies des titres ou diplômes doivent être adressées à : M. le Directeur Général des services techniques d'une commune de 80.000 habitants.

Tous renseignements complémentaires concernant le poste dont il s'agit peuvent être obtenus auprès du bureau du personnel de la Mairie de Lorient, au 116-401 20-94-72 ou 20-94-72.

**HOPITAL PSYCHIATRIQUE de LANGUEDOC-ROUSSILLON recherche :**

**Economiste**

homme de préférence, 30 ans minimum.

Formation supérieure, maîtrise, diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine sanitaire ou social.

Adresser dossier à : M. le Directeur, 5, rue de la République, 75009 Paris.

**MAIRIE de SAINT-ETIENNE recrute :**

**DE GESTION**

Un médecin directeur à temps plein pour centre de santé, médecine de 1<sup>er</sup> recours, appelé à animer une équipe composée de deux autres généralistes.

Adresser curriculum vitae et photo à : M. le Directeur, 1<sup>er</sup> étage, 116-401 20-94-72 ou 20-94-72.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

**VILLE de LORIENT (Morbihan) - (65.000 hab.) recrute au 15/09/1982 un**

**DIRECTEUR GESTIONNAIRE CONTRACTUEL**

Fonctions : responsabilité financière et budgétaire, en règle municipale, d'une salle de spectacles de 350 places. Expérience professionnelle dans l'action culturelle exigée. Traitement : de début de carrière, entre 5.600 F et 6.000 F net mensuel. Adresser C.V. détaillé + photo à M. le Député-Maire, Mairie, 56100 LORIENT, pour le 10 août 1982.

**UNIVERSITÉ de SAVOIE recherche pour son service informatique à Chambéry :**

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

poste de contractuel, type C.N.R.S. 18 à pourvoir au 1<sup>er</sup> septembre 1982.

Formation supérieure (BAC + 4) MAGE ou équivalent. Rémunération brute de 90.000 F (soit environ 60.000 F net mensuel).

Adresser C.V. détaillé + photo à : Université de Savoie, Service Informatique, B.P. 1104, 73011 CHAMBERY CEDEX.

**La Mairie de la Ville de JARVILLE-NANCY recrute :**

**DIRECTEUR SCIENTIFIQUE**

pour le laboratoire d'archéologie des fouilles de JARVILLE-NANCY (M.T.A. 2 - C.N.R.S. Connaissances métallurgie indispensables).

Adresser candidature, jointe C.V. détaillé avant le 30/08 à : MISSION RECHERCHE, rue Levallois, 75001 PARIS.

Ass. Centres L. MIGNENNES, rect. Directeur permanent Ad. DEFA, BAPD, T. 86 80-20-27.

**emplois (19)**

*un PDS de 1000 kg de chaux hydraulique*

**MACHINES A COMMANDE NUMERIQUE**

**Directeur de la division électronique**

**CHEFS DE GROUPE d'ADMINISTRATION DES VENTES**

**INGENIEUR D'ENTRETIEN**

**RESPONSABLE FORMATION**

**un GRADÉ de BANQUE CLASSE III ou IV**



REPRODUCTION INTERDITE



## emplois régionaux

## emplois régionaux

### Un PDG déjà âgé recherche des cadres âgés.

J'ai 53 ans et crée une entreprise multinationale qui en France regroupe 3000 salariés dont 1200 cadres, qui sont classés par la revue « Valeurs Actuelles » parmi celles qui paient le plus d'impôts sur les bénéfices, mais qui est considérée non seulement comme le leader du secteur promotion immobilière mais aussi l'avant-garde de la politique.

Si je recherche toujours des jeunes cadres pour notre expansion, je considère que ceux qui ont plus de 40 ans, et qui sont aussi capables que d'autres pour devenir des animateurs de cadres de promotion, sachant diriger de jeunes hommes, des certitudes fermes, réserve d'être mobiles, de progression de carrière.

Des postes sont disponibles sur toute la France, mais une période de formation intensive dans le Nord est indispensable.

Envoyez-moi votre C.V. détaillé, et désirez global de rémunération pendant 2 mois, nous vous garantissons une réponse dans les 10 jours.

Réponse à « R.L. » - B.P. 174 - 59400 CAMBRAI.

P.S. : J'ai signé le 7/7/82 un contrat de solidarité avec l'Etat pour créer des emplois.

### Cadre commercial CAO

La filiale française d'un groupe international (20 000 personnes) réalisant des équipements d'ordinateurs graphiques de très haute technologie, offre une opportunité de carrière à un :

En liaison étroite avec la Direction Générale, vous assurerez le développement commercial de la Société par :  
- la recherche de nouveaux marchés ;  
- la négociation des affaires ;  
- le suivi de la clientèle.  
Ce poste de premier plan conviendrait à un ingénieur ayant de solides connaissances en informatique graphique et en mécanique, et pouvant justifier d'une première expérience réussie de la vente de systèmes de haute technologie.  
Outre des aptitudes à la négociation, il faut des capacités d'organisation et d'autonomie, un esprit d'initiative et la pratique courante de la langue anglaise.  
Un stage de formation sur les produits est prévu en ECOSSE, puis à NANTES, LE MANS, LILLE, de fréquents déplacements sont à prévoir.  
Rémunération : 200 000/an, agrément d'un intéressement sur le CA réalisé.  
Les premières entretiens auront lieu à Paris.  
Merci d'adresser votre dossier, comprenant lettre manuscrite, CV, photo et références, sous réf. DCR-82-116, à SOFIA Informatique, 91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.



### MACHINES A COMMANDE NUMERIQUE

Nous sommes un important groupe industriel français.

### Directeur de la division électronique

Il devra :  
- stimuler la recherche et le développement (14 ingénieurs au plus haut niveau, travaillant sur des systèmes modulaires),  
- assurer la production des sous-ensembles équipant nos machines outils, une réputation mondiale,  
- contrôler et gérer la marche et les résultats de la division (140 pers.).  
On peut offrir une excellente opportunité à un ingénieur de grande expérience, ayant des connaissances approfondies en électronique et mécanique et 8 ans au moins d'expérience industrielle. Il devra accéder à un poste de responsabilité technique, production et gestion.  
L'autonomie sera très large.

Un poste dans ce groupe constitue une opportunité de premier ordre. Anglaise par son origine, la ville de Paris est agréable.  
Envoyez-moi votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références) sous la référence ME 11/82 à notre service. Rendez-vous à partir du 16 août.

Raymond Poulain Consultants  
74, rue de la République - 75015 PARIS

### Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers-Saint-Pons

dans le cadre de son développement

### ASSISTANT(E) TECHNIQUE EN GESTION INDUSTRIELLE

Avec une formation d'ingénieur ou Grandes Ecoles et une expérience professionnelle dans la gestion industrielle, que et financier d'une Entreprise industrielle.

MISSIONS :  
- Direction du service ;  
- Promotion et Vente des Zones Industrielles ;  
- Assistance et Animation dans le milieu industriel.

Le candidat âgé de 30 ans minimum devra avoir une capacité de négociation, le goût des relations humaines avec les Chefs d'Entreprises, le sens de l'organisation.

Il devra maîtriser l'anglais (allemand apprécié).  
Son dynamisme, sa disponibilité lui permettront de prendre des initiatives.

Poste à pourvoir pour septembre 1982.

Ecrire sous le n° 8.748, le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 8, rue des Italiens - 75009 PARIS

## OFFRES D'EMPLOIS

### Avec CONTROL DATA, le succès conduit à de nombreuses opportunités pour un PROFESSIONNEL...

Agé de 25 ans minimum, vous avez une maîtrise d'informatique ou un niveau équivalent. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion. Vous avez une bonne pratique du Cobol et/ou de l'Assembleur avec éventuellement une connaissance de C et de PL/I.

Peut-être avez-vous déjà une expérience pédagogique ou tout simplement le goût de l'enseignement et des contacts. Control Data vous offre la possibilité d'exercer une

### fonction de formateur dans son département Education

Le candidat retenu pour mission :

- l'animation des cours de programmation d'ordinateur à des débutants,
- l'animation de séminaires d'informatique,
- le développement de nouvelles méthodes mettant en œuvre des techniques d'Enseignement Assisté par Ordinateur (EAO).

Proposez votre candidature à CONTROL DATA, M. B. GOEURY, Service Recrutement, Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, PARIS CEDEX 12.



### IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE

Banlieue NORD PARIS  
recherche

### STATISTICIEN-INFORMATICIEN

(SCIENTIFIQUE)

- Formation ISUP - MAF + OEA stat. ou équivalent.
- Bonne maîtrise de la programmation FORTRAN BASIC.
- Domaine d'application recherche pharmaceutique et médicale.
- Expérience de 1 à 3 ans.

Ecrire CV et prétentions sous No. 41.577  
Contesse Publicité 20, av. Opéra,  
75040 Paris Cedex 01 qui transmet.

### Important Groupe Industriel de Mécanique Ouest de la France

recherche pour son :

SERVICE PIÈCES DÉTACHÉES

### CHEFS DE GROUPE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Les postes d'adresser : CADRES D'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION INFORMATISÉE de ventes de pièces de rechange en mécanique, les qualités affirmées d'organisation et d'expérience industrielle, d'un effort important, d'une pratique courante de l'Anglais.

Des déplacements de courte durée pour le suivi de la clientèle tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

### GESTIONNAIRES CORRESPONDANCIERS

Age : 22/40 ans.

Formation D.U.T. - B.T.S. ou technique.

parfaite de l'Anglais et de l'Allemand ou de l'Espagnol ou du Russe.  
Ecrire sous le n° 11.637 à :

Hall des Petites Annonces, X 44040 NANTES CEDEX.

### SOCIÉTÉ DE GESTION DE SERVICES PUBLICS EAU - ASSAINISSEMENT

1500 personnes - 300 millions de C.A.  
Filiale d'un Grand Groupe Français  
recherche :

### INGÉNIEURS D'EXPLOITATION

Ecole d'ingénieurs avec formation complémentaire : la gestion Entreprises ou HEC - ESSEC - Sciences Po (Eco/Fil).

Sur le plan local, il est chargé des relations commerciales et techniques avec les collectivités locales et assure la responsabilité d'animation du personnel (unité de 30 à 50 personnes).

Ce poste nécessite une polyvalence au point de vue commercial, exploitation et gestion ainsi qu'une expérience professionnelle.

### POSTE EN REGION OUEST.

Ecrire sous No 42043  
CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. Opéra  
75001 Paris Cedex 01 qui transmet

### Important groupe industriel 700 personnes, 350 millions de C.A. recrute pour son service de :

### RESPONSABLE PRODUCTION

FABRICATION DE CHAUDIÈRES ET FUEL

INGÉNIEUR AM, INSA ou ÉQUIVALENT

Rattaché au directeur de l'usine, il assure la responsabilité de :

- l'animation de l'encadrement du personnel ;
- la fabrication ;
- la gestion et de l'organisation de la production.

recherchons un homme sérieux, ayant acquis une expérience d'au moins 2 à 3 ans en production, et possédant de bonnes connaissances en organisation et en méthodes.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :  
Direction du Personnel CIP 87X  
85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Des précisions sur le poste peuvent être obtenues en appelant en P.C.V. G. ILARI, Directeur du Personnel, 18 (51) 05.51.59.



### Incendie - Accidents

### PARIS LA DEFENSE

recherche

### 20 ANALYSTES PROGRAMMEURS débutants

LEUR MISSION :  
- participer aux études et à la réalisation d'un plan informatique fondamental pour l'entreprise.

LEUR FORMATION :  
- DUT informatique ou équivalent ;  
- bonne pratique de la programmation ;  
- COBOL.

NOTRE CADRE DE TRAVAIL :  
- Temps Réel ;

- plus de 1000 terminaux ;
- très importantes bases de données ;
- équipements IBM - CII HB ;
- NOTRE OFFRE :  
- un projet de grande envergure ;
- une formation appropriée ;
- une expérience enrichissante ;
- une possibilité de formation rapide pour les éléments de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence PV 42  
au Service du Personnel - Tour GAN-Cedex 13  
75013 PARIS LA DEFENSE.

### IMPORTANTE BANQUE

recherche

### CHARGÉ DE GESTION DE PERSONNEL

- Diplômé de l'enseignement supérieur ;
- Expérience de la fonction exigée.

Il devra diriger une équipe, à PARIS, il devra assurer les missions : recrutement, mouvements de personnel, carrières.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à :  
M. T. 034878 M,  
bus, rue Réaumur - PARIS (2e).

### LE CENTRE HOSPITALIER DE PONTOISE

recrute

### UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

qui aura une formation générale d'École d'ingénieurs complétée par une formation biomédicale du type Compilg.

Cet ingénieur sera chargé d'une part de l'activité biomédicale, d'autre part de la sécurité de l'établissement.

Expérience professionnelle souhaitée.

Pour tous renseignements téléphoner à :  
M. CASTAING, Attaché,  
au 036-34-04, poste 2.020.

### La banque de l'économie sociale

recherche

pour son agence de ROUEN

### un GRADÉ de BANQUE CLASSE III ou IV

responsable des opérations bancaires (compensation, portefeuille, service caisse).

Ce poste requiert :  
- bonne maîtrise de la comptabilité et des opérations bancaires ;

- maîtrise des techniques informatiques.

minimum demandé :  
B.P. ou I.T.B. en :

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 2241 - PUBLICITÉS RÉUNIES 112, rue Voltaire - PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Internationale du Secteur Para-Pétrolier  
(C.A. : 11 Milliards de FF.)  
Filiale d'un groupe français de travaux publics

## Directeur des services contrôle de gestion, organisation et informatique

### Votre poste :

Vous assurerez le Contrôle de Gestion de la Société et serez chargé de la direction administrative et financière d'une équipe polyvalente de 16 personnes et à mettre votre expérience confirmée au service de trois fonctions en plein développement :

• LE CONTRÔLE DE GESTION : Vous assurerez le Contrôle de Gestion de la Société et serez chargé de la direction administrative et financière d'une équipe polyvalente de 16 personnes et à mettre votre expérience confirmée au service de trois fonctions en plein développement :

• L'ORGANISATION : Il vous appartiendra de définir les programmes du Service d'Organisation, tant au Siège qu'aux Services Régionaux.

• L'INFORMATIQUE : Vous serez chargé d'un Service Informatique travaillant dans un environnement temps Réel et Base de Données. Des développements importants sont prévus dans les Centres d'Opérations des Services Régionaux.

Vous serez responsable du bon fonctionnement du Plan Informatique et vous devrez suivre l'évolution des logiciels des Services en y répondant de manière cohérente, adaptée et économique.

Vous serez basé à PARIS, mais vous devrez être disponible pour des missions à l'étranger. Pour cela, vous maîtrisez la langue anglaise.

**Votre profil :**  
Vous avez environ 35 ans et êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingenieur ou Commerciale.

Vous êtes un excellent Contrôleur de Gestion (dans le domaine industriel, mais votre expérience de l'informatique et de l'organisation vous permet d'utiliser toutes les ressources de ces techniques au service de la gestion.

Vous savez écouter et votre excellent esprit de synthèse vous permet de bâtir des solutions qui vous sont propres avec efficacité et bien.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la réf. 1101, Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

## Responsable Service Central Formation

Votre point de départ : une formation supérieure (Ingenieur de préférence, ou Economiste, Humains...).

Vous avez acquis votre expérience (3 ans environ) soit au sein d'une grande entreprise industrielle, soit au sein d'un important organisme de formation.

Dans le premier cas, vous avez eu des actions de formation pour le personnel de l'entreprise.

Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe jeune et dynamique de personnel et de vous confier la responsabilité du Service Central Formation. Vous serez chargé de la mise en place de nouveaux systèmes de formation, de la mise en place de nouveaux systèmes de formation, de la mise en place de nouveaux systèmes de formation.

Vous serez chargé de la mise en place de nouveaux systèmes de formation, de la mise en place de nouveaux systèmes de formation, de la mise en place de nouveaux systèmes de formation.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la réf. 1101, Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la réf. 1101, Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

Très important groupe international spécialisé dans la fabrication de biens d'équipement (Paris Nord) recherche

## responsable recrutement et suivi des cadres

Il (elle) prendra en charge :

- les données de fonctions des cadres et assimilés,
- leur recrutement,
- leur insertion et leur intégration dans l'entreprise,
- la suivi, la formation des cadres et de la gestion de leur carrière dans une vision évolutive.

Jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingenieur ESC ou autre) il (elle) possèdera une expérience de recrutement acquise, soit en entreprise, soit en Cabinet.

Le (la) candidat(e) retenu(e) sera également apprécié(e) pour ses qualités de travail et de la hiérarchie.

L'Anglais est un plus.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la réf. R.R. 10 au conseil à qui nous avons confié cette recherche.

COCEPLAN SELECTION  
Tour de Lyon - 185, rue de la Bercy 75012 PARIS

Il sera répondu rapidement à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

SOLEX, filiale MATRA  
leader mondial de la carburation, développe une gamme de produits.

Au sein de la MATRA, nous recherchons un Chef de Produit.

## Chef de Produit

Ingenieur Centrale, A.M. ou équivalent

(le diplôme de l'ESF serait en outre apprécié)

- avec les méthodes, il recherchera les meilleures solutions pour la mise en production industrielle,
- avec la production, il veillera au respect des délais et à la qualité de l'installation des coûts,
- au technique, il est l'intermédiaire du Chef de Projet pour suivre la définition et l'élaboration du produit,
- avec le commercial, il suit la demande en vue d'ajuster les capacités de production.

Nous demandons un ingénieur industriel de 5 ans au moins, acquis pour partie en production de série et pour partie aux méthodes du bureau d'études.

Il faut aussi une bonne aptitude aux contacts. Un candidat à ce poste ouvrira l'accès à une fonction de responsabilité.

Lieu de travail : France. Déplacements à l'étranger d'Evreux.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et lettre de recommandation) à notre conseil qui garantira la plus totale discrétion.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75016 PARIS

## Chef de bureau d'études

Ingenieur AM - SUP ELEC ou CENTRALE

Il devra assurer la coordination entre les études, les ateliers de fabrication et la Division travaux.

Une expérience de plusieurs années dans la profession sera exigée et la connaissance de l'anglais est souhaitable.

Belle situation d'avenir pour candidat témoignant de solides qualités de contact et de gestion.

Ecrire avec CV détaillé + photo et prétentions sous réf. 3829, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

## ASSOCIATION POUR L'INITIATION A LA RECHERCHE EN BATIMENT

recrute

## JEUNE DIPLOMÉ

Grande Ecole d'Ingenieurs ou Supérieur de l'Etat. Pour participer à l'organisation de stages d'initiation à la recherche. Temps partiel possible (3/4 ou 4/5).

Envoyer curriculum vitae à IRBAT, 242 bis, rue Saint-Germain, 75007 Paris.

# elf aquitaine

PARIS, RECHERCHE POUR PRISE DE FONCTION EN SEPTEMBRE

## 1 JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN

PROFIL : Diplômé Grande Ecole (SUPELEC - MINES - CENTRALE - INSA Lyon - ENSEEG, etc...)

MISSION : Prise en charge de projets informatiques importants, comportant la création de bases de données et s'appuyant sur les réseaux.

INTERET : Evolution et carrière fonction de la taille et de la diversité du Groupe France et l'Etranger.

Mobilité géographique indispensable.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à ELF FRANCE - 137, rue de l'Université 75007 PARIS

## JEAN LEFEBVRE

Entreprise Nationale de Travaux Routiers recherche pour sa Direction Ile de France

## Cadre Administratif et Comptable

débutant ou 2 ans d'expérience ESCA EDHEC ou similaire.

Le candidat devra être capable de gérer des situations mensuelles d'exploitation, analyses et contrôles des comptes, établissements de bilans trimestriels et annuels.

Adresser CV et prétentions à JEAN LEFEBVRE BP 111 - 93490 Livry Gargan

## ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE

FORMATEURS MATHS et FRANÇAIS 25 ans minimum, Bac exigé

- 7 semaines de congés payés.
- Formation pédagogique assurée.
- Poste à pourvoir proche banlieue parisienne.

Adresser C.V., photo, prêt sous la réf. 290 à Travaux Routiers, 9, rue André-Houssey, 75011 Paris, qui transmettra.

## TRANSPORTS PARIS

Importante Société de Transports (400 véhicules) située dans la banlieue Sud recherche

## chef de service exploitation

chargé de la mise en œuvre de l'utilisation des véhicules et de la conduite des conducteurs dans le triple souci d'optimiser la rentabilité de l'activité (prix de revient), de satisfaire les besoins de la clientèle (amélioration des services) et de maintenir le bon climat de l'équipe existante.

Le candidat retenu, âgé au minimum de 35 ans, devra avoir une formation supérieure (technique ou commerciale) et devra prouver une première expérience réussie de la Direction d'exploitation, si possible dans une entreprise similaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 1054 M au :

Cabinet Jean-Claude MAT RICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 ter, rue de la Vaugirard - 75015 PARIS

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

## ADJOINT à CHEF DE BUREAU

chargé de la tenue de l'Industrie d'Armement, diplômé H.E.C. E.S.C.P. ou E.S.S.E.C.

option industrielle ou D.E.A. de sciences économiques et gestion ou D.E.S.S. orientée vers la politique industrielle.

Expérience professionnelle de quelques années souhaitée.

Espoir d'analyse et aisance dans les contacts à niveau élevé demandés.

Adresser curriculum vitae et prétentions à l'adresse suivante :

Direction des programmes et affaires industrielles de l'Armement, 14, rue Saint-Dominique, 75997 PARIS ARMÉES.

Important groupe industriel à dimension internationale recherche pour Paris

## Responsable service approvisionnement

De formation ENSAM, ICAM, INSA... le candidat possède une solide expérience préalable technico-commerciale, de préférence en tant qu'ingénieur d'affaires.

Dans le cadre de ce poste, il lui sera confié l'encadrement d'ingénieurs et de techniciens chargés des relations avec les fournisseurs pour d'importants contrats France Export, tels que des matériels de tuyauteries, en particulier tuyauteries inoxydables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 3808 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

## OFFRES D'EMPLOIS

Entrez dans le monde de la communication

attachées commerciales

IMPORTANTE BANQUE

## FONDÉ DE POUVOIRS

charge de clientèle privée

BISCUITS BELIN

## RESPONSABLE PRIX DE REV

SITA

## PUPITREURS



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Entrez dans le monde de la communication !

Notre client est une entreprise de publicité spécialisée dans les recrutements. Il connaît, depuis sa création, une expansion remarquable. Il est aujourd'hui aux premiers rangs de sa profession. Les raisons de son succès sont nombreuses : la qualité de sa création, la rapidité de son service, la disponibilité et la réactivité de ses collaborateurs.

Il renforce à nouveau son équipe commerciale par des personnes dynamiques et motivées :

### 2 attachées commerciales

En tant que spécialistes de la publicité de recrutement, vous serez chargés de la mission de prospection et de recrutement de clients potentiels. Vous serez responsables de la définition des postes, de la rédaction d'annonces, de la présentation, le choix des médias et l'analyse des résultats. Autonomes et responsables, vous serez que nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur commercial. Une première expérience de 2 à 5 ans est souhaitable. Leur intégration fera l'objet d'un suivi attentif : vous serez accompagnés par des techniciens spécifiques de la profession et prévoyez avant la prise de fonction. La rémunération de départ comprend un fixe et un variable liés aux résultats.

Le siège de la société est situé à Paris. Jean-Louis MUTTE est heureux de vous rencontrer afin d'évoquer avec vous les opportunités que représentent ces postes. Merci de lui faire parvenir votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) s/réf. 267/1 LM 91, Fg. M. de la Chapelle - PARIS.

JL MUTTE  
Associés

Pour l'une de ses agences parisiennes  
**IMPORTANTE BANQUE**  
recherche

### FONDÉ DE POUVOIRS

chargé de clientèle privée

Il (elle) aura complété sa formation supérieure (type ESCA, Grande École, C.E.S.B...) par une première expérience de 3 à 5 ans minimum dans une fonction identique au sein d'un organisme bancaire. Intéressantes perspectives de carrière. Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Heider, 75008 PARIS, qui transmettra.

**BISCUITS BELIN** EVRY (91)

## RESPONSABLE PRIX DE REVIENT

### MISSION :

- étudier la rentabilité des produits (C.A. + 800 millions) ;
- analyser l'évolution des coûts.

### MOYENS :

- un logiciel informatique évolué ;
- une petite équipe d'analystes à encadrer ;
- un nombre important de contacts avec toutes les Directions de la Société.

### PROFIL :

- de niveau DESS de gestion ou SUP CO ;
- 1 à 2 ans d'expérience de contrôle de gestion ;
- pratique de l'anglais.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétent. à BISCUITS BELIN - Service emploi Formation - B.P. 11111 EVRY CEDEX

**SITA**

- 2 x 24h/24 : 3 milliards octets de lignes,
- CICS/DLI/VTAM/120 Terminals
- DOS/VS - VM (fin 1)

Recherche :

### PUPITREURS

- Intégrés Service Exploitation Centre SITAMATIC
- Préparation, pupitrage, suivi activités effectuées sur l'un quelconque des deux systèmes constituant le SITAMATIC.
- Formation générale
- Expérience : 2 ou 3 ans sur équipement IBM

- DOS/VS (E)
- CICS SECURITE
- DLI
- VTAM
- Réseau TP

- Connaissance des langages appréciée
- Travail en équipe
- Bonne pratique langue anglaise.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :

S.I.T.A., Direction du Personnel, 112 rue de la Chapelle - 92522 Neuilly-sur-Seine

T.I.T.M.

Société d'ingénierie en informatique. Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE. Notre expansion rapide dans les domaines de la télé-informatique, de la gestion interactive temps réel et des microprocesseurs, nous permet de recruter des techniciens et de rechercher :

### INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

GRANDE ÉCOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (télé-informatique, base de données) référence 1/10.

### INGÉNIEURS SYSTÈME

GRANDE ÉCOLE, expérimentée référence 2/10.

### ANALYSTES PROGRAMMEURS

GRANDE ÉCOLE ou IUT Informatique, pour analyse et programmation de systèmes Temps Réel sur mini et micro-ordinateurs (référence 3/10).

Env. C.V., photo et prétentions en précisant les références ci-dessus à T.I.T.M., 1, rue de la Vierge-aux-Loups, 91380 CHILLY-MAZARIN.

Env. C.V., photo et prétentions en précisant les références ci-dessus à T.I.T.M., 1, rue de la Vierge-aux-Loups, 91380 CHILLY-MAZARIN.

### INGÉNIEUR QUALITÉ

Société, filiale d'un grand groupe industriel, recherche un ingénieur diplômé E.S.I.E., E.S.M.E., C.N.A.M. ou équivalent, débutant ou ayant 2 à 3 ans de pratique industrielle, libéré des obligations militaires, intéressé par les problèmes de qualité, le contrôle mécanique et les essais de série ou de prototype de matériels tournants de technologie de pointe, pour assurer après formation la responsabilité d'un service qualité.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2.042 à MEDA P.A., 8, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société d'Engineering  
région Cergy-Pontoise

recrute :

### UN INGENIEUR EN GENIE CHIMIQUE - CHIMIE ENGRAIS

pour participer à l'élaboration de construction stiers d'engrais phosphoriques.

### UN INGENIEUR EN GENIE CHIMIE - ENERGIE NUCLEAIRE

participer à l'élaboration de construction stiers nucléaires.

### UN INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Formation A.M. ou équivalent pour concevoir, calculer équipements spéciaux domaine nucléaire.

### DEUX TECHNICIENS SUPERIEURS INSTRUMENTATION ET AUTOMATISMES POUR UNITES CHIMIE ET NUCLEAIRE

pour élaboration et construction unités chimie minérale et nucléaire.

### UN TECHNICIEN SUPERIEUR GENIE CHIMIQUE - CHIMIE ENGRAIS

pour élaboration de construction stiers engrais et chimie phosphoriques.

### UN TECHNICIEN SUPERIEUR EN TECHNOLOGIE, ESTIMATION DE PRIX

unité chimie minérale.

Pour postes à 5 ans d'expérience sont demandés. L'Anglais lu et parlé souhaitable.

### UN TECHNICIEN DE CHANTIER UNITES NUCLEAIRES

à 3 ans d'expérience

### UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

supervision de projets de prix. Mise au point de contrats fournisseurs

### UN INGENIEUR DE TRAVAUX

(ANGLAIS INDISPENSABLE).

### UN INGENIEUR CHEF DE PROJET

Formation A.M. ou équivalent pour gestion technique et financière domaine nucléaire.

### UN INGENIEUR ETUDES, REALISATIONS

projets d'installations agro-industrielles, complexes agricoles, élevage intégré, etc...

### UN DESSINATEUR-PROJETEUR PROJETS INDUSTRIELS

Unités chimiques agro-industrielles et nucléaires

### UN DESSINATEUR-PROJETEUR CALCULATEUR GENIE CIVIL ET CHARPENTES METALLIQUES

pour diriger sous-traitants

### UN CHEF DE CHANTIER ENSEMBLER

Disponible déplacements longue (ESPAGNOL SOUHAITE).

### AVANTAGES SOCIAUX.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à 41.447 - CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## NOTRE ACTIVITE ULTRASONS MEDICAUX à MEAUX

(Référence EA/12)

### INGENIEUR PHYSICIEN

- Formation : PC, ICPI, INSA...
- Expérience industrielle dans un laboratoire physique ou d'acoustique appréciée
- connaissance des méthodes de simulation par ordinateur des phénomènes physiques
- Goût pour les travaux expérimentaux et concrets.

(Référence EE/13)

### INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

- Formation : ENST, ESE...
- Expérience industrielle en étude et développement d'au moins 4 ans

- Pratique courante de l'électronique numérique rapide
- Aptitude à la conduite de projets d'appareils électroniques complexes
- Connaissance des circuits analogiques appréciée.

(Référence EE/14)

### INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

- Formation : ESE, ENSI, INSA...
- Bonne connaissance dans une ou plusieurs spécialités : circuits logiques rapides, circuits analogiques H.F., traitement du signal et de l'image.

Prérez adresser : C.V., photo et prétentions à Madame CAROFF, Direction du Personnel - CGR - B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

SNCF

OFFRE

## 140 emplois de chef de district stagiaire et 85 emplois de chef de circonscription stagiaire

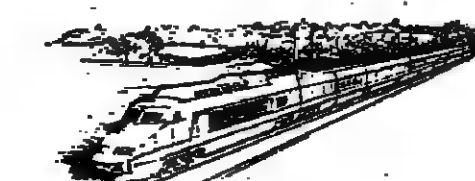
Postuler pour les deux emplois

### Recrutement par concours des 2 et 3 septembre

OUVERTS JEUNES GENS - Nés entre le 1er avril 1960 et le 31 août 1965, titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à F4, F9, F10 ou d'un BTS des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle : 77 000F environ. Carrière intéressante, emploi stable. Avantages sociaux.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) (adresse à demander à toute gare)



CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET



### SERETE AMENAGEMENT

recherche pour compléter l'équipe de son Service Gestion Locative (environ 1000 locataires à gérer dont ceux du Forum des Halles et de la Défense), un

## COMMERCIAL HF 30 - 35 ans

### RESPONSABILITES :

- Prospection clients pour relouer les locaux vides.
- Négociations commerciales et la signature d'un bail.
- en relation avec les locataires.
- Négociation des loyers et place de représentation du bailleur auprès d'eux.
- Suivi des commerçants (état des paiements, résultats).
- Suivi des locataires (état des paiements, résultats).
- Liaisons avec les directeurs des différents centres commerciaux.

### FORMATION :

Sciences-Po, Ecole Commerce, expérience dans un domaine similaire.

Quelques déplacements en province, courte durée, sont à prévoir.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

SERETE-AMENAGEMENT, Direction Personnel, 63, rue La Boétie 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## 15 Etudiantes

pour un job stable et bien rémunéré !

**à Brétigny-sur-Orge (91)**

Mais être étudiante (19 ans minimum), vous avez le goût des responsabilités et la volonté de vivre un ordonné.

Après une période d'embauche et une formation (durée de 30 heures) les 16 au 18 août, nous vous proposons de devenir :

### Caissière

d'hypermarché AUCHAN

Salaires intéressants : 23,23 F de l'heure + 13<sup>e</sup> mois + mutuelle + 5<sup>e</sup> semaine + avantages sur magasin.

**AUCHAN**  
DES FEMMES RESPONSABLES

### ALSTHOM ATLANTIQUE

proche banlieue NORD PARIS

#### service technico-commercial

Cette lectrice de l'ALSTHOM de son service commercial « EXPORTATION », et de l'immédiat, pour gérer un important service ferroviaire à l'étranger :

- Ingénieur confirmé ayant 10 à 15 ans d'expérience et ayant déjà participé à la réalisation de projets d'ensemble, pour assurer sur place les relations technico-commerciales avec le client. La connaissance parfaite de la langue anglaise est exigée.
- Ingénieur confirmé ayant déjà participé à la réalisation de projets d'ensemble, pour assurer l'entreprise la coordination technique d'installations d'exportation.

La connaissance de la langue anglaise est exigée.

#### service études systèmes

- Ingénieur débutant, soit confirmé ayant quelques années d'expérience en électronique.
- Techniciens d'études B.T.S. ou ayant quelques années d'expérience en électronique.
- Dessinateurs-projeteurs d'installation pour justifier d'un minimum de 5 ans d'expérience en équipements électroniques mécaniques.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 2107 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 91120 Paris Cedex 02 qui transmettra.

### THOMSON-CSF

La Division Travaux Extérieurs recherche pour son service

## SECURITE ET TELECOMMUNICATIONS

des

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils ont nécessairement une expérience dans les domaines : Télévision, vidéo industrielles et/ou Télécommunications.

Dans un premier temps, ils participeront aux études et projets de ce service.

Adresser CV à M. Cordaville, THOMSON CSF DTEX, 34, bd Ornano 93344 SAINT-DENIS Cedex.

### IMPORTANTE SOCIETE PETROCHIMIQUE

recherche

## UN CADRE DE VENTE

pour s'intégrer à l'équipe chargée de la commercialisation des matières plastiques du Groupe.

Pour réussir dans cette fonction, nous engagerons en priorité un solide négociateur diplômé Ecole Supérieure de Commerce ayant déjà une expérience de la vente.

Une grande disponibilité pour déplacements fréquents et l'aptitude à communiquer en français et en anglais sont indispensables.

Lieu de travail : PARIS

Ecrire C.V. + photo sous référence 42037 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

### Pour le leader de la distribution pharmaceutique

une avance technologique la hauteur de ces chiffres

1,5 milliards de F. de C.A. ou établissements employant plus de 4.700 personnes plus de 15.000 clients

## INGENIEUR SYSTEME DEBUTANT

ENSIMAG, MIAGE...

Après une période de formation, vous serez responsable du support logiciel de nos mini-ordinateurs qui doivent être implantés dans nos clients en province. Ces ordinateurs seront connectés à un complexe IBM (4341.2 et 370/158).

Il vous sera possible d'élargir vos connaissances vers d'autres systèmes après quelques années d'expérience à ce poste.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant le niveau de rémunération à M. Penvern, conseiller en recrutement.

**apec** ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES

8, rue Duret, B.P. 803.16, 75783 PARIS CEDEX 16.

### ASSOCIATION PARAPUBLIQUE

recherche pour PARIS

## RESPONSABLE ET ANIMATEURS DE FORMATION

(HOMMES ou FEMMES)

Salaires : 85.000 F à 105.000 F selon compétences

Conditions requises : Solide formation sciences humaines ou sociales ou diplôme CAPES/DEP.

- expérience confirmée formation des adultes et/ou animation socio-culturelle ;
- connaissance approfondie de l'immigration.

Seront appréciées : compétences dans un des domaines suivants : urbanisme et logement social, participation et vie associative, insertion socio-professionnelle des jeunes.

Envoyer curriculum vitae à REGIE-PRESSE, sous le n° T 034.737 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

### Schlumberger

(Wireline)

## GEOLOGUE DE HAUT NIVEAU

Nous recherchons pour travailler au sein de notre Unité Afrique du secteur des géographies géologiques un géologue confirmé (5 ans d'expérience minimum).

Il s'intégrera aux équipes existantes d'analyses de données et d'études de géologie géologique d'interprétation. Sa contribution sera essentielle pour la mise au point des options géologiques et prendra dans les études en cours.

Le candidat, basé à Paris, sera cependant amené à voyager en Afrique et à rencontrer les responsables des départements géologiques au sein des sociétés. Pour cela la connaissance de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Dans le cadre de notre politique de décentralisation, ce poste pourra évoluer vers l'intégration dans un de nos centres d'Afrique en traitement des géographies par ordinateur.

Envoyer vos remarques d'adresser votre curriculum vitae à : REGIE-PRESSE TECHNIQUES SCHLUMBERGER, Attention : S.J. Whittaker - 53, rue de Monceau - 75008 PARIS

### ORGANISME DE FORMATION

200 personnes

## TROIS INGENIEURS DE FORMATION

(H ou F)

### 1 RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

- animation de réunions ;
- relations avec les entreprises ;
- amélioration des contenus de formation.

### 1 RESPONSABLE DES RELATIONS ENTREPRISES

- recherche de stages pratiques en France ou à l'étranger ;
- développement de la politique commerciale ;
- participation aux activités pédagogiques.

### 1 RESPONSABLE DE PRODUIT

- élaboration, mise au point et suivi des projets nouveaux de formation ;
- actions commerciales inhérentes à la vente du produit ;
- suivi de gestion.

Pour ces trois postes, il est exigé :

- une formation d'INGENIEUR et une EXPERIENCE INDUSTRIELLE (3 à 5 ans) ;
- une grande autonomie, allée à un solide esprit d'équipe ;
- une capacité réelle à intégrer de façon équilibrée l'intérêt pédagogique et les contraintes de rentabilité.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD DE PARIS.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant le niveau de rémunération à M. Penvern, conseiller en recrutement.

**apec** ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES

8, rue Duret, B.P. 803.16, 75783 PARIS CEDEX 16.

### LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

pour les études et développement de calculateurs temps réel à base de microprocesseurs (6800, 68000) destinés à des radars modernes

## ingénieurs électroniciens

### GRANDES ECOLES

Débutants possédant quelques années d'expérience en électronique et micro-informatique.

Bonne connaissance de l'anglais appréciée.

La maîtrise de la langue française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT Boite Postale 40, 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

### AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour

## SIMULATEURS DE VOL

## CADRE CHARGÉ DU MATERIEL INFORMATIQUE

- BTS électronique.
- Expérience simulation appréciée.
- Connaissance du matériel informatique : microprocesseurs (généralment 10020) et interface.
- Anglais technique apprécié.

Lieu de travail : ORLY

Nombreux avantages sociaux.

Envoyer CV, photo, prétentions au département Effectifs Ressources Orientation 1 avenue du Maréchal De Gaulle 91550 PARAY VIEILLE POSTE

### GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)

## SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(570 personnes, C.A. 140 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

## d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 5 à 15 ans d'expérience, désirant exercer leur métier dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

### ASSOCIATION POUR L'INITIATION A LA RECHERCHE EN BATIMENT

recrute

## JEUNE DIPLOME

Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce-Architecte

Pour participer à l'organisation de stages d'initiation à la recherche. Temps partiel possible (3/4 ou 4/5).

Envoyer curriculum vitae à IRBAT, bis, boulevard Saint-Germain, 75001 Paris.

### INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

pour sa Direction Qualité

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

(REF. DQ-32)

Il aura les responsabilités et les compétences d'expertise et éléments périphériques informatiques.

Ayant quelques années d'expérience industrielle, le candidat, outre de bonnes connaissances en technologie composants ainsi que sur les éléments périphériques d'ordinateurs, devra avoir de solides aptitudes à l'encadrement et des qualités de méthode et de rigueur.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime sur l'investissement.

Restaurant d'entreprise.

Adresser curriculum vitae et prétentions, en précisant le niveau de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

### IMPORTANTE SOCIETE recrute

## JURISTE

Maîtrise ou DEA Droit des Affaires si possible.

Le futur titulaire devra apporter une expérience des problèmes de procédure et si possible des questions relatives à la propriété industrielle.

Il aura l'occasion dans son futur poste d'élargir son champ d'action.

Expérience antérieure de 5 ans minimum.

Société proche La Défense

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous n° 41963 à CONTESSÉ Publicité 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

### TITN

filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

recherche :

## Assistante ingénieur

pour assurer des tâches de gestion, planifications, comptabilité analytique, en informatique appréciées.

de travail : CHILLY-MAZARIN.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence SH à T.I.T.N., rue Denis-Papin - Z.I. de Vigne - Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

OFFRES

responsable du service financement des exportations

Fiat - cedex 16 Paris - La Défense

CABINET DE RECHERCHE

COLLA

MISSIONS DE MISSION

ET JEUNES DIPLOMES

Cabinet parisien CONSEILS EN BREVETS

Ingénieur Brevets 1<sup>er</sup> plan

regie presse

PROFECTRICE TELEPHONE

service - annonces - classement - St Blende



## ANNONCES CLASSEES

## OFFRES D'EMPLOIS

**secrétaires**

**DE LA TATTE - LE VIVIER**  
**LE GROUPE REUSOT-LOIRE**

298-13-01



## REÁMENEGAMENTO DANS LE CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

Le réaménagement des terrains de l'ancienne École polytechnique, situé dans le cinquième arrondissement, sera mené conjointement par l'État, la Ville de Paris, Cette « coopération » permettra notamment d'ouvrir « l'école » aux riverains grâce à la création de nouveaux équipements de quartier.

Quand, en 1977, Polytechnique quitta Paris pour s'installer à Palaiseau (Essonne), après cent soixante-treize ans de présence sur la montagne Sainte-Geneviève, un page de l'histoire de ce quartier était tournée. Après l'abbaye de Saint-Victor et le

collège des Bernardins, le collège des Bons-Enfants, le collège de Navarre, l'École polytechnique ont été, en effet, la dernière prestigieuse grande école à demeurer sur les lieux où naquirent les rois de la capitale.

Au cours de ces dernières années, le **ministère de la Culture** a consacré environ 3 hectares, appartenant à l'État, à donné lieu à des multiples projets. En 1973, il avait proposé, alors que les locaux de l'école n'étaient pas encore évacués, de démolir une grande partie des bâtiments, à l'exception de ceux qui présentaient un intérêt architectural ou historique. Mais ce projet ne quitta jamais les cartons. En 1975, l'État décida d'attribuer l'ensemble des emprises de l'école à l'Institut Auguste-Comte. Des travaux importants furent alors entrepris. Ils consistèrent tout d'abord à trouver des locaux destinés à l'usage des administrateurs et des professeurs de l'institut. Le **Vice-Président** d'utilisa certains locaux pour installer des équipements au quartier. Aucune suite ne fut donnée à cette requête.

Arrive le 10 mai 1981: L'État renonce à l'Institut Auguste-Comte. Les travaux des travaux réalisés pour l'Institut Auguste-Comte permettent plus d'envoyer un nouveau projet d'aménagement. Le **ministère de la Culture** et l'industrie, une bibliothèque scientifique internationale et un centre d'études supérieures des techniques avancées, ont été installés dans les locaux. Le **Président de la France** et le **ministère de la défense** ont affecté ceux qui leur avaient été affectés.

## Ouvrir sur le quartier

· L'Etat décide alors d'« ouvrir » l'école sur le quartier. Les travaux seront réalisés avec les services de la mairie de Paris. C'est ainsi que l'an-

l'ancien cour de Polytechnique, situés devant les bâtiments Foch et Joffre, va devenir un espace vert public. Une promenade piétonnière reliera la rue du Cardinal-Lemoine au boulevard des rues Danton et de la Montagne-Sainte-Genève.

L'État prendra en charge les dépenses relatives aux aménagements effectués sur le domaine de l'école, si la Ville rachète une seule parcelle et si le jardin. C'est ainsi qu'elle réaménagera notamment le square Paul-Langevin. L'État a, d'ailleurs, prévu, étendu la construction d'un petit lot commercial sur l'extension de cinq cinquante places pour servir les infrastructures existantes. Cinq cinquante places s'ajouteront à celles initialement prévues pour améliorer les conditions du quartier. Le port des investissements à la charge de la Ville.

total de l'ordre de 10 millions de francs. Les travaux seront achevés à la fin de l'année 1982.

Enfin, sur le terrain de l'ancien couvent de l'impass d'Arras et la rue Monge, le Vieux cloutier a pu bénéficier des services des sapeurs-pompiers en partie, dans les meilleures conditions, si l'intérieur de l'ancien couvent des Bernardins, rue de Poitiers (cinquième arrondissement), est « démenagé » devrait permettre de restaurer ce couvent et son cloître. L'autre partie de ce terrain sera réservée à la construction d'une crèche. Naturellement, les restes du mur de l'enceinte Philippe-Auguste ne seront pas détruits par ces projets.

**JEAN PERRIN.**

Répondant à une question de MM. Jean-Philippe Hunin et François Lebel, conseillers de Paris (groupe Union de Paris), le directeur des services industriels et commerciaux de la Ville de Paris détaille les précisions apportées sur le cimetière du Père-Lachaise.

Ce cimetière a une superficie de 43 hectares et renferme 68 500 concessions, dont plus de 8 000 chapelles. Entre 1975 et 1982, le nombre des « reprises » s'est élevé à 1 912. Mais les monuments ne présentent aucun intérêt artistique historique ou culturel. Ils ont été détruits, les autres étant conservés en dépôt. Durant cette même période, 1 815 concessions ont ainsi été vendues à des familles parisiennes.

En fin, en vertu d'un arrêté ministériel du 17 septembre 1962, la moitié du cimetière du Père-Lachaise, dite « zone romantique », est classée parmi les lieux protégés. De ce fait, tous les projets de travaux au même de restauration de monuments funéraires dans ce secteur sont soumis à l'Agence des Monuments de France chargée de la protection de site. Une liste des sépultures présentant un « intérêt culturel certain » a qui sera révisée en cours d'élaboration, la mairie envisage la création d'un dépôt où seraient conservés les vestiges ou objets provenant de sépultures.

Enfin les **Alteim** sont entreprises pour la création d'un musée d'art funéraire où seront conservés les monuments éphémères repris.

## AGENCES DE PUB : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## CONTRE LES PRÉJUGÉS

Six mille cinq cents étrangers, vivent à Crèteil, préfecture du Val-de-Marne : 8,5 % de la population, guère plus, guère moins que dans les autres communes de la banlieue parisienne. Pourtant, depuis six ans, la municipalité, dirigée par M. Laurent Cathala, député socialiste, mène une action énergique en faveur des immigrés, pour les aider à se former et à s'insérer dans la cité. Pour ce faire, elle a créé un organisme original, l'Office municipal des migrants de Crèteil (O.M.M.C.), un des deux seuls de ce genre en France, avec celui de Grenoble — fonctionnant en France, mais créé à Paris — qui se préoccupe de la suite avec intérêt par le secrétariat de l'Office des travailleurs immi-

■ consacré aux employés de mai-  
son (et aux femmes [et ménage]),  
une activité d'édification dynamique avec la  
collection Missak Manouchian (« Pourquoi l'immigration  
en France ? Critique des idées reçues  
en matière d'immigration », « Les  
immigrés et la question du loge-  
ment, ou la stratégie du « zéniser »). Depuis le mois de mai der-  
nier, il produit aussi une émission de  
radio hebdomadaire, « Sudex-  
press », sur les ondes de Radio-  
Crétel, la radio locale subvention-  
née par la mairie.

La coopération, la compréhension, le dialogue ne doivent pas passer par la guerre de l'écriture. Au contraire. Le second grand principe de cet effort concerne donc le patrimoine culturel des communautés, l'enseignement des langues et des symboles. Les cinquante-cinq personnes, représentant quatorze nationalités, apprennent le français, des cours d'arabe, de berbère, d'italien et de portugais sont également dispensés. Ils font aussi rompre l'isolement des immigrés. Aussi, les quinquize culturelles ont-elles renforcé les abandonnées en faveur d'une intégration dans les fêtes traditionnelles de la ville. Dans le même temps, il y a des renforts avec les équipements culturels (M.J.C., Maison des arts, Maison pour tous...). La bibliothèque municipale a installé une antenne dans les locaux de l'Office, les étrangers pouvant y trouver le quotidien de leur pays d'origine.

Dernier aspect important de ces interventions : la médiation ; d'où la création d'un « S.O.S. Refoulement » pour l'aide à l'intervention des médiateurs.

**FRANCIS GOUGE**

	La ligne*	La ligne T.T.C.
TAUX D'EMPLOI	71,00	80,00
TAUX DE CHÔMAGE	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	55,00
AGENDA	48,00	55,00
COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES	La mm/col.	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
RECHERCHES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	38,45
AUTOMOBILES	31,00	38,45
AGENDA	31,00	38,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

# L'immobilier

**appartements vente**

**1<sup>er</sup> arrdt**

**PALAIN-ROULOT** calme, soleil,  
**5 P. KCU CARREZ.**  
Bd. 400 m² s. à m., 6 ch., 2 b.  
1,300.000 F - 660-34-39.

**N° LOUVRE**, Plac. D'Armes, tout  
confort, chauffage, clim., p.  
quartier calme, 72-30-89.

**5<sup>e</sup> arrdt**

RUE DU POT-DE-FER  
N° 3 100 m² de terrain  
**HAMPTON. 225-50-35.**

**JARDIN-DÉS PLANTES**  
GD LUXE. Facade  
**LE POIVEAU**  
DU A 4 PIÈCES  
Quelques DUPL. TERRASSES  
Vue panoramique.  
Livrés mural, meubles, équipés.  
mural, moquette  
falançaises au goût de l'époque.  
LIVRAISON FIN 1982  
depuis 130,500 F la pi.  
CREDIT POSSIBLE 60 %.

Vaite de l'appartement démon  
lundi, mardi, jeudi, vendredi  
et samedi : 14 h à 18 h.

**1 et 3 RUE POIVEAU**  
Renseignements : 267-37-37.

**6<sup>e</sup> arrdt**

**STANISLAS-PÉGU**  
195 m², 5 p., 5 ch., 2 b., 2 WC  
324-05-10

**OUDON-CARACTÈRE**  
3 p., 80 m², 1 ad., B&K 42-70.

DANS NOEL PARTICULIER  
petit coin, 2 ch., 1 WC, petit  
côté, calme 100%, 80 329-3  
0 8

**13<sup>e</sup> arrdt**

**MÉTRO TOLBIAC**  
PETITE MAISON INDEPENDANTE  
dans cour tranquille plein sud,  
rez-de-chausée : liv., W.C.,  
1<sup>er</sup> ét., 4 chères. W.C.  
propriétaire 100%

MAISON INDÉPENDANTE  
120 m² env. dans cour, cabine  
100 %, double living, 4 cham-  
bres, 3 s. d. bains, gde ter-  
rasse, cuisine équipée, 21/10 m²,  
mardi 20 et 22, 12 h 18 h  
55, R. du Moulin-de-la-Pointe.

**14<sup>e</sup> arrdt**

PARC MONTBOURIS  
au calme, sans verdure  
**SUPERBE MAISON**  
sur, 4 chambres, grenier,  
téléphone : 236-10-11.

**15<sup>e</sup> arrdt**

**IMM. 77 PLEIN SOLEIL**  
appartement, 100 m² ou  
séparément, avec 80 m²,  
41, RUE LETAELLIER,  
les 20 et 21 de 14 h à 19 h.

J. FEUILLADE 668-00-78 offre  
CHAMBRES, 55-00-00  
STUDIO, calme, 163.000 F,  
2 P., confort, 400.000 F,  
2 P., 4/4square, 420.000 F.

A/Square, 420.000 F

**DANCEZ**, 11 terre  
Koulik, petit immeuble refait.  
Téléphone : 723-30-89.

**SÈVRES-LECOURS**  
Bel immeuble, pierre si taille,  
2 ch., 2 b., 1 WC, 1 WC  
**URGENT 690.000 F**  
15° réamt, viv. 20 m² et 8 chères,  
gde cuis., CALME, 111 F

**RUE CONVENTION MP**  
surpt 2 étages, 60 m²  
prix, 580.000 F - 577-96-86.

**16<sup>e</sup> arrdt**

**R. DE L'ASSOMPTION**  
Studio imm. gd wdg, balcon  
370.000 F. N.B. 579-00-01.

"DESORDRES-VALLMORE"  
ancien 5 ch.  
100 m², plein ss  
4° sans asc. 577-92-87.

**PRÈS PLACE MEXICO**  
PLEIN SOLEIL  
Potière vend dans cour, pierre  
de taille, appl 5 P., 102 m², mt  
ctk, 4° étage, vue dégagée, Sur  
plein, pour mardi, 57/17 h)

**17<sup>e</sup> arrdt**

**45, AVENUE VILLIERS'**  
**MÉTRO MALEHERBES**  
**REHABILITATION PRESTIGE.**  
Anciens ateliers d'artistes  
restaurés en  
**DUPLEX AVEC LOGGIAS**  
**B&2/4 ET 5 PIECES**  
+ **garage** + **STUDES**  
**LUXUEUSES PRESTATIONS.**  
Vieux landi, meub. juv.  
rendant 120 m<sup>2</sup> de b.  
+ **LIVRAISON IMMEDIATE.**

**ST-FERDINAND. S6. + 2 ou**  
**3 chbres. 80 m<sup>2</sup>. 4<sup>e</sup> ét., se sec.**  
**calme. 630.000 - 632.22-56.**

**Province**

**PORT FITOU**  
**FRESQUE PROTEGEE**  
Près Perpignan, Port-Barcarès,  
dans résid. priv., meub. 65 m<sup>2</sup>.  
hab. + 300 m<sup>2</sup> terrasse sans  
mur, séjour 24 m<sup>2</sup> avec  
Kitch + 10 m<sup>2</sup>, + 1 s. de bain  
+ 2 w.c., enlèvement éq.  
pouvant recevoir 6 pers. Sur  
place, piscine, piscine, tennis,  
port, restaurants, commerces.  
Aoûls 19 h. 750-21-45, sur  
place après 18 h. (appel J.C.).  
**06-48-49-71-85 (sauf J.C.).**

**CANNES CROIX ROSE, belle**  
**villa 7 pièces, calme, 2 ter-**  
**rasses, solai. 6 b'ns, jardi-**  
**400 m<sup>2</sup>. P.T.C. : 857-78-07.**

**18<sup>e</sup> ARRONDI.**  
Rue Ramey, rue Marie-18<sup>e</sup>.  
**APPARTEMENTS**  
**A RÉNOVER**  
**3 P. 46 m<sup>2</sup> 320.000 F TTC**  
**4 P. 55 m<sup>2</sup> 500.000 F TTC**  
**10 P. 120 m<sup>2</sup> 1.250.000 F TTC**  
**Domicile : (42) 23-30-58.**

**achats**  
Recherche 1 à 3 P. Paris préf.  
5<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>.  
12<sup>e</sup> avec ou sans terrasse.  
**PAIE CONSTANT chez nous.**  
**Tél. : 877-78-07**

**SACRÉ-CŒUR**  
seurs exceptionnels sur Paris  
bel imme. 6<sup>e</sup> ét., sez.  
Studio état, 12 m<sup>2</sup> belins  
P. 265.000 F. T. 582-05-65.  
75, me. se. 582-05-65.

**localités**  
**non meublées**  
**demandes**

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**  
8, avenue de Messine,  
75008 PARIS recherche  
pour clientèle étrangère et  
Diplomates **APPARTEMENT**  
**MOTELS PARTIC. : 857-78-07**  
**Ouest révisé : 562-78-99**

**20<sup>e</sup> arrdt**  
**CLÉ CHER 2 pièces**  
**R-de-Ch. clair et équipé mod.**  
**Jardin. Très agréable rénové.**  
**sur place 16 h à 19 h, 7 jours**  
**seu. 590-86-08.**

**92**  
**Hauts-de-Seine**  
**BOULOGNE**  
dans petit imme.  
**2 APP. 150 m<sup>2</sup> avec**  
**10 p. à jardi. 603-29-51**

**NOUVEAU DANS HOTEL PAR-**  
**TICULIER, pièce de toile, mar-**  
**gite, obj. d'art, 2 chambres,**  
**grandes terrasses aménagées,**  
**entretien soigné, 825-03-02.**

**PROPRIÉTAIRE, LOUEZ**  
**VOUS VOS CLÉS**  
**Service gratuit - 770-88-66**

Pour notre clientèle, recher-  
chons CHAMBRES, STU-  
DIOS, 2-3-4 P. sans frai.

**254-62-30.**

**Région parisienne**  
Pour Stés européennes cher-  
che, prévisions pour CADRES.  
Durée : 11 h - 235-87-02

**locations  
meublées  
demandes**

**Paris**

**SERVICE AMBASSADE**  
pour tous pays munis  
de passeport et STUDIO au 5 P.  
ENTRÉE GARANTIE par Sola  
ou Téléphone : 281-10-30.

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**

**PROPRIÉTAIRE  
LOUER SANS FRAIS  
VOS APARTEMENTS  
PARIS, BANLIEUE  
SOUS 48 heures  
OFFRES SÉLECTIONNÉES  
LOYER GARANTIE**

**TEL. 359-64-06**

**villas**

**MANOSQUE (PRÈS)**  
Villas avec 4 pers. 320.000 F  
PAP 1000 F

Ville de report, station balnéaire. Sous-Lac et Nier (S.O.L.) 4 appart. excellents et 2 maisons, 600 m plage, 490.000 F. Tél. (86)

**terrains  
de campagne**

Part. de million caennaise dans hameau à 15 minutes 150.000 F. Tél. : 374-12-26 ou 2215.

**MAISON**  
de 5 pers au Montg. s. à manger, salon et 11 m. x 12 m. ch. de 12 m. x 4 m. au. asc. 120.000 + 2.500. out. linge 90 m. air. CRUZ. 80 m. La Boërie, 285-81.

**immeubles**

**BOULOGNE**

- Un petit immeuble 300 chant 200 m libre.
- Un immeuble 120 m x 440 m dont 250 m libre
- Un immeuble 1.000 m x 100 m libre, bonne affaire

Téléphone : 673-23-81.

**BUTTES-CHAUMONT**  
Petit immeuble, 5 locations  
Prix : 900.000 F.  
Jean FEUILLEAD, 598-20-00

**COMPAGNIE 60 CISE**  
A vendre au centre-ville, s. historique, immeuble 120 m x 100 m, 1.100 m pierre de taille, 1.100 m 18 m. de corniches, 100 m coq. Tél. : 574-85-05

**hotels  
particuliers**

**NEUILLY près du BOIS**  
CHAMPAIGN H.P.  
8 p., 2 b. bains, 250 m GARAGE, JARDIN, SOLID  
Entretien et verdu

**maisons  
individuelles**

**CLERMONT-FERRAND**

3 km campagne, ville.  
Tous services dans la zone.

**HABITABLES DE SUITE**

MAISONS 3 et 5 pièces avec jardin aménagé et ci

**APARTEMENTS dans petite résidence de 17 logements**  
3, 4, 5 pièces en duplex avec jardin.

Tél. ou écrire à : CAPRI S.  
5, place de la Liberté  
63000 CLERMONT-FERRAND  
Téléphone : (73)

**pavillons**

Pavillon F 6  
LUVIGNY  
Sur 850 m<sup>2</sup> Prix : 550.000 F dont 170.000 F P.C.  
Haut toiture 2,80 m. Mezzanine chéminée 147 m. 55-57-77

**boutiques**

**ODÉON - ST-SULPICE**  
Canton de bail à 20 m<sup>2</sup>, vitrine 5 m. 954-85-15

<p><b>bureaux</b></p> <p><b>Achats</b></p> <p><b>EMBASSY SERVICE</b></p> <p>rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Sites ÉTRANGERS Bureaux achat ou location, quart. affaires. T. 882-93-14.</p> <p><b>Locations</b></p> <p><b>VOTRE BIEN SOCIAL S.P.</b> Bureau Tél. Secrétariat TOUTES DÉMARCHES</p> <p><b>AGECO - 294-95-28</b> (Membres F.F.E.D.).</p> <p><b>Domiciliations 8-2</b> SÉCRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. <b>Création d'Entreprises</b></p> <p>Loc. bureaux, toutes démarches, pour constitution de sociétés.</p> <p><b>ACTE S.A. 261-00-88+</b></p> <p><b>VOTRE SIÈGE SOCIÉTÉ</b> <b>SARL-R.C.B.</b> Constitution de Société et tous services permanence téléphonique</p> <p><b>355-17-50</b> <b>F.F.E.D.</b></p> <p><b>terrains</b></p> <p><b>CHATOU</b></p> <p>quartier calme, agréable maison villa, 4+50m. 3 ch., confort, garage, 600.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE LE VÉSINET. tél. 978-08-90.</p>	<p><b>fonds de commerce</b></p> <p>NICE CÔTE D'AZUR</p> <p>Prix intéressant à saisir urgent raisons familiales particulier à particulier et sans intermédiaire</p> <p><b>EN PLEINE EXPANSION</b> <b>SPORTS ET LOISIRS</b> Surfaces 400 m² parking C.A. 7.700.000 F. Marchés de dépense de 2.500.000 F. Scrite HAVAS B.P. 06072 Nice Cedex 1 E.R.</p> <p><b>domaines</b></p> <p>à votre portée sur toutes les chaînes viticoles belvins et étrangers.</p> <p>Eur. Havas Orléans n° 20177</p> <p><b>GRIGNAN</b></p> <p>ORNE, charmante maison ca- minée, 170 km de Paris sur route Cluses, pd salon avec big pieds et poutres, 4 ch., cul- ture, piscine, terrain de 1 ha sailli, garage, 110 chms, chauffé au sol, 1200 m², 1000 F. de plus (Tél.: R.V.), ser. 1.750 F. Prix : 4.000 F. GARANTIE 7 r.t. La Fayette-Sp. 826-95-95</p> <p>A vendre magnétique très im- portant près GRIGNAN. Possè- der 12-12 places, habitabi- lité 7 pièces (saunas-placards + salle de bain) surpasser sur 1 200 m terrain Téléphone : 016-771 75-04 ou après 20 heures ou écrire : HAVAS ST-GÉNÈVE n° 08 171.</p> <p><b>CAUSE DÉPART 40 km</b> Prie maison de 400 m² 5-200 m², paysage calme, ex- tremement exceptionnel avec piscine, 320 m² de ter- rain, 220 m² de surface habitables. Tél. (0) 080-57-0-</p>
<p align="center"><b>locaux commerciaux</b></p>	
<p align="center"><b>LOCAUX COMMERCIAUX</b></p> <p align="center">pour BUREAUX - MAGASINS - PRODUCTION</p> <p>Situation dans le centre économique des cantons Zoug CH. Position centrale (autoroute, TGV, ferrée). Construction nouvelle de conception large allant jusqu'à environ 2 300 m².</p> <p>Les surfaces de bureau peuvent être réparties comme on l'entend... en la voie du JUILLET 1982.</p> <p>Nous vous demandons volontiers d'autres renseignements: Adressez nous demande à la Maison Investment A.S. c/o M. G. Aegerter, 1 rue du Commerce, 1001 Baar. Téléphone : 19(41)/42/36.20.55.</p>	

[illegible]



## SOCIAL

### Une nouvelle rencontre entre les syndicats de fonctionnaires et le premier ministre

#### Pour un accord salarial qui aurait valeur d'exemple

Le premier ministre rencontrait lundi 19 juillet en présence de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, les sept fédérations de fonctionnaires pour poursuivre les discussions sur les modalités de sortie du blocage des salaires dans la fonction publique.

Au cours de la précédente réunion qui avait eu lieu le 9 juillet dernier, seule la FEN avait en effet eu le temps de réagir officiellement aux propositions de M. Pierre Mauroy. Ce devait être aujourd'hui le tour des autres syndicats C.G.T.,

C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes.

L'accord salarial que le gouvernement entend négocier le 20 de septembre avec les fédérations de fonctionnaires et qui représenterait quatre millions de francs environ a valeur d'exemple. Il correspond en effet au schéma que M. Pierre Mauroy souhaite voir appliquer dans les branches et les entreprises du privé à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

Ce schéma, qui porterait sur la hausse des salaires, prévoit en contrepartie une limitation de l'augmentation prévue des prix. 10 % en 1982 et 8 % en 1983.

M. Pierre Mauroy souhaite en outre que les avantages des fonctionnaires soient réduits.

Le gouvernement entend obtenir la signature de cet accord salarial dans la fonction publique, il d'autant plus à l'aise pour l'obtenir dans le secteur privé. Mais ce ne sera pas chose facile. Dès le 9 juillet, les syndicats de fonctionnaires ont manifesté à la suite de la réunion leur opposition au blocage des salaires, qui se traduit, selon F.O., par une perte de pouvoir d'achat de 10 %. La Fédération de M. Bergeron a d'ailleurs déclaré qu'elle ne participerait pas à une renégociation des salaires pour 1982.

La Fédération a pris le 15 juillet par le gouvernement d'imposer aux seuls fonctionnaires la contribution à la solidarité pour renforcer l'assurance-chômage risque ou d'attirer les autres syndicats. Ceux-ci ont refusé en disant qu'ils ne soutiendraient cette contribution que si elle était également partagée par les non-salariés.

### LE NOMBRE DES SALARIÉS A MOINS DIMINUÉ AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE

Selon le ministère du travail, les effectifs ouvriers ont diminué de 100 000 personnes au cours du premier trimestre de 1982, mais à un rythme ralenti : 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Ces au cours de cette période qu'a mise en œuvre la loi relative à quarante heures de travail hebdomadaire. A cet égard, alors que la durée réelle du travail s'est élevée à trente-neuf heures et demie par semaine du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> avril 1982 (contre quarante heures un tiers pour le dernier trimestre de 1981), les commerces, transports et services continuent de dépasser les quarante heures, avec quarante heures un tiers en moyenne, soit tout de même une heure de moins que précédemment dans ce secteur.

## AFFAIRES

### EN DÉPIT DE LA RESTAURATION DU CLIMAT SOCIAL

#### Renault Véhicules Industriels a perdu 309 millions de francs en 1981

Renault Véhicules Industriels a perdu, en 1981, 309 millions de francs, et rien n'indique que ces pertes pourraient être compensées à la fin de cette année. Au contraire, la très mauvaise tenue du marché français (qui a vu le niveau de 1967) peut faire craindre des jours difficiles pour le national de véhicules industriels.

En revanche, la restauration du climat social est spectaculaire, et le choix confirmé de la diminution des effectifs par le biais des départs en préretraite permet d'envisager à terme une meilleure compétitivité des produits.

#### De notre correspondant régional

Saint-Étienne. — C'est symboliquement, à partir d'Andrézieux-Bouthéon, siège de son atelier flexible de production de camions à viesses que R.V.I. a décidé de présenter son bilan social 1981. M. Georges Bouvère, directeur du personnel et des relations sociales, a souligné l'importance de la diminution des effectifs en un an : 1 121 personnes sur un total de 29 466, de fin 1980 à fin 1981, conséquence de la politique de modernisation du plan du Fonds national pour l'emploi reconduit pour un an, au mai 1982. Toutefois, l'an dernier, 1 757 salariés ont choisi le départ en préretraite : cinquante-six ans et deux mois, les salariés, pour la plupart de jeunes ouvriers qualifiés, ont été embauchés.

M. Bouvère estime néanmoins que les effectifs du groupe sont en nette surabondance « parce que les effets de la fusion Berliet-Saviem ne sont pas totalement absorbés ». Mais d'autres indicateurs sont nettement plus favorables. Notamment le rajeunissement des effectifs. L'âge moyen des employés est aujourd'hui de trente-neuf ans.

Les accidents au travail ont diminué de moitié en cinq ans, l'absentéisme est en recul et, enfin, signe le plus caractéristique d'une situation normalisée, les grèves sont pratiquement inexistantes. En 1979, un ouvrier R.V.I. avait travaillé le travail volontairement pendant une moyenne annuelle de plus de sept heures. En 1981, les mouvements sociaux n'ont

touché chaque salarié que l'équivalent de... dix-huit minutes. Cet « état de grâce » social suffit-il pour que les échéances économiques difficiles d'un marché national et international en pleine décomposition ?

La part de R.V.I. dans le marché intérieur, qui était difficilement montée à 43,5 % en moyenne en 1981, a été ramenée à 35 % pour les premiers mois de l'année pour se situer juste au-dessus du seuil des 30 %. Même si les résultats de l'exportation continuent à être encourageants — si la récente dévaluation pourrait apporter un élan supplémentaire — ces marchés ne sont pas sans surprises désagréables.

La commande de 4 000 véhicules par l'Algérie a fait passer au second plan le boycottage des arabes imposé à la suite des accords de la Régie nationale des American Motors. Cet embargo politique aurait coûté, selon les estimations, près de 100 millions de francs à R.V.I. Sur une longue période, ce boycottage pourrait entraîner des difficultés, d'autant plus qu'il concerne le secteur le plus rentable des véhicules lourds du haut de gamme.

Ajoutons que le marché, dans son ensemble, est très largement perturbé par la politique des « rabais », qui peuvent atteindre de 30 à 40 % par rapport aux prix catalogue. R.V.I. reconnaît de son côté des rebais à la clientèle de l'ordre de 20 % qui minoreraient d'autant les marges.

CLAUDE RÉGENT.

### L'ÉTAT-MAJOR DE NISSAN EST DIVISÉ SUR LE PROJET D'USINE EN GRANDE-BRETAGNE

La décision du groupe Nissan d'installer ou non une usine de montage d'automobiles en Grande-Bretagne est retardée par la divergence d'opinions existant entre les membres de l'état-major du groupe et par le fait que le groupe n'est pas parvenu à s'entendre avec le gouvernement britannique sur le montant de l'aide financière accordée au projet, a déclaré, selon le Financial Times, M. Masataka Okuma, vice-président opérationnel du Nissan.

Pour les projets internationaux de ce type, je crois qu'il faut le pas que si le conseil d'admini-

stration est unanime (...). Il faudra du temps à Nissan pour décider. Il est difficile de dire combien. Cependant, il est clair que lorsque je me rendrai à Londres, un consensus ne sera pas dégagé. Mais cela ne veut pas dire que Nissan a renoncé, a-t-il précisé.

M. Okuma doit se rendre cette semaine en Grande-Bretagne pour poursuivre les négociations avec le gouvernement. Au mois de mai, des informations parues dans la presse japonaise (le Monde daté 4-5 juillet) laissaient entendre que le groupe avait renoncé à son projet.

## CORRESPONDANCE

### Rendre au rivesaltes...

Les efforts réalisés les vigneron du cru Banyuls. Une semaine avec le Languedoc-Roussillon. Le Monde du 13 juin. Les vignes de Banyuls pendant la dernière guerre ont été détruites. La nécessité s'en fit sentir à la suite de la destruction des vignes de la région. M. René Mitjaville, président de la Confédération nationale de la production française des vins de rivesaltes d'appellation d'origine contrôlée, nous écrit : « L'histoire des vins de rivesaltes débute en 1285 à Perpignan, en la commanderie de Bajas des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, où Arnaud de Villeneuve, régent de l'université de Montpellier, découvre le délicat mariage de l'esprit du suc de raisin, c'est-à-dire l'adjonction d'eau-de-vie dans le jus de

raisin pour en stabiliser la fermentation.

Dans le Roussillon devenu français, la codification des usages de production des vins de rivesaltes intervient lorsque la nécessité s'en fit sentir à la suite de la destruction des vignes de la région. M. René Mitjaville, président de la Confédération nationale de la production française des vins de rivesaltes d'appellation d'origine contrôlée, nous écrit : « L'histoire des vins de rivesaltes débute en 1285 à Perpignan, en la commanderie de Bajas des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, où Arnaud de Villeneuve, régent de l'université de Montpellier, découvre le délicat mariage de l'esprit du suc de raisin, c'est-à-dire l'adjonction d'eau-de-vie dans le jus de

« La création des appellations d'origine contrôlées, poursuit-il, paraissent des décrets d'appellation des vins de rivesaltes : Frontignan, banyuls, rivesaltes des 1936. Puis vint le décret de contrôle des appellations : muscat de Lunel, rasteau, muscat de Banyuls-de-la-Mer, muscat de Saint-Jean-de-Minervois, muscat de Rivesaltes et muscat de Mireval. »

### Le changement vu par le M.R.J.C.

#### Peu de mobilisation sociale et retour en force de la droite dans les campagnes

« Si le pouvoir politique a changé, si le changement est à l'ordre du jour, on ne sent pas sur le terrain une réelle mobilisation sociale, en particulier chez les jeunes. Les débats, les décisions restent souvent le fait des états-majors et centralisés à Paris. Favoriser un dynamisme local de changement est pourtant la condition essentielle pour contrer le développement du système capitaliste, repenser les financements de notre société et promouvoir un autre développement. » Ce diagnostic et ce jugement ont été portés par le Mouvement rural de la jeunesse (M.R.J.C.) (1) à l'occasion de son assemblée générale.

Les exemples d'un développement différent qu'apporte le M.R.J.C. ne manquent pas : mise en place d'un groupement agricole dans le Pays basque, enquête par les intéressés sur la formation des apprentis dans l'Aveyron, critique du statut de la formation des agriculteurs dans les Pays de la Loire, installation de jeunes paysans avec vente directe des produits dans le nord de la Dordogne, relance du gemmage dans les Landes avec projet de société coopérative ouvrière de production, tentative de mise en place d'un répertoire des offres et des demandes de terre dans le Sud-Finistère, circuit de distribution directe entre producteurs et consommateurs dans la région de Tarbes, lancement d'une coopérative pluri-active (commercialisation

directe, formation, tourisme) en Haute-Loire.

#### Une approche plus globale

Ainsi, le M.R.J.C. se félicite de ce qu'il appelle une « approche plus globale de la notion de développement rural » qui s'oppose à l'addition de diverses initiatives des différentes couches sociales qui y vivent : une plus grande présence du M.R.J.C. lui-même pour qu'il touche des catégories de jeunes peu attirées par d'autres organisations (aides familiales, petites entreprises, jeunes en formation) ; de nouvelles formes d'organisation sur le terrain : permanence pour les chômeurs, les salariés et les lycéens, collectifs de militants plus agiles pour aider la formation d'équipes nouvelles ; enfin, la mise en place d'une tradition chrétienne comme élément critique et dynamisant pour l'action.

Mais les frères de de « avancées » ne manquent pas non plus. En premier lieu, le contexte économique, le chômage et les déplacements de population pour trouver un emploi. « provoque une déstabilisation de nombreux jeunes ». La vitalité « étouffée depuis des années » ne s'exprime plus encore parce que le changement se résume à un changement des structures.

#### Un autre développement

« Dans les régions rurales, continue le président du M.R.J.C., M. François Eichholtzer, on voit même un retour en force de la droite qui a toléré plus le pluralisme depuis qu'elle est dans l'opposition ». Par exemple, le conseil général de la Loire-Atlantique a supprimé la subvention que le M.R.J.C. recevait en tant que mouvement de formation depuis que celui-ci a participé à une « occupation de terres incultes ». Si des actions, des réalisations pour un autre développement sont possibles dans les régions en perte de vitesse, le M.R.J.C. a peu de prise sur les secteurs en pleine expansion et plus intégrés au niveau international (dans les industries agro-alimentaires par exemple).

Lors de son assemblée générale, le Mouvement a mis la nécessité de mieux se structurer sur le plan national, avec la relance de sa presse, la

constitution de groupes de travail, des liens (sur la représentation directe, la formation agricole en agriculture). Pourquoi ? Parce que la « répression larvée » qui s'exerce contre les mouvements sociaux, et plus particulièrement contre les mouvements de jeunes plus vulnérables, est renforcée par un repli sur l'action locale, plus marquée. Aujourd'hui, le M.R.J.C. a été amené à prendre de plus en plus la parole auprès des instances de décisions régionales et nationales.

Pour son expérience, par sa volonté de promouvoir un « autre développement », il veut participer pleinement aux instances générales pour le développement agricole qu'a lancé le ministère de l'Agriculture. Mais le M.R.J.C. craint une faute d'habileté de sa part, en fait du trop grand usage de la parole professionnelle traditionnelle, qu'il ne parvienne « à confisquer le rôle ». C'est la raison pour laquelle plusieurs comités (2) ont été créés de se rencontrer de manière informelle pour échanger le point de vue d'une agriculture différente, plus humaine et plus moins productive au cours de ces états généraux.

JACQUES GRALL.

(1) Il s'agit de la jeunesse agricole catholique (JAC), le M.R.J.C., en 1966 comprend trois branches : la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et le groupe Ecole (52 %).

(2) Il s'agit des militants appartenant au M.R.J.C. à l'association de formation et d'information paysanne (coopération des Travailleurs-paysans et à l'interpayanne, opposition interne de la F.N.S.E.A.), aux Comités d'agriculture et de vulgarisation agricole ménagère, à la Fédération nationale des foyers ruraux, à Peuple et Culture et à Culture et Promotion.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal des affaires de 9<sup>e</sup> greffe de Paris a assigné JORGE LEPOUTRE pour que, dans un délai de quinze jours, il compare à être en droit dans la procédure judiciaire. L'épouse Lepoutre, Mlle del Pilar sur di- et a répondu à la demande, sommation de désigner une représentation de défenseur officiel absent. A publier pendant deux jours. Le 1<sup>er</sup> avril.

# Nous apportons un avant-goût du Paradis dans 15 pays.

Nous proposons chaque semaine plus de 60 vols entre notre île paradisiaque Sri Lanka et le reste du monde. Notre réseau s'étend de Londres, Paris, Francfort, Zurich et Rome à l'Ouest; jusqu'à Dubai, Abu Dhabi, Bahrein et Koweït au Moyen-Orient; et Karachi, Bombay, Madras, Trivandrum, Trichy, Male, Bangkok, Hong Kong et Singapour en Orient. Où que vous vous rendiez en notre compagnie, que ce soit dans le confort d'un Tristar ou d'un Boeing, vous apprécierez ce service chaleureux et attentionné propre aux habitants de ce Paradis.

**AIRLANKA**

Un avant-goût du Paradis

Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris. Tél. 297 43 44. 9, rue du 4 Septembre, Paris 75002.

AL205

C'est évident !

## TAPIS PERSAN

40% moins cher

### maison de l'Iran

65, 67, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>) 75008 Paris  
35, promenade des Anglais - Nice



# ÉNERGIE

LES AVANTAGES SOCIAUX D'E.D.F.-G.D.F.

## Défense des droits acquis

Le compte rendu du rapport de la Cour des comptes consacré aux avantages sociaux des salariés de l'électricité - intitulé « Chers droits acquis » (Le Monde du 7 juillet) - a provoqué une vive réponse des syndicats d'E.D.F. et de Gaz de France. « Ne comptez plus les télégrammes, télex ou lettres qui sont arrivés pour dénoncer l'exploitation honteuse de ce rapport. Que disent-ils ? »

Passons sur les aménités à l'égard de la presse : les magistrats de la Cour des comptes étant au-dessus de tout soupçon, il faut le doute sur l'exploitation faite par les médias du rapport. Mais la vérité est des faits.

Les articles ont donc dénoncé les « avantages sociaux », les « informations tronquées », les « informations partielles », les « tendances », tout cela parce que, comme l'écrit la Fédération gaz-électricité de la C.F.D.T., « il paraît anormal d'aborder la situation des travailleurs du gaz et de l'électricité simplement sous l'aspect des avantages sociaux, sans aborder les aspects de leurs conditions de vie et de travail ». Mais l'état bien de la chose, la Cour des comptes.

Sur la fond, les syndicats ne nient pas les avantages sociaux dont ils disposent : par les nationalisations intervenues à l'issue de la deuxième guerre mondiale et qui ont pu être conservés grâce à leur lutte - mais, ajoutent-ils : « Il y a dans notre pays des privilèges sociaux scandaleux qui ne sont jamais dénoncés » (C.F.D.T.).

Certes, les agents E.G.F. paient leur électricité sur la base de 4 kwh moyennant le prix de 40 centimes, mais « il s'agit d'un avantage qui n'est pas comparable à ceux dont bénéficient de nombreux travailleurs de notre pays (voitures chez Renault, P.S.A., tarifs particuliers à Air France, S.N.C.F., prêts à taux avantageux dans le secteur bancaire, etc.) (C.G.T.). »

### Un élément de la rémunération

Plus, ces prix particulièrement bas ne sont pas générateurs de gaspillage, affirment les syndicats : « Au total la consommation d'énergie (électricité + gaz + fuel + charbon) par les foyers des agents d'E.G.F. est du même ordre que la moyenne nationale », écrit la C.G.T., tandis que la C.F.D.T. - qui estimait naguère le salaire électrique - comme particulièrement gaspilleur - rappelle que « la plupart des agents d'E.D.F. et de

G.D.F. utilisent le gaz : l'électricité comme moyen de chauffage, ce qui n'est pas le cas des autres secteurs ».

Enfin, soulignent que « les avantages sociaux sont des éléments de la rémunération globale des salariés ».

L'attribution de 1 % du chiffre d'affaires à l'activité sociale (le comité d'entreprise) est elle aussi vigoureusement défendue. « Quand on parle du milliard pour la Caisse centrale d'activités sociales, il conviendrait de dire que cela bénéficie à des personnes à qui on n'est pas limité par des vacances mais aussi à l'action sanitaire et sociale et à la formation » (C.F.D.T.).

Ces charges sont incluses dans les charges du personnel (...) qui sont passées de 1977 à 1981 de 23,7 % à 20,6 % des charges totales ajoutée la C.G.T., qui rappelle aussi que « parallèlement 1 % des recettes est versé aux porteurs d'obligations indemnitaires (actionnaires des sociétés nationalisées en 1946), un fait que souligne aussi la C.G.C.

On le voit, les réponses, il ne s'agit nullement d'« imposer » les éléments d'une « compensation salariale » mais simplement de justifier les droits acquis. Nul argument pourtant n'est présenté face à la critique principale de la Cour, d'un intérêt particulier au moment où le gouvernement cherche à « désindexer » la rémunération française.

Avec la crise de l'énergie, les mécanismes d'indexation sur le chiffre d'affaires sont devenus « peu compatibles » avec un souci raisonnable de l'équité et de l'intérêt général. C'est ce mécanisme qui amène le budget social à croître de 20 % par an, chaque année depuis 1973. Seule consolation pour les pouvoirs publics avec la montée de la puissance du nucléaire et la lenteur du relâchement de la consommation, le chiffre d'affaires d'E.D.F. doit, dans les années prochaines, croître moins que l'inflation. Une manière de réajuster.

● L'Arabie Saoudite ne baisse-t-elle pas le prix de son pétrole ? L'Arabie Saoudite ne devrait pas modifier le prix de son pétrole, affirme le Middle East Economic Survey, hebdomadaire proche des milieux pétroliers saoudiens. Mais la baisse du prix - tant à Londres qu'à Rotterdam - les prix s'étaient un peu affaiblis le semaine passée devant le sentiment que Ryad abaîsserait le prix de la qualité « arabe léger » de 50 cents, voire de 1 dollar.

# ÉTRANGER

## LE GAZODUC EUROSIBÉRIEN Les pouvoirs publics français font preuve d'une irritation croissante à l'égard des Etats-Unis

L'ambassadeur de France à Washington, M. Vernier-Palliez, vient, après le Quai d'Orsay, de déclarer que Paris ait conclu en 1980 un accord commercial avec les Etats-Unis.

Interrogé par une chaîne de télévision américaine, l'ambassadeur, visiblement irrité par l'anonymat accordé par la personnalité du Pentagone dénonciatrice de cet accord secret, a espéré que « les sujets de politique étrangère soient traités plus sérieusement par l'administration américaine » et qualifié cette personnalité de « soit mal informée, soit mal intentionnée, ou même stupide ».

● L'extension par Washington des sanctions aux navires fabriquant des missiles à destination de Cuba pose un problème juridique sérieux, qui est examiné par des juristes américains, a ajouté M. Vernier-Palliez, qui a encore souligné : « Les Etats-Unis n'ont pas de monopoles technologiques dans pratiquement aucun secteur ».

De son côté, M. Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur, a lancé un avertissement aux Américains dans un entretien accordé à la Charente Libre du 19 juillet. « Si les Etats-Unis persistent dans leur attitude défensive et offensive à

l'égard des Européens, ils provoqueront un vif mécontentement, ils affaibliront l'alliance atlantique et ils risquent de retarder l'escalade de la coopération », affirme le ministre d'Etat, qui ajoute : « Donner un caractère politique à l'alliance atlantique impose de ne pas attaquer les alliés sur le plan commercial. Les difficultés résultant des exportations européennes d'acier aux U.S.A., l'embargo mis sur divers produits des U.R.S.S., les difficultés passées et futures pour les exportations d'avions de transport aux Etats-Unis, sont des problèmes qui comptent le maintien égoïste par les U.S.A. du système mercantiliste international ».

Cette irritation grandissante des pouvoirs publics français n'a pourtant pas empêché ceux-ci à conclure la licence d'autoriser Alsthom-Atlantique à passer sous l'embargo américain et à livrer à l'Union soviétique quarante moteurs de turbines, construits sous licence General Electric, initialement destinés à servir de pièces de rechange. Si la tendance semble néanmoins favorable à ne pas tenir compte de l'embargo américain, la décision n'est toujours pas prise.

## LES DIX ACCORDENT UN PRÊT DE 600 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT D'UN PROJET MINIER AU BRÉSIL

Les ministres des Finances de la C.E.E., réunis le 12 juillet à Bruxelles, ont approuvé sans débat la proposition de la Communauté européenne d'accorder un prêt de 600 millions de dollars pour le financement d'un projet minier à Carajas (Amazonie orientale). Ce montant sera versé directement sur les ressources de la CECA (Commission européenne du charbon et de l'acier) aux conditions financières du marché par les banques européennes avec la garantie de la CECA.

Les autres bailleurs de fonds sont l'Eximbank (Etats-Unis), la Banque mondiale, le Japon et l'Allemagne fédérale. En contrepartie de son soutien, la Communauté obtient pour la sidérurgie européenne des livraisons annuelles de 12 millions de tonnes de minerai d'acier à haute teneur en manganèse et en silicium, principalement de provenance allemande et luxembourgeoise et, dans une moindre mesure, aux Indes, françaises et italiennes. Avec l'appui de la production de Carajas, les Dix dépendront à 40 % du Brésil pour leur approvisionnement en minerai de fer.

Le projet de Carajas, estimé à un coût de 3 milliards de dollars, prévoit une production par an de 25 millions de tonnes à partir de 1986, et la réalisation d'un chemin de fer de 100 kilomètres devant aboutir à la baie de Marabá, où sera construit le port d'embarquement.

## Vers un accord sur le rééchelonnement de la dette roumaine

C'est à la fin de juillet que sera conclu un accord de rééchelonnement de la dette roumaine envers quinze pays capitalistes venant à échéance au cours de l'année 1982. Le total des sommes correspondantes se situe entre 400 et 500 millions de dollars, ce qui représente environ le dixième du montant des dettes roumaines qui seront être remboursées au cours de cette année, la plus grande partie d'entre elles étant constituées par des crédits financiers à court terme de nature privée accordés par des banques. Mais l'accord avec les Trésors publics des pays créanciers est un préalable indispensable pour amener les banques à consentir à leur tour de larges facilités de remboursement aux autorités roumaines.

Les grandes lignes de l'accord avec les Trésors publics ont été définies au cours d'une réunion de travail qui s'est tenue il y a quelques jours à Paris entre les gouvernements créanciers (dont la France) et les représentants du gouvernement roumain. Un délai de paiement de six ans

● Lourd déficit pour la Compagnie générale maritime et financière - La Compagnie générale maritime et financière a perdu, l'année dernière, 100 millions de francs (après provision supplémentaire) alors que le chiffre d'affaires de 381,8 millions de francs en 1980, selon le bilan qui vient d'être présenté aux actionnaires.

Faute du soutien des autres syndicats

## Les conducteurs de locomotive britanniques reprennent le travail

Les conducteurs de locomotives britanniques, qui faisaient grève depuis deux semaines pour s'opposer à l'introduction d'horaires variables dans leur service, ont repris le travail ce lundi 19 juillet à 6 heures.

La direction des chemins de fer britanniques, forte de l'appui de M. Thatcher, avait menacé de fermer mercredi l'ensemble du réseau - jusqu'alors presque totalement paralysé - si le travail n'avait pas repris « de façon substantielle » d'ici là.

De notre correspondant

Londres. - Les yeux brillants de colère, et une profonde amertume dans le voix, M. Ray Buckton, secrétaire général de l'ASLEF, le syndicat des conducteurs de locomotive a demandé dimanche 14 juillet aux vingt-trois mille cheminots du syndicat de reprendre le travail, en terme d'une grève de deux semaines. Ce n'est ni une victoire ni même un compromis que M. Buckton a annoncé à ses adhérents, mais une capitulation.

En acceptant le projet d'accord proposé par les représentants des plus grands syndicats britanniques réunis au sein du TUC (Trade Unions Congress), l'ASLEF a cédé sur deux points : la durée de la grève et le principe de l'introduc-

tion d'horaires de travail variables, lequel ils s'étaient mis en grève pour la seconde fois de l'année. La seule concession que la direction de British Railways est limitée, dans l'immédiat, les horaires variables aux soixante et onze dépôts où ils avaient déjà été introduits.

Mais l'amertume de M. Buckton et de ses collègues de l'ASLEF provient de la manière dont ils ont été contraints de s'avouer vaincus. Fait exceptionnel en Grande-Bretagne, ce sont les autres syndicats, soucieux d'éviter à tout prix la crise majeure que n'aurait pas manqué de provoquer la fermeture totale du réseau et les licenciements massifs, qui ont eu raison de la grève.

Le refus du TUC de soutenir l'ASLEF implique que nous n'avons pas d'autre choix que d'appeler nos adhérents à reprendre le travail, a déclaré M. Ray Buckton. Cette bataille n'aurait pas pu être gagnée sans le soutien et l'assistance de nos collègues syndicalistes tout entier, ce soutien n'est pas venu. Si M. Buckton n'a pas tendu pour le TUC, la confédération à laquelle l'ASLEF est affiliée, il a cependant réservé ses vœux les plus dur à M. Sid Weighel, président du syndicat national des cheminots, qui cent soixante mille adhérents franchi le piquet de grève depuis deux semaines. « Les propos de M. Weighel ont été contraires aux principes les plus élémentaires du syndicalisme », a lancé M. Buckton, tandis qu'un autre dirigeant de l'ASLEF qualifiait la position de M. Weighel dans le conflit de « honteuse » (Interim).

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	+ base	+ haut	+ base	+ haut
S.E.-U.	54,372	54,417	+ 40	+ 75	+ 110	+ 230
S. can.	14,372	14,417	+ 89	+ 48	+ 166	+ 447
Yen (100)	242,81	242,86	+ 174	+ 193	+ 353	+ 364
D.M.	1,778	1,783	+ 135	+ 155	+ 258	+ 329
Flora	2,5175	2,5210	+ 131	+ 137	+ 228	+ 247
F.B. (100)	14,5865	14,6035	+ 8	+ 128	+ 39	+ 118
F.S.	3,2710	3,2765	+ 315	+ 345	+ 597	+ 623
L. (1 000)	4,9673	4,9746	+ 253	+ 281	+ 507	+ 439
E.	11,9455	11,9618	+ 213	+ 309	+ 258	+ 738

## TAUX DES EURO-MONNAIES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	+ base	+ haut	+ base	+ haut
S.E.-U.	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8
S. can.	8 1/4	9 1/4	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4
Flora	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8
F.B. (100)	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8
F.S.	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8
L. (1 000)	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8
E.	12 3/4	13	13 9/16	13 11/16	14 1/8	14 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Sté Paris Renov**  
FABRICANT - INSTALLATEUR  
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

**changez vos vieilles fenêtres**  
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

- Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesure
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts.

**10 ANS DE GARANTIE**

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)  
Ex. prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m 10 large équipée en double vitrage RIVER ST-GOBAIN 4/5/4 ou en glace de 11 mm, comptez 2.950 F.T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

**Sté PARIS-RENOV** - 22, RUE FONTAINE  
75008 PARIS - Tél. : 526.60.00  
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

**ALGÉRIE**  
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DU LIÈGE ET DU BOIS  
DIRECTION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT  
1, RUE KADDOUR RAHIM, HUSSEIN-DEY-ALGER

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation d'une extension de l'unité de mobilier métallique et d'organisation située à ROUBA (zone industrielle), wilaya d'Alger.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de 400 DA auprès du Directeur National des Industries du Liège et du Bois - D.E.D. - 1, rue Kaddour Rahim - Hussein-Dey - ALGER.

Les soumissionnaires devront remettre leurs offres au plus tard 60 jours après la parution du présent avis dans la presse, le cachet de la poste faisant foi.

Les offres accompagnées de toutes les pièces requises par la législation en vigueur devront parvenir au double pli cacheté portant la mention : « APPEL D'OFFRES - PROJET EXTENSION UMMO ROUBA »

A ne pas ouvrir.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne portant aucune mention permettant d'identifier le soumissionnaire.

Les soumissionnaires demeureront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

**NEUBAUER**

**305! 505!! TAGORA!!!**

**PRIX CHOC**  
sur stock 82 disponible

**821.60.21**  
Monsieur GÉRARD

**PÊCHE**

Centre Londres et Capotaque

Une sélection véritable  
Un réel enseignement  
La constance

**L'ASSURANCE LA SIGNA**

**LE D**

Pour toute information écrite ou orale  
**CENTRE D'INFORMATION**

Élèves des classes de  
Les sessions  
pour le 3<sup>e</sup> cycle : aux titulaires d'un  
pour les 2<sup>e</sup> cycles alternant : c'est

Ce communiqué

**I.S.G.** seul représentant pour la France



## PÊCHE

A LA VEILLE DE LA RÉUNION DES DIX

### Le ton monte entre Londres et Copenhague

Les ministres de la pêche des Dix se retrouvent, les 20 et 21 juillet, à Bruxelles. Ce sont les Danois qui, jusqu'à maintenant, ont empêché la conclusion d'un accord, alors que les points de vue français et britannique se sont rapprochés.

De notre correspondante

Copenhague. — Au Danemark, les problèmes de la pêche ont réussi à écarter, pour l'instant, la plupart des autres dossiers européens.

Au moment où le Royaume-Uni a pris la présidence pour six mois du conseil des ministres des Dix, la presse se demande si cette période semestrielle permettra « enfin d'assurer l'avenir des pêcheurs du pays », et d'empêcher les Britanniques « de continuer à bénéficier de privilèges aussi injustes qu'exorbitants en ce domaine ».

Car la culture des dirigeants du Danemark s'exerce essentiellement contre le Royaume-Uni, accusé de chercher systématiquement à influencer la Commission de Bruxelles. La preuve : l'adite Commission a mis au point un projet de compromis « scandaleux », qui exclut à peu près complètement les Danois des « zones traditionnelles » où il ont l'habitude de capturer ce poisson sans lequel un repas scandi-nave manque complètement de saveur : le hareng.

Sur un quota de 140 000 tonnes de harengs à distribuer entre les pêcheurs des différents pays en mer du Nord pour 1982, il n'est prévu d'en attribuer au Danemark que 2 500 tonnes.

Or, fait-on valoir à Copenhague, le Danemark était jusqu'ici la nation dominante de la C.E.E., non

● L'Escaut navigable pour les péniches de 1 350 tonnes. — La première liaison fluviale au gabarit des 1 350 tonnes entre la France et la Belgique vient d'être mise en service. Un canal relie maintenant l'Escaut au réseau belge. Il va de Condé-sur-Escaut, dans la banlieue de Valenciennes, à Pommereu, sur le canal belge de Nimi Blaton qui était déjà au gabarit de 1 350 tonnes depuis 1965. — (Corresp.)

seulement pour l'importance totale de ses prises, mais aussi et surtout pour les industries de transformation et de commercialisation. C'est pourquoi les Danois sont décidés à exiger au moins 30 % des toutes les prises de la C.E.E., et non 23,5 % comme le souhaitait la Commission.

En 1981, le Danemark a réussi à exporter 770 000 tonnes de poisson (dont 64 % vers les pays de la C.E.E.), représentant une somme de 6,7 milliards de couronnes (5,3 milliards de francs), soit 1 milliard de couronnes (800 millions de francs) de plus qu'en 1980. Comme en 1980, le déficit de la balance danoise des paiements a été de 13 milliards : on voit à quel point il est important pour le Danemark de conserver cette précieuse source de devises qu'est la pêche. Cette activité fait vivre, en outre, une série de petits ports du Jutland (au cas où les conserves seraient mises, entièrement ou partiellement, au chômage, ce serait une véritable catastrophe).

Ces deux raisons expliquent pourquoi les dirigeants de Copenhague sont prêts à durcir au maximum leur attitude sur ce dossier.

Les Anglais, et encore plus les Écossais, font, de leur côté, grief aux Danois de pratiquer une « pêche pirate », car, en 1980, ils ont pris trois fois plus de harengs en mer du Nord qu'ils n'y avaient droit, et de pratiquer une pêche industrielle destructrice, « ratisant » complètement certains fonds, ce qui menace l'avenir des espèces, transformant en farine pour leur bétail des poissons nobles et parfaitement comestibles, tel le merlan.

Quant aux huit autres pays de la Communauté, les Danois leur reprochent surtout d'avoir l'air de se satisfaire des quotas que la Communauté veut leur attribuer.

CAMILLE OLSEN.

## DÉMOGRAPHIE

### Près de 100 000 naissances hors mariage en France

La natalité reste en France à un niveau supérieur à celui de la plupart des autres pays européens. C'est ce qui ressort du rapport annuel sur la situation démographique de la France préparé par l'INED (1) et présenté par le ministre du travail au Parlement.

Le nombre des naissances enregistré en 1981 (806 000 au lieu de 800 000 en 1980 et 757 000 en 1979) traduit en fait une stabilisation de la fécondité à 1,96 enfant par femme, indice identique à celui de l'année précédente et qui reste insuffisant pour assurer le simple remplacement des générations. Cet indice synthétique de fécondité est de 1,42 en Allemagne fédérale, 1,36 en Italie, 1,66 en Belgique et 1,82 en Angleterre.

La mortalité a légèrement augmenté en France l'an dernier en raison d'une épidémie de grippe : 555 000 décès ont été enregistrés contre 547 000 en 1980 et 542 000 en 1979 ; cependant la mortalité infantile a continué de baisser ; son taux est inférieur à 10 décès pour 1 000 naissances.

Mais le phénomène le plus frappant demeure la baisse du nombre des mariages : 315 000 en 1981 c'est-à-dire 20 000 de moins que l'année précédente et 100 000 de moins qu'il y a dix ans pour des générations de jeunes d'importance comparable. Le retard de l'âge au mariage dû au développement de la cohabitation juvénile ne suffit plus à expliquer le phénomène ; c'est l'insituation même du mariage qui paraît mise en cause (2) on constate d'ailleurs simultanément une augmentation extrêmement rapide des naissances dites illégitimes c'est-à-dire hors mariage. L'an dernier près de 100 000 enfants sont nés de mères non mariées ce qui représente 12 % des naissances ; cette proportion était de 6 % au début des années 60 et encore de 8,5 % en 1976. Dans une étude que l'INSEE vient de consacrer à ce phénomène, les auteurs M. Jean-Claude Deville et Mme Edmonde Nauveau notent que l'augmentation de la fécondité hors mariage s'observe dans la plupart des pays développés mais à des rythmes très divers (3). Ainsi au Danemark la proportion des naissances hors mariage est passée de

7,8 à 31,7 % en vingt ans et aux États-Unis de 5,3 à 17 %. Mais en Allemagne fédérale, elle n'est que de 7,6 % (au lieu de 6,3 % en 1960) et en Italie de 4,1 % (au lieu de 2,4 %).

L'évolution en France reste marquée par de grandes disparités régionales — on compte une naissance hors mariage sur dix-neuf en Vendée mais une sur cinq à Paris — sans que l'on puisse pour autant opposer la France rurale et la France urbaine. De même, la hausse des naissances illégitimes varie selon les catégories socio-professionnelles, elle est d'autant plus forte que la proportion d'enfants naturels y étaient faibles dans le passé : c'est le cas notamment chez les institutrices et les professeurs.

Simultanément, la proportion des enfants naturels reconnus par leur père dès leur naissance a très fortement augmenté : c'était le cas d'un enfant sur cinq seulement il y dix ans, c'est aujourd'hui le cas d'un sur deux. Ce phénomène conforte l'hypothèse selon laquelle c'est bien l'insituation du mariage qui est remise en cause mais non pas nécessairement l'existence du couple et de la famille. — J.-M. D.

(1) Institut National d'Études démographiques : 27, rue du Commandeur 75676 Paris cedex 14.

(2) Voir le dossier sur la population de la France publié dans le Monde Dimanche daté 21-22 mars 1982.

(3) « Les nouveaux enfants naturels et leurs parents » dans Économie et Statistique n° 145 — juin 1982. Revue mensuelle de l'INSEE : 18, boulevard A.-Pinard 75675 Paris cedex 14.

**BUICK**  
Skylark 9 cv.  
Jean Charles s.a.  
28, rue Claude-Terrance, Paris-18° : 524.43.33

## PRESSE

### L'audience de la presse écrite reste stable

Le Centre d'Étude des Supports de Publicité vient de présenter les résultats de l'enquête par sondage qu'il réalise chaque année sous forme de trois vagues d'enquêtes effectuées en octobre 1981, février et mai 1982, auprès de 5 000 personnes à chaque fois.

Les résultats semblent indiquer plutôt une stabilité de la lecture de la presse avec une tendance à la baisse de quelques titres d'information politique qui avaient il est vrai bénéficié d'une année 1981 exceptionnelle en raison de l'actualité.

Le C.E.S.P. entre autres questions, mesure le nombre de lecteurs des journaux de plusieurs manières, principalement :

- La lecture « dernière période » (avez-vous lu hier le quotidien X ?)
- La lecture régulière (lisez-vous tous les jours le quotidien X ?)

Ce sondage donne les résultats suivants pour les quotidiens parisiens :

LECTURE RÉGULIÈRE		LECTURE DERNIÈRE PÉRIODE	
Titres	Nombre de lecteurs	Titres	Nombre de lecteurs
Le Monde	940 000	Le Monde	1 198 000
Le Parisien libéré	887 000	Le Parisien libéré	1 147 000
Le Matin	724 000	Le Parisien libéré (France-Soir)	1 049 000
(France-Soir)	—	(Le Figaro)	—
(Le Figaro)	582 000	(Le Figaro)	811 000
L'Équipe	313 000	L'Humanité	319 000
L'Humanité	212 000	La Croix	246 000
La Croix	—	(L'Aurore)	—
(L'Aurore)	—		

Sur l'ensemble des personnes interrogées représentatives de la population française de plus de 15 ans, plus d'un français sur deux déclare lire au moins un quotidien régional ou national.

Le Monde enregistre une baisse du nombre de ses lecteurs en 1982 : 1 198 000 contre 1 480 000 en 1981 — mais reste le premier des quotidiens parisiens. Le Matin confirme sa progression mais son taux de circulation (nombre de lecteurs par numéro vendu) demeure totalement inexplicable (6,6 lecteurs par exemplaire pour 3 en moyenne pour les autres quotidiens parisiens).

★ France-Soir, Le Figaro et L'Aurore se sont retirés du C.E.S.P. depuis deux ans.

Il est intéressant à l'occasion de la publication de ces chiffres de présenter le tableau des ventes en 1981 des quotidiens parisiens vérifiés par l'O.J.D. (Office de Justification de la Diffusion).

Diffusion totale en 1981 contrôlée par l'O.J.D. (ventes France plus étranger)	
Le Monde	439 124 exemplaires
France-Soir	428 811
Le Parisien libéré	342 722
Le Figaro	336 030
L'Équipe	223 276
Le Matin	178 847
L'Humanité	140 956
La Croix	118 235
Libération	70 000
Le Quotidien de Paris	70 000
Les Échos	50 842

● Non contrôlés par l'O.J.D. — chiffres communiqués par les éditeurs.

Paris le 19 juillet 1982



I.S.G.

## INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Une sélection véritable — plus de 2.000 candidats au 15 juillet 1982

Un réel enseignement supérieur de la gestion au plus haut niveau

La constante réussite de la vie professionnelle

## L'ASSURANCE DE VOTRE VIE PROFESSIONNELLE LA SIGNATURE POUR VOTRE AVENIR

## LE DIPLÔME I.S.G.

Pour toute information écrire en demandant : « Le guide de l'étudiant I.S.G. » (diffusion 30.000 exemplaires)

au CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DE L'I.S.G. - 45 rue Spontini - 75116 PARIS

Élèves des classes préparatoires au haut enseignement commercial : inscriptions closes

Les sessions de septembre 1982 sont strictement réservées :

pour le 3<sup>e</sup> cycle : aux titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur  
pour les 2<sup>e</sup> cycles alternances : classes préparatoires littéraires et scientifiques, D.E.U.G., D.U.T., licence

Ce communiqué confirme la clôture de toutes les inscriptions au 31 juillet 1982  
(cf. Journal Officiel du 14 Avril 1982)

I.S.G. seul représentant pour la France de «European University of America», San Francisco et de «Université libre internationale», Genève







# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

16 juillet

### Croix, mais stable

Vide, la Bourse était vide à la veille du week-end, ou à peu près. Pourtant, le week-end, qui, jeudi, avait lentement repris les chemins de la baisse, s'est stabilisé, et, le plus étonnant, toujours avec très peu d'affaires. Ce retour au point d'équilibre s'est fait presque dans la foulée. Au très léger repli de l'ouverture a succédé, presque tout de suite, une amélioration timide de sorte que, après une demi-heure de transactions, l'indice instantané était virtuellement à zéro. En clôture, il devait s'établir à 0,1 % en dessous de son précédent niveau.

« La Bourse est en vacances », disait-on autour de la corbeille. « L'heure des comptes n'a pas encore sonné », affirmait un grand de portefeuille, ajoutant : « Quelques achats institutionnels et rachats du découvert suffisent à maintenir le marché à flot. » Vu l'étrangeté des transactions, il n'y a, en effet, guère d'autres explications à trouver si ce n'est le réemploi partiel des dividendes encaissés. « J'achète sans conviction, mais j'achète », a déclaré un très vieil habitué. « Quelle autre solution ai-je de placer mon argent ? » Bref, le facteur technique a pris le pas sur les facteurs psychologiques et conjoncturels et nul ne se plaint guère dans les troupes, un peu désertées, il est vrai. Bien que le dollar ait un peu fléchi, le dollar-euro a atteint son plus haut niveau de toujours à 8,95 F, s'échangeant entre 8,88 F, contre 8,77 F, et 8,87 F la veille. Le repli de l'or a repris à Londres où l'once de métal jaune s'est traitée à 345,75 dollars (- 4,50 dollars). A Paris, le lingot a perdu 1 000 F à 75 500 F. Le napoleon a fait cavalier seul et progressé de 10 F à 610 F.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

## NEW-YORK

Toujours très nerveux

Une grande nervosité a encore régné, jeudi à Wall Street, où les cours ont évolué de façon très hâtive la séance durant, poussant le marché tantôt à la hausse, tantôt à la baisse. Finalement, après avoir varié dans une fourchette assez large, soit entre 836,57 et 821,25, l'indice des industries accusait une perte légère de 1,05 point à 827,33. Néanmoins, par soldes, sur 1 832 valeurs traitées, 710 ont monté, tandis que 672 se sont repliées.

Ralentie la veille, l'activité s'est accélérée, et 61,09 millions de titres ont changé de main contre 58,34 millions.

Autour du « Big Board », l'atmosphère était fiévreuse et toutes les conversations portaient sur les problèmes inflationnistes. Les opérateurs attendent, en effet, avec impatience les dernières statistiques sur l'évolution de la masse monétaire, qui doivent être publiées dans la soirée de vendredi.

Après trois semaines de déséquilibre, le marché table sur un important gonflement de la masse monétaire, dont beaucoup redoutent qu'il ramène à zéro la réduction enregistrée depuis le 17 juin, incitant ainsi la Réserve fédérale à maintenir sa politique rigoureuse de crédit.

Un spécialiste de la firme Paroli et Graham estimait toutefois que l'événement anticipé était exagérément grossi et que Wall Street avait de bonnes chances de poursuivre son ascension.

« Les investisseurs ont été très nerveux », a déclaré un très vieil habitué. « Quelle autre solution ai-je de placer mon argent ? » Bref, le facteur technique a pris le pas sur les facteurs psychologiques et conjoncturels et nul ne se plaint guère dans les troupes, un peu désertées, il est vrai. Bien que le dollar ait un peu fléchi, le dollar-euro a atteint son plus haut niveau de toujours à 8,95 F, s'échangeant entre 8,88 F, contre 8,77 F, et 8,87 F la veille. Le repli de l'or a repris à Londres où l'once de métal jaune s'est traitée à 345,75 dollars (- 4,50 dollars). A Paris, le lingot a perdu 1 000 F à 75 500 F. Le napoleon a fait cavalier seul et progressé de 10 F à 610 F.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

« Les investisseurs ont été très nerveux », a déclaré un très vieil habitué. « Quelle autre solution ai-je de placer mon argent ? » Bref, le facteur technique a pris le pas sur les facteurs psychologiques et conjoncturels et nul ne se plaint guère dans les troupes, un peu désertées, il est vrai. Bien que le dollar ait un peu fléchi, le dollar-euro a atteint son plus haut niveau de toujours à 8,95 F, s'échangeant entre 8,88 F, contre 8,77 F, et 8,87 F la veille. Le repli de l'or a repris à Londres où l'once de métal jaune s'est traitée à 345,75 dollars (- 4,50 dollars). A Paris, le lingot a perdu 1 000 F à 75 500 F. Le napoleon a fait cavalier seul et progressé de 10 F à 610 F.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

Le volume des transactions a augmenté : 16,18 millions de francs, contre 13,65 millions de francs.

# BOURSE DE PARIS Comptant 16 JUILLET

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
5 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
10 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
15 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
20 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
25 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
30 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
35 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
40 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
45 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
50 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
55 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
60 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
65 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
70 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
75 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
80 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
85 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
90 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
95 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0
100 %	100	100	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0	Alcatel	117	117	0

La Bourse de Paris a été fermée à 14 h 15, le 16 juillet 1982. Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

FIVES-LILLE. - Le résultat consolidé de l'exercice 1981 s'élève à 77,57 millions de francs contre 65 millions de francs en 1980. Le chiffre d'affaires global est passé de 3,5 milliards de francs à 3,9 milliards de francs.

SEB. - Pour le premier semestre 1982, les ventes prévues consolidées ont progressé de 15 % à 1,195 milliard de francs.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1981)

Valeur française 1981 100,7  
Valeur française 1982 111,3  
Cote des AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général 96,7 96,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (base 100 = 31 déc. 1981)

COURS DU DOLLAR À TOKYO (1 dollar en yen)

1 dollar en yen 206 202,50

DARTY. - Le groupe a enregistré une progression de 43 % au cours de son exercice 1981-1982. Le chiffre d'affaires global est passé de 3,5 milliards de francs à 3,9 milliards de francs.

SEB. - Pour le premier semestre 1982, les ventes prévues consolidées ont progressé de 15 % à 1,195 milliard de francs.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1981)

Valeur française 1981 100,7  
Valeur française 1982 111,3  
Cote des AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général 96,7 96,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (base 100 = 31 déc. 1981)

COURS DU DOLLAR À TOKYO (1 dollar en yen)

1 dollar en yen 206 202,50

## Marché à terme

La Bourse de Paris a été fermée à 14 h 15, le 16 juillet 1982. Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

## Marché à terme

La Bourse de Paris a été fermée à 14 h 15, le 16 juillet 1982. Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance.

Les cours sont ceux de la dernière séance



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ENSEIGNER LE FRANÇAIS : Mutation dans les universités européennes, par Christophe Campos ; Un lien plus qu'un lien, par Robert Mallet ; Un véhicule culturel total, par le docteur Mariva Mohassani ; Transfert des connaissances et « dialogues des cultures », par Youssef Eliaz.

### ETRANGER

3. LA GUERRE DU GOLFE  
4. L'IMPASSE DIPLOMATIQUE AU LIBAN  
5. EUROPE  
— ITALIE : Après l'assassinat du chef de la brigade mobile de Naples.  
— GRANDE-BRETAGNE : Une incalculable pour l'Espagne.  
— TURQUIE : Le projet de nouvelle Constitution.  
5. DIPLOMATIE

### POLITIQUE

6. M. François Léotard candidat au poste de secrétaire général du P.R.  
— Le projet de réforme de l'ENA (suite).

### SOCIÉTÉ

8. Blouses blanches et robes noires (I), par Jean-Marc Thévenaz.  
9. JUSTICE : L'interdiction de « Prisons d'Afrique » était illégale.  
10. EDUCATION : Trois nouveaux projets d'écoles « différentes » sont agréés par le ministère de l'Éducation nationale.  
11. SCIENCES : L'application de la loi d'orientation.  
12. LEGION D'HONNEUR.

### SPORTS

11. AUTOMOBILISME : Landa vainqueur, à Brands-Hatch, du grand prix de Grande-Bretagne.  
— ECRIME : Les champions du monde de Rome.  
— CYCLISME : La 14<sup>e</sup> étape du Tour de France.

### CULTURE

12. MUSIQUE : « La Flûte enchantée », à Aix.  
— THÉÂTRE : Le Festival d'Aix.  
— CINÉMA : forte remontée des entrées.  
14. RADIO-TELEVISION : mobilisation des radios libres parisiennes.

### LE MONDE DE L'ECONOMIE

15-16. L'industrie automobile dans la crise.  
16. En baisse de 20 % au premier semestre 1982, le cours de l'or connaît une vive reprise.

### RÉGIONS

26. ILE-DE-FRANCE : Crétel dialogue avec ses voisins. Tout le monde pourra rentrer à Polytechnique.

### ECONOMIE

27. SOCIAL : une nouvelle rencontre entre les syndicats de fonctionnaires et le premier ministre.  
— AGRICULTURE : le changement va par le M.R.J.C.  
28. ENERGIE : les avantages sociaux d'E.D.F.-G.D.F.  
— ETRANGER : les pouvoirs publics français font preuve d'une irritation croissante à l'égard des États-Unis.  
29. PÊCHE.  
— DÉMOGRAPHIE.  
— PRESSE.  
30. CONJONCTURE.

### RADIO-TELEVISION (141)

— INFORMATIONS  
— SERVICES (118)  
Troisième âge ; Jeux ; Mots croisés ; Journal officiel ; Météorologie.  
Annonces classées (118 à 231) ; Carnet (101) ; Programmes spectacles (113 et 141) ; Bourse (131).

### TELEVISIONS

SPECIAL JUILLET-AOÛT  
— Magnifique TV N.B. 3 ch. 3 parties de 150 F.  
— Magnifique TV couleur RADIOLA au THOMSON, à partir de 750 F.  
Reprise des anciens téléviseurs. Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois. Tél. : 691-48-92 (6 lignes groupées).

Pour prendre au sérieux ses offres de rapprochement

## Pékin demande à Moscou « des actes » et non « des paroles »

L'hebdomadaire en langue étrangère *Beijing Information* a répondu dimanche 18 juillet aux avances prodiguées à la Chine par l'Union soviétique depuis des mois. « Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune indication permettant d'affirmer que l'U.R.S.S. veut sincèrement améliorer ses relations avec la Chine », affirme le journal, commentant la récente participation d'athlètes soviétiques à une manifestation sportive à Pékin.

« Si l'on fait juger un homme par ses actes, pas par ses paroles », il ajoute : « Nous pouvons une action de l'U.R.S.S. par action, nous ne pouvons pas dire simplement un changement dans le comportement soviétique concernant la question frontalière sino-soviétique et l'importante force militaire qui y est concentrée, mais aussi sur les problèmes de l'Afghanistan et du Cambodge. » Il existe de nombreux « obstacles » à une « véritable » amélioration des relations entre les deux pays, et au premier lieu la politique « hégémoniste » de l'U.R.S.S. Toutefois, « la Chine estime que les relations entre les deux pays doivent être maintenues et développées sur la base des cinq principes de la coexis-

## BAGARRES SUR UNE PLAGE DE CANNES

De violents affrontements ont opposé, dans la nuit du 17 au 18 juillet, sur une plage de Cannes, des campeurs de diverses nationalités à des Maghrébins. Depuis plusieurs années la plage Maé, proche du Paim-Franch de Cannes, est occupée pendant l'été par des campeurs « sauvages » qui s'y installent pour y passer la nuit. Dans la soirée du 17 juillet des incidents se sont produits entre des Maghrébins qui assistaient depuis la Croisette à leur installation. Il semble que ce soit à la suite de la venue sur la plage de quelques-uns de ces derniers, qui avaient importuné deux jeunes Allemandes, que commença la bagarre.

Trois vites, les deux « vites » campeurs s'affrontèrent à la cinquanteaine de Maghrébins venus soutenir les leurs.

Dans cette mêlée les antagonistes utilisèrent tout ce qui leur tombait sous la main : tables, chaises, matériel de plage, bouteilles, verres et autres objets pouvant servir de projectiles.

La police de Cannes, impuissante à séparer les deux groupes, dut faire appel à des renforts, tandis que des « affrontements » se poursuivaient jusque dans les jardins environnants, qui furent à leur tour saccagés.

Fusieurs personnes ont été blessées de par et d'autre, mais aucune plainte n'a été déposée.

## 25 000 FRANCS POUR QUARANTE-QUATRE MOIS DE DÉTENTION ABUSIVE

Une somme de 25 000 F a été allouée par la Commission d'indemnisation séjournant sous la présidence de M. Henry Palibé, conseiller à la Cour de cassation, à M. Bourdieu Mezhou, soudier, âgé de quarante-trois ans, qui a été détenu pendant trois ans huit mois et dix-sept jours, avant d'être acquitté le 18 mars 1980 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

Cet homme avait été arrêté le 30 juin 1976 à La Clouze, six mois après que le cadavre de M. Francisco Romero Martinez eut été découvert sur la voie publique, aux abords d'un restaurant de Grailade. L'enquête avait démontré que la victime avait eu dans la soirée une altercation avec M. Bourdieu Mezhou et en avait déduit que c'était lui qui à coup sûr avait frappé son antagoniste à l'abdomen avec un couteau.

M. Mezhou, au domicile duquel un couteau à cran d'arrêt avait été trouvé, avait toujours nié, mais en se contredisant dans ses déclarations et en contestant sa présence au restaurant la Grailade le soir du crime ainsi que sa dispute avec la victime, convaincu par plusieurs témoins.

■ **Inculpation du chauffeur responsable de l'accident de l'autoroute A 6.** — M. Pierre Foraison, qui, arrivant d'un semi-remorque, a heurté un car sur l'autoroute A 6, le 16 juillet près de Limonest (Rhône), causant la mort de cinq membres d'une famille néerlandaise, a été présenté au parquet et arrêté le 17 juillet à Villefranche-sur-Saône. Le motif de l'inculpation ne sonne pas encore connu mais l'on sait déjà que M. Foraison dépassait les 100 kilomètres à l'heure, vitesse indiquée par le « tachygraphe » du car que le poids lourd doublait au moment de l'accident.

Le numéro du « Monde », daté 18-19 juillet 1982 a été tiré à 472 490 exemplaires.

A Rabat

## M. CHEYSSON A PRÉCISÉ LA POSITION DE LA FRANCE SUR L'O.U.A. ET LE CONFLIT SAHARIEN

(De notre correspondant.)

Rabat. — M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, s'est déclaré à son départ de Rabat, samedi 17 juillet, très satisfait de sa visite éclair dans la capitale marocaine. Le ministre, qui avait été reçu vendredi soir, dans son hôtel, par le roi Hassan II, a notamment déclaré au sujet des événements du Liban : « Il était temps de confronter nos analyses sur les fractures nées pas, malgré tout, un pays du Proche-Orient ni un pays arabe. »

« Nous avons parlé aussi, bien entendu », a ajouté M. Cheysson, des problèmes plus proches nous concernant le Maroc et les pays voisins ainsi que des relations bilatérales et du prochain voyage de M. François Mitterrand au Maroc, en octobre. Au sujet de la conférence de l'Organisation de l'unité africaine à Tripoli, prévue pour le début du mois d'août, nous avons dit que les regroupements régionaux sont bons dans toutes les parties du monde et qu'il faut les sauvegarder. Voilà notre principe de base, mais nous n'opposons pas pour autant des pays d'Afrique noire à aller à Tripoli, car nous ne sommes pas membres de l'O.U.A. Nous sommes favorables au principe de l'autodétermination. Nous avons donc soutenu la proposition du roi Hassan II d'organiser un référendum dans les provinces sahariennes en attendant qu'il aura lieu. »

Interrogé en particulier sur la position de la France concernant l'admission à la sauvegarde de la République sahraoui à l'O.U.A. en février dernier, le ministre français a répondu : « La France n'est pas un membre de l'O.U.A. n'a pas à prendre position à ce sujet. » Nous nous en tenons à la proposition marocaine de référendum, telle qu'elle avait été faite à Nafzouh en juin dernier et telle qu'elle a été ensuite organisée par le comité de mise en œuvre, à-t-il conclu. — R. D.

## Aux Fidji

## LE PARTI AU POUVOIR A REMPORTÉ LES ÉLECTIONS

L'Alliance du premier ministre Ratu Sir Eruera Mara a remporté les élections législatives qui se sont déroulées dans l'archipel du 11 au 17 juillet. Il a obtenu vingt-huit sièges, contre vingt-cinq au National Federation Party (N.F.P.) de M. Jai Ram Reddy, et deux autres à une petite formation fidjienne qui lui était allée.

Il s'agit là d'une courte victoire pour Ratu Mara, qui a perdu trois sièges après une campagne électorale difficile. Le premier ministre avait dû faire face à des tensions ethniques très sérieuses. Les Fidjiens d'origine indienne, qui sont près de 50 % de l'indigène. Un système électoral complexe permet de penser cette infériorité, tandis que la constitution favorise la possession des terres par les autochtones.

En 1980, Ratu Mara avait tenté de former un « gouvernement d'union nationale » (le *World of 26* novembre 1980). Mais ses efforts avaient fait long feu et il s'était à nouveau brouillé avec ses adversaires du N.F.P. En même temps la communauté indienne de l'Alliance était fortement affaiblie à la suite de dissensions, tandis que des Fidjiens d'origine indienne passaient à l'opposition. Rencontré en mars à Paris, où il avait été reçu par M. Mitterrand, Ratu Mara nous avait confié son inquiétude sur ces élections. Le résultat lui est certes favorable, mais sa majorité n'est sensiblement élargie. — P. de B.

## Micro-informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'enseignants, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir à programmer ?

DECISION informatique, société « Four choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

## DECISION l'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bacs d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

## Vif repli du dollar : 6,86 F

Les cours du dollar sur les marchés des changes se sont vivement repliés lundi 19 juillet : 6,86 F à Paris (et même 6,83 F en début de matinée), contre 6,94 F, 2,480 DM contre 2,430 DM à Francfort, 252 yens contre 256 yens à Tokyo.

A l'origine de ces replis, on trouve l'annonce d'une progression de la masse monétaire américaine dont la modulation a surpris par rapport à « l'espérance » que certains redoutaient en juillet, sous l'effet du versement trimestriel des pensions de sécurité sociale, majorée de 7,5 % pour tenir compte de l'inflation, et des réductions d'impôts (10 %).

Ces deux mesures conduisent à injecter 40 milliards de dollars environ dans les circuits financiers, et à New-York, on craignait une augmentation de 11 à 13 milliards de dollars de la masse monétaire, ce qui aurait empêché la Banque centrale de faire fléchir les taux d'intérêt.

A cette augmentation, on le sait (le *Monde* du 18-19 juillet) n'a été que de 5,9 milliards de dollars entre le 1<sup>er</sup> et le 7 juillet 1982, en ligne avec l'hypothèse basse formulée à la veille du week-end, notamment suite à une contraction de 4,2 milliards de dollars pour la deuxième semaine de juin.

La conséquence immédiate de l'annonce de ces chiffres a été une diminution comprise entre 1/2 % et 3 % sur le taux d'intérêt du dollar (24,5 % lundi 19 juillet), et un recul général du dollar, les opérateurs attendant maintenant que la Banque centrale des États-Unis confirme la détente des taux. En tout cas, le marché new-yorkais des obligations a suivi les chiffres de la masse monétaire par une hausse des cours de 2 %.

## LE SÉNAT « MARQUERA » RÉSOLUTION SON OPPOSITION A LA PHILOSOPHIE GÉNÉRALE DU PROJET AURoux

MM. Fosset (Union centriste, Hauts-de-Seine) et Chérioux (R.P.R., Paris), respectivement président et rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux libertés des travailleurs, ont présenté, lundi matin 19 juillet, à la presse le rapport qui devait ouvrir le débat dans l'après-midi sur ce texte.

La « question préalable » ne sera pas opposée à ce premier projet de l'ensemble des « textes Auroux ». La commission, en effet, recueille un certain nombre de la première partie du projet qui définit le pouvoir réglementaire et disciplinaire des chefs d'entreprise. Elle accepte donc le principe d'une séparation de la proposition initiale tout en proposant quelques amendements destinés notamment à préserver l'autorité des chefs d'entreprise et à éliminer les clauses de politisation dans l'entreprise.

En revanche, la commission rejette en bloc toutes les dispositions relatives aux droits d'expression des salariés, qui — estime-t-elle — privilégieraient les syndicats les plus hostiles à la concertation, et qui trahissent une orientation générale d'inspiration autogestionnaire. « Il importe », déclare M. Chérioux, que le Sénat marque résolument son opposition à la philosophie générale qui inspire en fait l'ensemble des textes, issus du rapport Auroux. Il lui incombe d'alerter l'opinion sur les périls que leur adoption ferait courir à notre pays. »

## Une délégation du P.C. soviétique à Varsovie.

Le général Jaruzelski a reçu, dimanche 18 juillet, M. Evguén Tsiakine, chef de la section de propagande du comité central, qui séjourne actuellement en Pologne à la tête d'une délégation du P.C. soviétique. MM. Marian Orzechowski et Walery Namotkiewicz, respectivement secrétaire au comité central et chef de la section idéologique au comité central du P.O.U.P., assistaient à cet entretien. — (A.F.P.)

## Une gardienne de la paix grièvement blessée à Margiana.

Le dimanche 18 juillet, vers 8 heures, alors qu'il procédait avec des collègues à un contrôle d'identité sur la plage du Jai, une gardienne de la paix du commissariat de Margiana (Boukharas-du-Rhin), Renée Dautin, trente-deux ans, a été grièvement blessée d'un coup de couteau au pouton. Son agresseur, un jeune homme jusqu'ici non identifié, a pu prendre la fuite. M. Dautin a été hospitalisé à Margiana. Le S.B.F.J. de Marseille est chargé de l'enquête.

## week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplissez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Gudin, 75016 PARIS ou téléphoner au 625.44.32 à votre service sur toute la France.

En données brutes

## LE CHOMAGE A AUGMENTÉ DE 14,9 % EN UN AN

Le nombre définitif des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, en données corrigées des variations saisonnières, s'élevait fin juin à 2 042 900, soit une augmentation de 1,9 % par rapport au mois précédent. Indique lundi le ministère de l'Emploi, en communiquant les statistiques définitives.

En revanche, en données brutes, le nombre des demandeurs d'emploi reste « d'assuré » de la barre des 2 millions avec 1 897 100 fin juin, soit une baisse de 1 % par rapport à mai dernier, mais une hausse de 14,9 % sur un an avec 1 610 600 chômeurs en juin.

## NOUVELLES BRÈVES

● L'Union nationale des associations de professions libérales « manifeste son inquiétude sur les conséquences d'une modification de la structure administrative de la capitale, telle qu'annoncée par le gouvernement, et demande qu'il soit procédé à une consultation de tous les professionnels de la ville, à une consultation des habitants et des professionnels qui y exercent. »

● Onze soldats britanniques ont été blessés à l'aéroport de Port Stanley, capitale des Malouines, par des missiles largués accidentellement par un chasseur-bombardier.

## Un gardien de la paix grièvement blessé à Margiana.

Le dimanche 18 juillet, vers 8 heures, alors qu'il procédait avec des collègues à un contrôle d'identité sur la plage du Jai, une gardienne de la paix du commissariat de Margiana (Boukharas-du-Rhin), Renée Dautin, trente-deux ans, a été grièvement blessée d'un coup de couteau au pouton. Son agresseur, un jeune homme jusqu'ici non identifié, a pu prendre la fuite. M. Dautin a été hospitalisé à Margiana. Le S.B.F.J. de Marseille est chargé de l'enquête.

## Une délégation du P.C. soviétique à Varsovie.

Le général Jaruzelski a reçu, dimanche 18 juillet, M. Evguén Tsiakine, chef de la section de propagande du comité central, qui séjourne actuellement en Pologne à la tête d'une délégation du P.C. soviétique. MM. Marian Orzechowski et Walery Namotkiewicz, respectivement secrétaire au comité central et chef de la section idéologique au comité central du P.O.U.P., assistaient à cet entretien. — (A.F.P.)

## Une gardienne de la paix grièvement blessée à Margiana.

Le dimanche 18 juillet, vers 8 heures, alors qu'il procédait avec des collègues à un contrôle d'identité sur la plage du Jai, une gardienne de la paix du commissariat de Margiana (Boukharas-du-Rhin), Renée Dautin, trente-deux ans, a été grièvement blessée d'un coup de couteau au pouton. Son agresseur, un jeune homme jusqu'ici non identifié, a pu prendre la fuite. M. Dautin a été hospitalisé à Margiana. Le S.B.F.J. de Marseille est chargé de l'enquête.

## Une délégation du P.C. soviétique à Varsovie.

Le général Jaruzelski a reçu, dimanche 18 juillet, M. Evguén Tsiakine, chef de la section de propagande du comité central, qui séjourne actuellement en Pologne à la tête d'une délégation du P.C. soviétique. MM. Marian Orzechowski et Walery Namotkiewicz, respectivement secrétaire au comité central et chef de la section idéologique au comité central du P.O.U.P., assistaient à cet entretien. — (A.F.P.)

## Une gardienne de la paix grièvement blessée à Margiana.

Le dimanche 18 juillet, vers 8 heures, alors qu'il procédait avec des collègues à un contrôle d'identité sur la plage du Jai, une gardienne de la paix du commissariat de Margiana (Boukharas-du-Rhin), Renée Dautin, trente-deux ans, a été grièvement blessée d'un coup de couteau au pouton. Son agresseur, un jeune homme jusqu'ici non identifié, a pu prendre la fuite. M. Dautin a été hospitalisé à Margiana. Le S.B.F.J. de Marseille est chargé de l'enquête.

Des explosions font plusieurs morts

## LES RENCONTRES

la dégradation des rapports... inquiète les... M. Cheysson annonce...

## LE TARI D'ECOUTE AUX ÉTATS-UNIS EST HAUSSE

de 12 % à 11,5 % (100 ans 74)

## Un entretien

James A. Michener

## ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplissez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Gudin, 75016 PARIS ou téléphoner au 625.44.32 à votre service sur toute la France.

## ALARME 2000 contre le vol

Nom .....  
Prénom .....  
rue .....  
n° ..... code postal .....  
ville .....